

UNIVERSITÉ DE DIJON

FACULTÉ DE DROIT

BALZAC

considéré comme historien du Droit

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

présentée et soutenue le 6 Juillet 1936, à 15 heures

PAR

Madeleine SAINT-GERMÈS

Président : M. DESSERTAUX, professeur.

Suffragants : { M. Edouard DOLLÉANS, professeur.
M. HUGUENEY, professeur.

BESANÇON

IMPRIMERIE DE L'EST

1936

BALZAC

considéré comme historien du Droit

UNIVERSITÉ DE DIJON

FACULTÉ DE DROIT

BALZAC

considéré comme historien du Droit

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Juridiques)

présentée et soutenue le 6 Juillet 1936, à 15 heures

PAR

Madeleine SAINT-GERMÈS

Président : M. DESSERTAUX, professeur.

Suffragants : { M. Édouard DOLLÉANS, professeur.
M. HUGUENY, professeur.



BESANÇON

IMPRIMERIE DE L'EST

1936

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE,
M. LE PROFESSEUR M. DESSERTAUX



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BALZAC

considéré comme historien du Droit

INTRODUCTION

Balzac fut le premier romancier naturaliste et, peut-être, le plus parfait, tant il sut faire revivre avec vérité la Société de la Restauration et de la Monarchie de Juillet.

C'est un peintre impartial des mœurs, des caractères, qui a saisi, noté les traits saillants des personnages qu'il nous décrit, leurs habitudes, leurs travaux, et nous en a donné une étude particulièrement juste et vivante. Victor Hugo a prononcé le 22 août 1850 sur la tombe de Balzac, cette phrase : « La *Comédie humaine* est un seul livre lumineux, profond, où l'on voit aller, venir, marcher, se mouvoir toute notre civilisation, livre merveilleux que le poète intitule *Comédie* et qu'il aurait pu appeler *Histoire* (1) ». La signification historique de l'œuvre de Balzac, romancier, est unanimement reconnue par les critiques contemporains, mais on n'a pas songé, jusqu'ici, à utiliser la *Comédie humaine* comme document d'histoire du Droit.

Cependant, Thaller et Percerou reconnaissent que Balzac est un précieux auxiliaire pour un auteur de droit commercial lorsqu'il fait revivre, dans *Grandeur et Décadence de César Birotteau*, les méfaits de la loi si sévère instituée par le Code de commerce et qui régissait la faillite sous la Restauration.

(1) André LE BRETON, *Balzac, l'homme et l'œuvre*, librairie Colin, 1905, page 117.

M. Fernand Roux (1) a aussi écrit un ouvrage sur *Balzac juriconsulte*, car il a compris toute la valeur du jugement que Balzac porte sur les nombreuses institutions juridiques, mais s'il a retracé les idées de Balzac sur le droit, il reste beaucoup à faire, car nous voulons surtout étudier Balzac témoin du droit de son temps.

Nous essaierons, — comme Bauchet l'a fait pour le droit grec, grâce aux plaidoyers de Démosthène, dans son livre sur *Le Droit de la République athénienne* (2), — de faire revivre, grâce à la *Comédie humaine*, nos institutions juridiques sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

Il y a, en effet, dans la *Comédie humaine*, beaucoup de documents inutilisés, propres à éclairer le droit de la première moitié du XIX^e siècle, à faire connaître des institutions qui sont déjà entrées dans l'histoire soit parce que, comme la contrainte par corps, elles ont disparu, soit parce qu'elles ont subi, comme la faillite, les droits des enfants naturels, des remaniements profonds de la part du législateur.

Le Professeur Viard (3) nous a montré dans son œuvre d'histoire du droit privé, la difficulté que nous éprouvons à reconstituer le droit d'une époque en compulsant uniquement les textes de lois et les coutumes, car la loi n'est qu'un document doctrinal, un texte sans vie qui, parfois, subit dans son application pratique de profondes modifications.

La jurisprudence vient concrétiser, transformer peu

(1) Fernand Roux, *Balzac, juriconsulte et criminaliste*, Paris, 1906, in-12.

(2) L. BEAUCHET, *Histoire du Droit privé de la République athénienne*, Chevalier-Maresq, éditeur, 1^{er} livre.

(3) P. VIARD, *Histoire générale du Droit privé français* (1789-1830). Ed. Les Presses Universitaires de France.

à peu la théorie, en la pliant aux exigences des cas d'espèce. Aussi, l'étude des arrêts, des actes extra-judiciaires, des plaidoyers, des œuvres d'histoire du droit est-elle nécessaire pour suivre l'évolution d'une loi, pour comprendre les raisons profondes qui ont présidé à sa formation, à son évolution et à sa suppression.

C'est grâce à Aristophane, à Cicéron, à Tite-Live, à Tacite que nous avons pu reconstituer une partie de la vie juridique de l'antiquité gréco-romaine. Balzac mérite-t-il de prendre place aux côtés de ces grands noms à titre d'historien du Droit ? Il se distingue de la grande majorité des romanciers français par l'instruction juridique développée qu'il reçut. Il prépara pendant dix-huit mois son baccalauréat en droit chez l'avoué M^e Guillonnet-Merville dont il nous parle dans ses œuvres sous le pseudonyme de M^e Derville, puis il resta dix-huit autres mois chez le notaire M^e Passez, où il connut le monde malicieux des petits clercs, « comment on fait les contrats et comment on s'en joue ».

Balzac écrit lui-même dans le *Notaire* : « Après cinq ans de stage chez un notaire, il est difficile d'être un jeune homme pur. On a vu les rouages hideux de toute fortune, on a vu les hideuses disputes sur les cadavres encore chauds, enfin, on a vu le cœur humain aux prises avec le Code. »

Il lui resta de ce stage chez l'avoué et chez le notaire une connaissance exacte des lois et de la jurisprudence de son temps, que, grâce à son observation minutieuse, il acquit plus que tout autre.

Il écrit à M^{me} Hanska dans ses *Lettres à l'Étrangère* : « J'ai été pourvu d'une grande puissance d'observation parce que j'ai été jeté à travers toutes sortes de professions

involontairement (1). » Et, plus tard, lorsqu'il composera un roman, il se souviendra des situations complexes qu'il a rencontrées lorsqu'il était le clerc de Me Derville et il les notera dans son œuvre.

Il conservera, grâce à cette culture, une curiosité particulière pour tout ce qui touche à nos institutions juridiques. C'est ainsi que lorsque Charles X voudra rétablir le droit d'aînesse, Balzac écrira un traité sur cette ancienne institution.

Il sera mêlé durant sa vie à des situations très variées, et à diverses reprises, il sera sur le point d'être victime de la législation en vigueur : imprimeur endetté, il fut la proie des créanciers, redoutant également la faillite et la contrainte par corps ; il ne fut sauvé du déshonneur que par sa mère et par sa protectrice M^{me} de Berny.

Aussi, Brunetière écrit-il (2) : « Ce n'est point du tout, à notre avis, pour avoir fait un stage chez le notaire et chez l'avoué, mais, pour avoir lui-même eu à se débattre contre de vrais créanciers que Balzac a décrit si minutieusement les péripéties de la déconfiture de *César Birotteau*, de même que, dans les *Illusions perdues*, quand il retracera les angoisses de David Séchard, il n'aura qu'à se souvenir de celles qu'il a subies, quand il faisait comme David, métier d'imprimeur. »

Quoi qu'il en soit, Balzac nous a laissé deux ouvrages particulièrement précis où il nous décrit ces deux institutions dont l'une a disparu et l'autre a survécu profondément modifiée.

Balzac restera endetté à la suite de cette demi-faillite ; toute sa vie ne sera qu'une lutte contre la dette. Il nous

(1) André LE BRETON, *Balzac, l'homme et l'œuvre*, p. 140.

(2) BRUNETIÈRE, *Honoré de Balzac*, édit. Nelson, p. 45.

fera pénétrer dans ce milieu secret des agents d'affaires et des usuriers. Nous verrons ces hommes triomphant des institutions légales comme les Monts-de-Piété, grâce à une législation trop peu sévère pour refréner leur commerce illicite.

Plus tard, Président de la Société des gens de Lettres, Balzac sera, à ce titre, mêlé à de nombreux procès ; il nous laissera des traités intéressants sur la propriété littéraire et la contrefaçon à cette époque. Ses études juridiques, sa vie mêlée à maintes difficultés d'ordre judiciaire seront complétées heureusement par les qualités de cet esprit essentiellement impartial et attiré par la vie réelle.

Il sera éloigné du romantisme d'un Victor Hugo ou d'un Musset, qui préfèrent à la réalité, les faits déformés par une imagination débordante ou par une inspiration intérieure qui les transportent dans le domaine de la fantaisie ; ils ne peuvent servir d'historiens du droit, car, même lorsqu'ils touchent, — comme Victor Hugo dans les *Misérables*, — au domaine juridique, ils préfèrent à la vérité, les belles envolées lyriques qui servent leur talent.

Plus tard, Bourget, dans *Le Disciple*, sera attiré par la vie des grands criminels ; mais, il ne pourra être impartial, car, son roman étant écrit pour illustrer une thèse qu'il soutient, il sera porté à choisir les arguments propres à faire triompher les idées qu'il défend.

Bordeaux, de nos jours, sera plus proche du roman naturaliste, et son *Lac noir*, où il nous décrit de façon fort exacte une instruction criminelle, pourra illustrer, plus tard, notre droit criminel.

Isabelle Sandy retracera, elle aussi, dans *Andorra* (1),

(1) Isabelle SANDY, *Andorra*, pages 1 et 2.

les coutumes andorranes sur les successions, et son livre est un véritable document juridique.

Du reste, nos auteurs modernes ont un véritable souci de l'exactitude ; nos romanciers, tels Mauriac, Maurois, Romain Rolland, s'efforcent de demeurer impartiaux lorsqu'ils nous retracent les coutumes de notre époque ou la vie d'hommes illustres. C'est à ce souci de la vérité, si réel à notre époque, que Balzac doit un renouveau de gloire littéraire et qu'il est, aujourd'hui, regardé, même au théâtre, comme un auteur actuel. Son *Faiseur* (1), pièce qui n'avait eu qu'un médiocre succès lors de sa présentation, est aujourd'hui très goûté par un public habitué à voir représenter sur la scène les mœurs réelles.

Ainsi, seul Balzac, pour le début du xix^e siècle, peut nous donner des documents précis sur l'histoire juridique de nos institutions.

Enfin, à ces qualités d'impartialité et d'observation Balzac joint un jugement fort précieux et un esprit progressif sur les institutions de son temps. Généralement, il se montre un admirateur convaincu de nos vieilles coutumes, de nos traditions monarchiques, du droit d'aînesse, de la famille patriarcale, cependant nous le voyons réclamer des réformes très libérales qui, presque toutes, furent réalisées dans le courant du xix^e siècle, tant cet esprit exact, profond, avait su prévoir l'évolution nécessaire de nos institutions.

Souvent, les réformes que demande Balzac ne sont que le retour à nos coutumes d'avant 1789, plus modérées, nées des vieilles traditions et plus compréhensives des besoins sociaux que les Codes sortis de la Révolution ;

(1) BALZAC, *Mercadel ou le Faiseur*, tome XVIII.

Balzac sait adapter ces vieilles coutumes aux exigences de son époque.

Du reste, cette époque est particulièrement intéressante au point de vue juridique ; ce sont les années qui ont suivi la rédaction des codes de Napoléon, codes qui furent loin de satisfaire tous les esprits. Chez certains, notamment dans les provinces de l'Ouest et du Centre de la France, étaient restées vivaces les vieilles coutumes et les traditions d'avant 1789. Balzac connaissait bien cette noblesse nourrie de sentiments monarchiques où la puissance paternelle, le droit d'aînesse régnaient en dépit des principes égalitaires du Code civil ; il faisait de fréquents séjours en Touraine et il nous décrira les aspirations de la noblesse soit dans le *Lys dans la vallée*, soit dans le *Cabinet des Antiques*. Il nous retracera les traditions juridiques qui s'étaient implantées dans ces familles nobles, ruinées par la Révolution, et comment certaines institutions nouvelles, telles que les Majorats, y trouvèrent un terrain propice à leur extension.

Il nous montrera aussi les traces qu'avait laissées dans les esprits le droit révolutionnaire, pour lequel les Codes napoléoniens avaient été souvent non seulement des modérateurs, mais même des négateurs.

C'est ainsi que nous verrons Balzac s'associer à une minorité pour réclamer l'extension des droits des enfants naturels qui, après avoir été traités avec une extrême faveur pendant la période révolutionnaire, se voyaient ramenés à un état misérable et injuste.

Balzac nous décrira des institutions que nous pourrions croire encore bien vivantes à cette époque et qui étaient déjà entachées d'un vice qui devait entraîner leur disparition ; ce sera le cas de la contrainte par corps qui ne

répondait plus au but moral pour lequel elle avait été créée et devenait l'arme des usuriers et des escrocs.

Nous assisterons à l'instruction criminelle secrète, dépourvue de toute garantie pour le prévenu et pour la défense, et livrant, souvent, l'inculpé aux influences des chefs de bande, qui chargeaient ce bouc émissaire, déjà compromis dans d'autres affaires, de tous les crimes et de tous les délits. Nous sentirons qu'une réforme s'avérait nécessaire dans l'intérêt même de la justice.

Balzac nous montrera, à côté de ces institutions aujourd'hui disparues, d'autres applications de lois, de coutumes qui ont survécu, mais se sont transformées au cours de ce dernier siècle.

Il nous dépeindra les critiques unanimes adressées à la loi si sévère qui régissait les faillites et l'enthousiasme que provoqua la réforme de cette législation. Il le fera avec finesse et vigueur, comme seul un écrivain libre de toute contrainte et de toute discipline peut se le permettre d'une façon plus complète et plus vraie qu'un magistrat, que le souci de la modération doit retenir dans une critique moins vive et, souvent, moins juste.

Il réclamera la protection plus efficace des mineurs et des interdits dans des œuvres très diverses où il nous montrera l'insuffisance des moyens qu'offrent les lois à ces incapables pour se défendre.

Enfin, il se fera le porte-parole de tous les écrivains de son temps et contribuera par ses écrits, par ses discours, par ses réunions, par ses procès à augmenter le droit des auteurs sur leurs œuvres littéraires ; il réclamera la perpétuité de la propriété littéraire et saura se montrer un avocat habile, possédant une érudition sûre et l'art de convaincre.

Nous ne trouverons pas chez Balzac une description de toutes les institutions qu'a réglementées le Code civil,

mais seulement de celles qui, à cette époque, étaient animées d'une vie particulièrement intense ou l'objet de discussions ou de réformes.

Le droit de cette époque n'avait pas, en effet, le même esprit que le nôtre ; il était plus individualiste, et Balzac avait l'individualisme en horreur ; l'homme seul n'est rien, la famille, cellule sociale, est tout.

Sous la Restauration, le travail n'est pas encore considéré comme un anoblissement pour l'homme et demeure méprisable pour la noblesse qui préfère vivre pauvrement ou se servir d'expédients plutôt que de déroger en se livrant à une occupation régulière. Balzac combattra ce préjugé.

La fortune mobilière, étant peu développée, est encore une *res vilis*, nous ne trouverons qu'une simple esquisse des affaires de banque ou de bourse.

Au contraire, tous les gros procès rouleront sur des immeubles que convoiteront de nombreuses personnes, car la fortune immobilière était la seule qui paraissait sûre et réelle. Les petits bourgeois auront une ambition, celle de posséder dans Paris un bel hôtel qui leur assurera de solides rentes.

La théorie, si complexe et si actuelle, de la responsabilité, dont les applications se sont multipliées à notre époque, ne préoccupe pas Balzac. L'extension des responsabilités en cas d'accident, qui devait être le résultat de l'invention des chemins de fer, de l'automobile, des objets dangereux, n'avait encore pu naître.

Le contrat de travail qui lie le patron à l'ouvrier, ne retient guère son attention, car nous sommes encore loin du développement de l'industrie et du salariat qui pose, à notre époque, un véritable problème à l'humanité.

Le divorce, établi par la loi Naquet, est une institution

bien vivante de nos jours et qui constitue pour certains époux une sauvegarde de leur fortune et de leur liberté; il ne semble pas avoir été un besoin social au début du xix^e siècle; Balzac n'en parle pas. Et lorsqu'il nous présentera, dans diverses œuvres, des époux malheureux, trompés, volés par un conjoint malhonnête, il ne proposera même pas, comme palliatif, la séparation de corps, mais des expédients moins juridiques qui se pratiquaient couramment à cette époque et qui avaient l'avantage de ne pas détruire, du moins en apparence, l'harmonie de la famille, le foyer où sont élevés les enfants.

Ainsi, grâce à Balzac, nous verrons à quel degré exact en était l'évolution de nos institutions : nous discernerons celles qui étaient alors en pleine vigueur; celles, non encore nées, dont le besoin commençait à se faire sentir; celles qui, réglementées par les Codes, n'avaient pas encore d'applications pratiques et enfin, celles qui, appelées à naître brusquement d'un nouvel état social, ne pouvaient être prévues même par un esprit progressif comme le fut Balzac.

Car Balzac ne se bornera pas à une description du droit, il critiquera les lois en vigueur, la jurisprudence de son époque et réclamera des réformes qui, presque toutes, se sont avérées nécessaires et ont été réalisées au cours de ce siècle qui nous sépare de l'auteur de la *Comédie humaine*.

Il est donc un précieux auxiliaire pour ceux qui désirent une histoire réelle et vivante de notre droit sous la Restauration et la Monarchie de Juillet et c'est à ce titre qu'il m'a paru intéressant de l'étudier et de compléter les études trop sommaires dont il a fait l'objet jusqu'à ce jour.

PREMIÈRE PARTIE

Les hommes d'affaires et les hommes de loi chez Balzac

Balzac, étudiant en droit, Balzac, clerc chez l'avoué, Balzac, imprimeur endetté, écrivain célèbre, sans cesse en lutte contre la dette, puis Président de la Société des gens de Lettres réclamant des réformes utiles pour le droit des écrivains, connu, donc, très bien ce monde de la chicane, les hommes d'affaires, les avoués, les avocats, les grands financiers, les Magistrats.

Nous ne serons pas étonnés si Balzac peint avec un certain pessimisme ces hommes contre lesquels il eut tant à lutter et desquels il ne triompha pas toujours dans les procès qu'il entreprit.

De plus, Balzac était un écrivain et il déclare, dans *Préfaces et notes* (1) : « Le notaire vertueux ne pourrait en aucune manière occuper le parterre, à qui les gens de justice, huissiers, notaires, avocats, juges, ont toujours été sacrifiés. Il y a des états malheureux au théâtre ». Nous sommes donc prévenus du rôle que tiendront les hommes de loi dans la *Comédie humaine*, mais il n'en est pas moins vrai que Balzac a touché « certains points douloureux ». Il a essayé, en effet, de faire cesser certains abus ; il a révélé les dessous des procès, il a dévoilé l'envers de ces professions que l'honnête plaideur ne sait pas toujours déceler.

(1) BALZAC, *Préfaces et notes relatives aux premières éditions*, tome XXII, page 511.

Il était utile, d'autre part, pour qui s'intéresse aux questions d'histoire du droit, de voir vivre, travailler les procéduriers, de les voir à l'œuvre à une époque donnée. Balzac ne faillira pas à cette tâche et il y apportera toute les ressources d'une psychologie aigüe, sa science d'homme qui a vécu au sein du monde de la chicane pendant plusieurs années. Nous verrons avec quelle vérité il sait nous décrire le travail de l'avoué, la vie d'un Tribunal de province, les trafics des prêteurs à la petite semaine, la plaidoirie de l'avocat. Nous apprendrons à connaître les Gobseck, les Cerizet, les Desroches, les La Peyrade, les Nucingen, les du Tillet, les comte de Granville, les Popinot, dans des œuvres aussi nombreuses que diverses, où nous les verrons vivre, bâtir leurs plans, lutter, réussir ou retomber meurtris par des échecs, puis rebondir, se lancer dans de nouvelles spéculations.

Ces hommes seront des justiciables sachant se jouer des lois, ou des hommes se servant de la procédure et de la législation pour défendre les intérêts qui leur sont confiés ; ou encore, ce seront des justiciers qui, par leurs jugements, amèneront la lente évolution de la jurisprudence. Il était intéressant de connaître la vie de ces hommes qui touchent de si près au droit, qui vivent de lui, grâce à lui ; nous verrons leurs abus contre lesquels peu à peu l'opinion s'est dressée. Grâce à la description si exacte que Balzac nous fait de leurs professions, de leurs habitudes, nous mesurerons mieux le temps écoulé, ce siècle qui nous sépare d'eux, les progrès réalisés et ceux qu'il reste à faire.

Parfois, nous serons surpris de trouver toujours d'actualité les critiques de Balzac et nous nous écrierons : « N'y a-t-il donc pas de remèdes pour réprimer certaines

fraudes, puisqu'en dépit du législateur elles existent encore ? »

Les études d'avoués. — Balzac nous les décrit avec leur atmosphère étouffante pour la jeunesse, leur tristesse, leur aspect sombre et poignant. « C'est, dit-il dans *Le Colonel Chabert* (1), l'antre inhospitalier du monstre Chicane. L'étude a, pour tout ornement, les grandes affiches jaunes qui annoncent des saisies-immobilières, des ventes, des licitations, des adjudications ». Ont-elles bien changé de nos jours, les études de province étroites et pauvrement meublées, situées au rez-de-chaussée d'une cour profonde ?

Mais, au sein de cet antre inhospitalier, vit « le monde malicieux des petits clercs » écrivant sous la dictée du troisième clerc de M^e Derville. « Quatre plumes crient sur le papier timbré, faisant dans l'étude le bruit de cent hannetons enfermés ». Ce monde moqueur, chuchoteur, ignorant des détresses qui viennent frapper à la porte de l'avoué, Balzac le connut chez M^e Guillonnet-Merville où il fit l'apprentissage de la vie de juriste.

Balzac, petit clerc, souffrit des besoins de cette jeunesse vivant d'une façon monotone, appelée par sa fonction à être spectatrice de la vie de plaisir et de luxe que donne le privilège de la fortune, mais sans que la modicité de ses appointements lui permît jamais de s'y mêler.

Ce milieu social des petits clercs n'a guère changé de nos jours ; leur esprit malicieux s'aiguillant aux dépens des clients d'une étude, est resté le même.

Nous reconnâtrions encore l'honnête Butsha, décrit

(1) BALZAC, *Le colonel Chabert*, tome IV, page 248.

dans *Modeste Mignon* (1), ou le perfide Goupil d'*Ursule Mirouët* (2), ou le bavard Oscar, aimant la vie aisée.

Dans le *Code des honnêtes gens*, Balzac nous décrit le travail des clercs à cette époque ; les voici « armés de plumes de corbeau, qui écrivent mille fois plus délicatement que le pinceau d'un peintre miniaturiste, qui rédigent les quarante mille lignes d'une requête qui doit tenir en cinq pages (3) ».

« Les clercs écrivent menu, serré, abrègent les mots, car, si le fisc défend plus de quarante lignes sur le carré de papier timbré de 35 centimes, il n'a pas prescrit le nombre de lettres contenues dans la ligne ».

Le travail a bien changé de nos jours où existe la machine à écrire et où les avoués, ayant des honoraires calculés d'après des méthodes moins désuètes, ne recherchent plus ce moyen de faire fortune, que la loi d'ailleurs leur interdit.

L'avoué. — L'avoué sera le héros de maintes œuvres de Balzac. Il tracera le plan de campagne, amassera les munitions, mettra tout en œuvre pour la réussite des affaires qui lui sont confiées.

Voici l'avoué Derville que nous voyons dans Gobseck, puis que nous retrouvons dans *Le Colonel Chabert* (4) ; cette figure loyale, sympathique est le portrait de « l'avoué honnête, travaillant sans relâche, le jour pour recevoir les clients, la nuit pour creuser ses procès et faire des plans de bataille ».

Il achètera son étude en empruntant de l'argent à

(1) BALZAC, *Modeste Mignon*, tome I, page 368.

(2) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 1.

(3) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 94.

(4) BALZAC, *Le Colonel Chabert*, tome IV, page 255.

Gobseck et se libérera de sa dette sans jamais se commettre dans des situations équivoques.

Desroches sera, au contraire, « l'avoué qui vit au milieu des mauvaises actions sans en être incommodé, instruit, retors, doué d'une élocution mielleuse, voilà l'homme qui défendra les intérêts d'un Cerizet, homme d'affaires véreux ».

Petit-Claud, avoué à Angoulême, qui fait le jeu des adversaires de son client, ne laissera pas une meilleure impression.

Balzac nous montrera, dans *Les Illusions perdues* (1), les ressources et les profits des études de son temps. Il distingue les avoués de Paris de ceux de province.

« A Paris, dit-il, un avoué remarquable, et il y en a beaucoup, comporte un peu des qualités qui distinguent le diplomate. Le nombre des affaires, la grandeur des intérêts, l'étendue des questions qui lui sont confiées, le dispensent de voir dans la procédure un moyen de fortune. »

« En province, au contraire, les avoués cultivent ce qu'on appelle la brouille : cette foule de petits actes qui surchargent les mémoires de frais et consomment du papier timbré. »

La brouille, ce sont les petits actes de procédure : à-venir, signification d'avoué à avoué, reprise d'instance, demande de communication de pièces, dont Balzac nous parle dans *Le Code des honnêtes gens* (2).

L'abus que l'on faisait de ces actes et que nous révèle Balzac, a fait l'objet de décisions de jurisprudence à l'époque où Balzac était le clerc de M^e Derville.

« Il était, en effet, d'usage de se signifier coup sur coup,

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 591.

(2) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 93.

des à-venir, des sommations d'audience qui augmentaient les frais bien inutilement et permettaient à une étude bien montée de réaliser un bénéfice appréciable de 30 fr. ou de 40 fr. avant le déjeuner. »

L'article 82 du Code de procédure aurait dû mettre fin à de pareils abus, puisqu'il déclare que « dans tous les cas où l'audience peut être poursuivie sans un acte d'avoué à avoué, il n'en sera admis qu'un seul pour chaque partie ».

Cependant, malgré cette législation, des arrêts viennent interdire de donner un nouvel à-venir dans le cas où il y a un jugement de remise de cause à un jour indiqué. (Paris, 20 août 1814) (1).

Cela prouve bien que les abus avaient persisté et que le Code n'avait pu vaincre de vieilles habitudes lucratives établies sous l'ancien régime.

Du reste, de nos jours, ne trouvons-nous pas la même tendance à multiplier les actes de procédure et dans les très petites villes où les affaires sont assez rares, l'avoué ne cherche-t-il pas parfois à faire naître des procès ?

Dans les villes plus importantes, les avoués, bénéficiant de taxes plus élastiques qu'au temps de Balzac, abusent moins des actes de procédure. Leurs honoraires sont parfois très importants et viennent compenser le bénéfice de la brouille.

Balzac poursuit sa comparaison entre l'avoué de Paris et celui de province : « La deuxième différence, c'est que l'avoué de Paris plaide rarement ; il parle quelquefois dans les référés ; mais, en 1822, dans la plupart des départements (depuis, l'avocat a pullulé) les avoués étaient avocats et plaïdaient eux-mêmes leurs causes. »

(1) Arrêt de Paris du 20 août 1814, Dalloz, Répertoire, V^o Exploit, n^o 645.

Ainsi, en province, bien que les décrets du 14 décembre 1810, du 27 février 1822 aient restreint les droits de plaidoirie de l'avoué, celui-ci avait souvent le monopole de la plaidoirie puisque peu d'avocats s'étaient établis dans nos chefs-lieux de département.

Balzac déplore, d'ailleurs, ce cumul de fonctions, « car le travail de l'avoué n'est pas de plaider, mais de disposer la balistique du droit, de fouiller l'arsenal des moyens et de garder ses trouvailles cachées jusqu'au moment de faire triompher sa cause ».

Cependant, après avoir vu, durant la fin du ^{xix}^e siècle et le début du ^{xx}^e, la séparation de plus en plus marquée entre le rôle de l'avoué et celui de l'avocat et le triomphe des idées de Balzac, il semble bien que le système de l'avocat-avoué, possesseur d'une charge, qui représente son client et plaide pour lui, ait, de nos jours, de nombreux partisans. Il a le mérite de diminuer les frais, en réunissant en une seule personne, toute la défense d'une affaire, d'accélérer la marche des procès, et peut-être verrons-nous cette nouvelle institution, établie en Alsace-Lorraine et qui n'est qu'une copie de notre droit de 1820, gagner toute la France.

L'avoué plaidant, du temps de Balzac, avait, du reste, des honoraires fixés à 10 fr. par plaidoirie ; l'avocat avait droit à 15 fr. « mais ces tarifs, déclare Balzac, étaient largement dépassés » et l'on sentait que le droit à des honoraires non taxés et basés sur le talent et sur la renommée, était près d'être admis.

A côté de la brouille, de la plaidoirie, le travail principal de l'avoué consiste, dit Balzac, à préparer des requêtes, des adjudications, des saisies, des procédures d'ordre. Les affaires qui encombrant les études de nos jours, ont

bien changé ; ce sont les divorces, les affaires de responsabilités ou d'accidents, les prorogations de baux. Les saisies-immobilières sont fort rares à présent, la procédure longue et coûteuse qu'elles entraînent, fait qu'un plaideur hésite avant de se lancer dans de tels procès. Du temps de Balzac, au contraire, les immeubles représentant la plus grosse partie de la fortune, étaient âprement convoités et défendus par les parties, et les litiges les concernant occupaient les études d'avoués. Ce changement dans l'activité des études, Balzac, mieux que des statistiques, nous le montre en nous décrivant les principaux actes que l'on rédigeait à cette époque.

LA REQUÊTE (1). — « Il n'y a pas d'affaires sans requête ; s'il y a dix parties, il y a dix copies de la requête et dix significations. »

« Il existe une minute que garde votre avoué ; cette minute s'appelle la grosse ; elle consiste en feuilles de papier timbré de gros calibre sur lesquelles sont déduites vos raisons à vingt lignes par feuille et cinq syllabes par ligne. Chaque feuille se paie deux francs pour l'éloquence seulement, car le papier timbré et la signification sont à part ».

En effet, à Paris, l'original d'une requête au Tribunal était taxé deux francs par feuille. « Les requêtes en défense, dit Dalloz (2), sont considérées par les juges taxateurs, non comme un moyen d'instruction de la cause, mais comme un moyen admis par la loi pour que l'officier public soit convenablement indemnisé de ses soins ».

« On s'égare facilement avec un pareil système, d'abord, d'une profession honorable on en fait un métier, on trans-

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 99.

(2) DALLOZ, *Répertoire de législation*, v^o frais et dépens, n^o 26.

forme l'officier public en industriel qui pèse le client et grossit le dossier selon sa fortune. »

Sans doute, le droit de signifier des défenses renferme en lui le principe d'une indemnité légitime pour l'officier public qui consacre ses veilles aux soins de ses défenses, mais ce principe d'indemnité a pour base le travail de l'avoué, les recherches sur l'état de la jurisprudence, la discussion large, étendue, si l'on veut, mais consciencieuse des moyens de la cause.

« Si au lieu de ces éléments, on ne trouve dans les requêtes que des paroles insignifiantes et qui ne sont que comme les cymbales retentissantes dont parle l'Évangéliste, si l'on s'aperçoit que l'officier public n'a visé qu'à grossir le volume sans s'inquiéter de ce qu'il contient, alors il perd aux yeux des magistrats sa qualité d'homme habile dans l'art de la jurisprudence, alors ils ne comptent plus sur son concours pour la recherche de la vérité. »

Cet art de paraphraser sans motif, d'allonger la requête par souci pécuniaire et non pour le bien de la cause que l'avoué soutient, Balzac le déplore, lui aussi, et il nous donne un exemple de ce verbiage inutile.

« Ce sont, dit-il, des louanges pour le législateur, des considérations nouvelles, des aperçus d'une finesse en même temps que d'une longueur qui font souvent rire les juges eux-mêmes. »

Au retour des Bourbons, dans toutes les requêtes où il s'agissait de contestations entre des émigrés, remis en possession de leurs biens, et leurs créanciers, on mettait au début de la requête (1) :

« Lorsque, dans sa sagesse, Dieu faisait peser une main

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 101.

de fer sur la France (c'est à Bonaparte que s'adresse ce terrible membre de phrase), qu'Il l'affligeait de tant de maux, etc..., etc..., c'était pour rendre les Bourbons plus chers à la France, pour les lui rendre environnés des bienfaits de la paix, sous un jour calme et doux. Ils sont apparus comme des souvenirs gardés par l'ange de la Concorde, etc... etc... »

« Que de rôles ! que de pièces de deux francs en rapport avec les sentiments monarchiques ! » s'écrie Balzac.

Cette charge était fondée, puisque les manuels de jurisprudence en font état. De Selve s'est élevé contre ces abus. « C'est un honnête homme, dit l'auteur de la *Comédie humaine*, s'il avait eu l'adresse de Beaumarchais, il eût réussi dans ses revendications. » Balzac ajoute que « ce n'est pas à l'avoué qu'il faut s'attaquer, mais à la loi qui permet de pareils abus, et qu'une réforme s'impose ».

L'avoué, ayant droit de nos jours à des honoraires plus larges, est moins porté à augmenter le nombre des rôles.

LA PROCÉDURE DE L'ORDRE ne donnait pas lieu à moins d'abus (1).

« L'avoué, dit Balzac, compte six cents rôles à son client à six sous, soit 180 francs ; cent feuilles de papier timbré à 70 centimes, 70 francs, soit, au total, 250 francs de frais par signification du jugement d'acquisition de la requête par laquelle les créanciers demandent l'ouverture de l'ordre et l'état des inscriptions. »

S'il y a une centaine de créanciers inscrits sur une maison de 400.000 francs, il faut compter une trentaine de mille francs de frais de signification.

L'avoué, direz-vous, n'y gagne pas trop ; ne faut-il pas

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, page 95.

qu'il copie cent fois six cents rôles ? Mais, Balzac nous montre le bénéfice réel de l'avoué qui, sur la feuille de 70 centimes qui doit contenir six rôles, en fait mettre quarante et qui, sur les dix mille feuilles qu'il doit employer en aura 8.500 pour lui ; et, au lieu de faire copier les 60.000 rôles, il les fera lithographier, ce qui lui coûtera un quart de centime par rôle.

Ces bénéfices de l'avoué dans la procédure d'ordre étaient si considérables, que Chauveau (1) nous dit qu' « il s'était introduit dans les tribunaux un très bon usage : le Tribunal ordonne que le jugement qui statue sur les contestations soit signifié par un avoué désigné à toutes les parties. »

Mais d'autres abus subsistaient qui ont révolté Balzac et qui étaient une source énorme de bénéfices.

Aujourd'hui, la procédure d'ordre est toujours une source de revenus importants pour l'avoué, mais les abus ont en partie disparu.

Enfin Balzac nous parlera des remises que les huissiers font aux avoués pour avoir leur pratique. Si la signification coûte vingt francs et qu'ils en donnent cinq à l'avoué, sur deux cents significations, voilà encore un billet de mille francs pour l'avoué. Cette remise existe encore de nos jours.

Seul, Balzac, qui avait travaillé chez un avoué, pouvait nous rendre un compte aussi exact des abus qui s'y commettaient. Les reproches qu'il adresse à ce monde des auxiliaires de la justice, sont-ils aujourd'hui hors de propos ? Je ne le crois pas. Il existe, certes, beaucoup d'honnêtes avoués, mais combien sont tentés par une pape-

(1) CHAUVÉAU. *Procédure de l'ordre*, titre II, page 259,

rasserie que la loi ne réglemente pas assez fermement, paperasserie qui est une source très large de revenus. Les frais, pour les petits procès, restent trop élevés.

Certains juristes avaient trouvé une solution radicale à cet état de choses : la suppression des avoués ; mais ce projet n'est guère réalisable dans l'état actuel de notre procédure.

On a étendu la compétence des juges de paix auprès desquels le ministère d'un avoué n'est pas obligatoire, et les frais sont moins lourds, mais il est difficile à un plaideur de se passer d'un conseiller juridique lorsqu'il engage un procès assez important et qu'il a à redouter l'expiration de délais, les ruses de l'adversaire, la procédure d'enquête, etc. Aussi, ce palliatif a-t-il peu d'influence sur la valeur des charges d'avoués. Enfin, aujourd'hui, existe l'assistance judiciaire pour les personnes sans ressources, mais l'assistance au civil est accordée de façon très étroite, et, d'autre part, les procès qui n'offrent aucun intérêt pécuniaire ne présentent souvent pour l'avoué aucun intérêt juridique. La meilleure institution semble être cette chambre des avoués de laquelle Balzac assure qu'il y aurait des choses plaisantes à dire, « mais qu'il suffit de savoir qu'elle est une dérogation à ce principe : les loups ne se mangent pas entre eux ». Une surveillance plus grande des trafics des études me paraît le seul moyen de remédier aux inconvénients que nous signale Balzac et dont certains subsistent dans l'état actuel du droit.

Les avocats. — Balzac aurait pu être un bon avocat, car il avait un sens très vif des réalités, une observation aiguë et des qualités d'orateur.

Il présenta lui-même à l'audience du Tribunal correc-

tionnel de Rouen du 22 octobre 1839 (1), quelques observations très justes sur le droit d'assemblée des Gens de Lettres au sujet d'un procès contre un journal *Le Mémorial*. C'est en cette même année que Balzac apprenant que le notaire Peytel (2), ancien journaliste, était accusé d'avoir assassiné sa femme et son domestique, rédigea un mémoire pour sauver son ancien ami.

Balzac avait, tout d'abord, désiré plaider l'affaire en Cour d'assises, mais, au dernier moment, il s'en abstint.

Voyant Peytel condamné à mort, à tort, croit-il, il rédige un mémoire, sorte de recours en grâce, qui est une véritable plaidoirie et réfute avec une rare maîtrise les arguments de l'accusation.

Ce mémoire pourrait encore inspirer nos avocats d'assises, tant Balzac a su choisir ses arguments et frapper juste.

Il y retrace la vie probe et sans tache de Peytel, son mariage avec une femme qui ne l'aime pas et qu'il entoure de soins et d'affection. Balzac attaque les dépositions des témoins, il nous décrit le crime commis sans aucune raison par le notaire, qui n'avait pu être guidé ni par la haine ni par l'intérêt. « Son geste serait donc celui d'un fou. »

En lisant le mémoire de Balzac, nous en arrivons à douter de la culpabilité de Peytel ; n'est-ce pas le plus grand hommage que l'on puisse rendre au talent d'un avocat ? Cependant, en dépit des efforts de Balzac, Peytel fut reconnu coupable et exécuté, et aucune décision ultérieure ne vint jamais réhabiliter sa mémoire.

(1) BALZAC, *Procès de la Société des Gens de lettres contre le Mémorial de Rouen*, tome XXII, page 281.

(2) BALZAC, *Mémoire sur le Procès de Peytel*, tome XXII, page 579.

S'il avait embrassé la carrière du barreau, Balzac aurait peut-être été cet Albert Savarus (1), cet avocat mystérieux qui arrive à Besançon, « cet homme au front magnifique, profond, méditatif, ayant un air de passion violente, mais restant calme, ayant une voix d'une douceur pénétrante, la vraie voix de l'orateur, tantôt pure et rusée, tantôt insinuante, et tonnant quand il le faut, puis se pliant au sarcasme en devenant plus incisive ».

Albert Savarus, fut, dit-on, le portrait de Balzac, avocat, vu par Balzac, écrivain.

Balzac rêva-t-il de devenir un des maîtres du barreau ? C'est fort possible, car il admire beaucoup ces hommes qui « livrent la bataille », qui vivent de leur talent et d'un labeur constant, passant des nuits à étudier leurs dossiers.

Balzac, dans *Les Petits Bourgeois*, nous dit que l'ordre des avocats défend à ses membres de faire aucun acte du ressort des avoués et qu'il est très rare qu'un grand avocat mette les pieds dans une étude ; « on se voit au Palais ».

A l'heure actuelle, si les avocats se rendent parfois dans les études, leur talent reste ignoré des petits clercs qui, comme Balzac, n'ont guère l'occasion d'entendre une plaidoirie. C'est ce qui explique cette phrase écrite par Balzac à M^{me} Hanska, en 1845 : « Je n'avais jamais entendu plaider et je suis resté pour entendre Crémieux qui a fort bien parlé. »

Ainsi l'imagination de Balzac supplée à une observation réelle ; il a pu rédiger le mémoire Peytel sans avoir aucune habitude du prétoire et cela ne l'a pas empêché de décrire,

(1) BALZAC, *Albert Savarus*, tome II, page 173.

dans *Une Ténébreuse affaire* (1), une plaidoirie et de nous dire en quoi consiste l'art de l'avocat. C'est que Balzac avait une imagination qui reposait toujours sur un bon sens très rare et qui ne créait que dans le réel.

C'est à cette imagination exceptionnellement contrôlée par des connaissances sûres, par la finesse de l'auteur et son sens des réalités, que nous devons cette phrase de M^e de Granville, chargé, dans *Une Ténébreuse affaire*, de la défense de Michu et des frères de Simeuse, innocents de la séquestration du sénateur Malin :

« L'orateur a son propre courage ; souvent, aussi, de sa seule raison, il doit résister à l'entraînement de tous. Pour que son talent grandisse avec les difficultés, il lui faut une organisation spéciale, des poumons assez puissants, assez profonds, pour respirer là où d'autres étouffent, au milieu des colères, des haines et des menaces. »

Si Balzac admire le rôle de l'avocat, si les avocats sont les hommes d'affaires qu'il malmène le moins dans ses livres, il n'en décrit pas moins, dans *Pierrette* (2), un avocat rongé d'ambition, instruit, retors, d'une douceur perfide lorsqu'il triomphait, M^e Vinet.

Puis voici l'ambitieux La Peyrade, l'avocat des pauvres, qui, dans *Les Petits Bourgeois* (3), a la religion pour manteau.

La Peyrade, qui méprisait la bourgeoisie, essaie, cependant, d'épouser la fille d'un petit fonctionnaire afin d'atteindre à la sécurité que procure ce confortable échelon social, La Peyrade qui trafique d'affaires assez louches avec l'avoué Desroches et se fait chasser du barreau.

(1) BALZAC, *Une ténébreuse affaire*, tome XII, page 508 et suivantes.

(2) BALZAC, *Pierrette*, tome V, page 572.

(3) BALZAC, *Les petits Bourgeois*, tome XI, page 378 et suivantes.

En dépit de ces exceptions, l'avocat reste pour Balzac un des types sympathiques de la *Comédie humaine* ; c'est peut-être, parce que les avocats étaient peu nombreux et qu'il ne les a pas vus d'aussi près que les avoués et les notaires.

Les notaires. — Les notaires de la *Comédie humaine* seront nombreux et divers.

M^e Mathias, dans *Le Contrat de Mariage* (1), est le vieux notaire honnête, mais qu'une grande habitude du métier a rendu rusé ; il sait se servir des lois pour protéger les intérêts dont il a la charge et dérouter toute la duplicité et l'esprit d'arrivisme de son jeune confrère, M^e Solonet.

« M^e Mathias, dit Balzac, avait triomphé de la forme, les qualités de l'âme avaient vaincu les bizarreries du corps. Son coup d'œil prompt, sa grande habitude des affaires lui donnaient ce sens divinatoire qui lui permet d'aller au fond des consciences. » Il sait deviner les manœuvres de M^{me} Angelistra qui veut ruiner son futur gendre ; il sait négocier un contrat de mariage avantageux pour son client.

M^e Solonet, notaire à la nouvelle mode, est, lui, « un jeune homme blond, frisé, parfumé, le notaire dont la science vient de la duplicité, mais que beaucoup de gens craignent comme un complice qui possède leurs secrets (2). »

Pierquin sera un notaire amoureux dans la *Recherche de l'absolu*, mais il ne peut s'affranchir des travers de son métier et il chiffre toutes les choses de la vie : « Le maladroit déployait la bonté du notaire et se croit aimant quand il sauve les écus. »

(1) BALZAC, *Le Contrat de mariage*, tome IV, page 431 et suivantes.

(2) BALZAC, *Le Contrat de mariage*, tome IV, page 423.

Dans *César Birolleau*, nous voyons un autre notaire malhonnête qui disparaît avec l'argent du pauvre parfumeur et le réduit à la faillite.

Le rôle du notaire nous sera longuement expliqué par Balzac dans *Le Code des honnêtes gens* (1).

« Le notaire, dit-il, est chargé de rédiger certains actes, aussi détrompez-vous si vous croyez que votre bourse ne court pas de grands dangers chez le notaire, car les effets de l'ignorance de cet officier dans la rédaction des actes ne se révéleront parfois qu'à la seconde génération. »

Balzac nous présentera le notaire dans l'exercice de ses fonctions et procédant à un inventaire pour cause de décès (2).

« Le notaire dresse l'intitulé qui comprend toutes vos qualités, vos pouvoirs, vos droits à succéder et l'on y annexera les procurations de vos frères et sœurs qui sont éloignés.

« Le notaire et son clerc se transportent alors dans la maison dont vous héritez ; on la visite de la cave au grenier ; les deux clercs sondent les boiseries, secouent les tables, remuent les chaises ; pendant ce temps, le notaire écrit et le commissaire-priseur apprécie les objets. »

Toute cette procédure est exacte et bien menée. Mais Balzac en profitera pour nous montrer les bénéfices réels du notaire.

On met longtemps à faire l'inventaire, « le temps passe vite et l'on paie les journées de vacation ». « La grosse de l'inventaire coûte immensément cher, et surtout dites que vous ne voulez pas d'expédition de l'inventaire ; les

(1) BALZAC, *Code des honnêtes gens*, tome XXI, Du notaire, page 84.

(2) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 83.

expéditions chez les notaires sont très coûteuses, contentez-vous de prendre la date de la passation de l'acte et le nom du notaire. »

Enfin, Balzac nous fera toucher du doigt dans *Le Code des honnêtes gens*, les abus que les notaires commettaient dans leur métier, abus sans doute assez courants et que, depuis, l'on s'est efforcé de réprimer.

Ces abus, que des lois sont venues interdire ou restreindre, avaient rendu très peu sûres les études de notaire et Balzac intitule cette partie : « Des dangers que l'argent court dans les études (1). »

On faisait souvent des dépôts entre les mains des notaires ; le dépôt en banque était moins répandu que de nos jours et le notaire, même à Paris, avait souvent chez lui de très grosses sommes ; quelle tentation pour lui de les faire fructifier !

Balzac nous citera l'exemple d'un jeune notaire sans fortune qui vient d'acheter une belle étude.

Une importante maison de banque ayant fait faillite à cette époque, les banquiers décident d'abandonner un million aux créanciers et ils le déposent chez ce jeune notaire.

Celui-ci prévoit un très long procès, car les créanciers s'obstineront à retrouver la totalité de ce qui leur est dû ; aussi le jeune notaire verse le million au gouvernement en échange d'une inscription de cinq mille louis de rente viagère. Il espère que le procès durera au moins cinq ou six ans et que les cent mille francs de rente qu'il touchera chaque année, replacés et augmentés des intérêts composés,

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 87.

reconstitueront le million dont il a disposé ; les créanciers remboursés, il se trouvera honnêtement possesseur des 100.000 francs de rente. Mais au bout de deux ans, tout le monde étant tombé d'accord, le notaire fut mis en demeure de désintéresser les créanciers.

Il essaie, d'abord, de faire traîner les choses en longueur, mais, bientôt, il est forcé d'avouer ce qu'il a fait, ajoutant que sa santé délicate ne lui permettrait pas de supporter des ennuis, qu'un procès engagé contre lui entraînerait sa mort et ferait s'évanouir, pour les créanciers, l'espoir de recouvrer leur argent.

Les créanciers furent obligés d'accepter les conditions du notaire qui ne restitua le million que dans les délais qu'il avait imposés.

Les notaires ne peuvent disposer des fonds qui leur sont confiés, mais on voit combien cette règle était mal observée à l'époque où Balzac écrit ses œuvres.

César Birotteau sera acculé à la faillite par la fuite du notaire qui avait ses fonds en dépôt.

Les scandales fréquents qui eurent lieu à cette époque, n'expliquent que trop le pessimisme de Balzac.

En 1816, le droit de présentation étant accordé aux avoués, notaires, greffiers, huissiers, agents de change, commissaires-priseurs, une circulaire du baron Pasquier, du 21 février 1817, « eut pour but de limiter les prix des traités que font les officiers ministériels avec les candidats qui se proposent de leur succéder ».

« Les successeurs, qui sont souvent des jeunes gens sans expérience, contractent des engagements dont ils sentent bientôt toute la dureté ; puis, par le surcroît des charges, des moyens honorables d'existence, plusieurs cherchent

des ressources dans des opérations étrangères à leurs fonctions et qui compromettent leur considération personnelle (1). »

Mais ce rapport fut insuffisant pour réprimer les fraudes, et en 1840, à la suite de désastres dans le notariat de Paris, des réclamations se firent entendre. Le Ministre comprit qu'il fallait rassurer en même temps les officiers publics, qui craignaient de se voir enlever le droit de présentation, et les justiciables qu'avaient alarmés les désastres de plusieurs notaires de Paris.

On donna satisfaction aux justiciables en revisant, par l'ordonnance du 4 janvier 1843, l'organisation des chambres de notaires et la discipline du notariat (2).

Balzac éprouve une grande admiration pour cette institution qui, de nos jours encore, a conservé son efficacité et empêche les abus avec inflexibilité.

Malgré tout, il arrive encore que des notaires emploient des fonds dans un but autre que celui fixé par le client. Leur tendance à faire traîner la procédure n'a pas cessé. Il existe, en revanche, un élément nouveau qu'on ne voit pas apparaître dans les livres de Balzac : la théorie de la responsabilité notariale qui les rend extrêmement craintifs.

Les hommes d'affaires. — Pour Balzac, il y a des agents d'affaires de toutes les espèces ; « comme les reptiles, il faudrait les classer par familles et les décrire soigneusement, depuis celui qui ruine la veuve sous prétexte de lui faire obtenir une pension, jusqu'à celui qui escompte à 12 % des billets qu'il a confiés à 4 % à la Banque. »

Sur vingt agents d'affaires, il y a dix-neuf fripons.

(1) V. Dalloz, Répertoire, V^o Office, n^o 54 et note 1.

(2) V. Dalloz, Répertoire, V^o Notaire, n^o 631.

Balzac ne nous fait pas une classification des agents d'affaires dans la *Comédie humaine*, mais nous les retrouvons à chaque instant dans ses œuvres. Voici, tout d'abord, les agents de change, les banquiers que Balzac, dans *Le Code des honnêtes gens*, déclare être (1) « un de ces bienfaits de la Société que l'on est forcé d'accepter comme la contribution de guerre, les indemnités d'émigrés, les octrois. »

« Que l'on veuille acheter, vendre, transférer, il faut passer par les mains de l'inévitable compagnie et cette compagnie qui dépouille insensiblement l'honnête rentier, de telle sorte que le revenu d'une inscription transférée vingt fois se trouve absorbé par les frais. »

Le baron de Nucingen sera l'homme de la haute finance. La *Maison de Nucingen* (2) sera le récit de la prodigieuse ascension de cet Alsacien rusé, intelligent, qui liquide trois fois et par trois fois, se redresse plus riche, avec la confiance grandissante de ses clients que ses spéculations heureuses enrichissent.

Du Tillet, son compère, aura moins de puissance, mais il sera plus venimeux, plus astucieux aussi, ce sera l'homme des entreprises véreuses et qui se complait dans les affaires louches.

Puis voici Mercadet (3) : le faiseur.

Figure à la fois sympathique, qui inspire confiance et qui ne recule devant aucune spéculation. Pour lui, seules les affaires comptent ; il crée des « bons » sur des mines hypothétiques ; la banque, les affaires, c'est sa raison de vivre, son unique passion ; il lui sacrifie le bonheur de sa fille, ses domestiques et leurs économies, ses créanciers qui,

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 107.

(2) BALZAC, *La Maison de Nucingen*, tome VIII, page 595.

(3) BALZAC, *Le Faiseur*, tome XVIII, page 461.

en dépit de ses dettes, croient en lui, tant il a d'assurance dans le mensonge.

Sa femme n'est que le blason de sa maison ; elle doit être belle, bien vêtue, éblouissante de bijoux pour forcer les clients à croire que les affaires Mercadet sont florissantes.

Il est à la veille d'une faillite ; il rétablit sa situation grâce à son génie et à son astuce.

Ce joueur effronté est auréolé par ce génie des affaires qui fait de lui un homme extraordinaire, un homme comme on en trouve encore aujourd'hui sur les bancs de la correctionnelle, parfois aussi au sommet de la vie parisienne.

Le *Faiseur* est un homme actuel ; c'est ce qui explique le succès d'une pièce qui, à l'époque où Balzac vivait, passa presque inaperçue.

Balzac a eu le don de demeurer jeune, de prévoir l'avenir des affaires, et c'est ce qui fait sa valeur et son succès de nos jours.

A côté de ces héros de la Bourse, nous trouverons des figures plus âpres, des escompteurs de moindre lignage et qui, eux, vivent de la misère, s'enrichissent aux dépens des pauvres, des malheureux.

Voici, d'abord, Gobseck (1), le plus honnête usurier de cette horrible compagnie ; c'est l'homme dur à ceux qui ont besoin de lui, mais loyal. C'est l'avare vivant au sein des trésors accumulés dans deux pièces sordides. Il est accessible aux sentiments généreux et favorisera l'entreprise du comte de Restaud qui veut conserver sa fortune à son fils ; il achètera, moyennant un fort intérêt, l'étude de Derville dont il apprécie les mérites.

(1) BALZAC, *Gobseck*, tome III, page 463.

Il pratique la vente à réméré (1) qui lui permet d'éluder les lois sur l'usure.

« C'est une convention, dit Balzac, qui consiste à céder et à transporter une propriété mobilière ou immobilière pour un temps déterminé, à l'expiration duquel on peut rentrer dans l'objet en litige, moyennant une somme fixée. »

Cette définition exacte nous permet de voir combien il était facile, grâce à ce procédé, d'éviter les lois sur l'usure ; on n'avait qu'à fixer pour le rachat une somme très supérieure à celle que l'on avait donnée lors de la vente à réméré. Ce moyen était si habituellement employé que des arrêts sont venus flétrir ce contrat usuraire déguisé.

Il a été jugé qu'il appartient aux tribunaux, d'après les dispositions de l'article 1156, de rechercher dans les conventions la commune intention des parties, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes, « qu'en conséquence, le contrat qui, bien que qualifié de vente avec pacte de rachat, n'est en réalité qu'un prêt usuraire déguisé, doit être déclaré nul » (20 mars 1882, affaire Labourier) (2).

Ne nous étonnons donc plus si Gobseck dissimule son commerce illicite sous cette forme de contrat, qui facilite ses opérations en lui faisant courir le moins de risques possibles.

La comtesse de Restaud désire engager ses diamants pour payer les dettes de son amant. Elle veut que Gobseck lui fasse un acte en forme de vente à réméré. Mais celui-ci refuse, car une femme mariée ne peut profiter d'une sem-

(1) Réméré, page 492 (Gobseck).

(2) Riom, 20 mars 1822, affaire Labourier, Dalloz, Répertoire pratique, n° 203, V° Prêts à intérêts et à usure.

blable institution sans le consentement de son mari. Gobseck serait donc la dupe d'un contrat nul.

A cette époque, l'incapacité de la femme mariée était rigoureuse ; elle n'avait pas encore subi l'influence de lois, telles que celle du 13 juillet 1907, article 13, qui ont émancipé la femme de l'autorité maritale, et lui ont donné le droit, lorsqu'elle fait un travail séparé, de s'engager personnellement.

Gobseck réalisera d'autres prêts ; il acceptera pour un vil prix des denrées même périssables, qu'il revendra avec bénéfice à d'autres personnes ou à des commerçants.

A la mort de Gobseck, on trouvera ces marchandises que l'avare accumulait par crainte de manquer du nécessaire et dont certaines n'étaient même plus en bon état.

Samaon, que Balzac nous décrit dans *les Illusions perdues* (1), sera le prêteur sur gages des étudiants, des journalistes, éternels bohêmes à qui leur jeunesse permet de supporter allègrement les privations.

« Cet homme, dit Balzac, prête beaucoup plus que le Mont-de-Piété sur les objets engageables et il a, de plus, l'épouvantable charité de vous les laisser reprendre dans les occasions où il faut que l'on soit vêtu. Là où Samaon refuse, personne n'accepte, il est l'*ultima ratio*, c'est un de ces moutons de Gigonnet, de Palma, de Gobseck et autres usuriers. »

Nous sommes surpris de voir Balzac nous citer un si grand nombre de personnages pratiquant un métier interdit par la loi.

L'usure qui avait dévoré la fortune des emprunteurs sous la Révolution, avait été interdite en 1807, le taux

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 515.

de l'intérêt fixé à 5 % en matière civile et à 6 % en matière commerciale ; si l'on dépassait ce chiffre, on était condamné à l'amende pour délit d'usure. Cependant, la législation ne permettait pas de punir efficacement l'usure ; l'article 1907 déclarait que le taux de l'intérêt conventionnel devait être fixé par écrit ; il en résultait que toute stipulation d'intérêt devant être écrite, la preuve par témoins d'une convention verbale d'intérêts ne pouvait être admise, même quand il s'agissait d'une valeur inférieure à 150 fr. (jugement de Rennes, 11 avril 1811) (1).

En 1814, un décret avait permis que les prêts sur dépôt de marchandises soient faits par toute personne, avec l'entière liberté aux prêteurs et emprunteurs de déterminer la quotité de l'intérêt — ceci jusqu'au 1^{er} janvier 1815 (2).

Aussi, ces lois ne permettaient pas une répression efficace de l'usure et, même, dans certains cas, l'autorisait.

Ne soyons donc pas étonnés de trouver un si grand nombre d'usuriers du temps de Balzac, l'interdiction de l'usure étant une prohibition qui s'en allait.

On a essayé, par la loi du 27 décembre 1850 (3), d'une sanction correctionnelle plus sévère mais, pour obtenir une condamnation, il faut que l'usure soit habituelle, et ce fait est bien difficile à prouver.

Le plus curieux de tous les prêteurs sur gages est, certes, « l'honnête Cerizet ».

Il apparaît déjà perfide dans les *Illusions perdues*, où il trahit son patron David Séchard. Nous le retrouvons

(1) Tribunal de Rennes, 11 avril 1811, Dalloz, Répertoire, V^o Prêt à intérêt et à usure, n^o 22.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Prêt à intérêts et à usure, n^o 25.

(3) VALETTE, *Discours sur le délit d'usure, Mélange de droit, de jurisprudence et de législation*, tome II, page 509.

dans *Les Petits Bourgeois* (1), où il vit du prêt à la petite semaine dans un quartier pauvre de Paris.

« Entendu comme l'entendait Cerizet, dit Balzac, le prêt à la petite semaine n'est pas, toutes proportions gardées, une plaie aussi cruelle que celle du Mont-de-Piété. Cerizet donnait dix francs le mardi sous la condition d'en recevoir douze le dimanche matin. En cinq semaines, il doublait ses capitaux, mais il y avait bien des transactions. » Quand il donnait 50 francs pour 60 francs à un petit fruitier, — et en agissant ainsi, Cerizet retenait les intérêts d'avance et il les réunissait à la somme portée dans l'acte, afin de dissimuler l'usure du contrat, — il courait bien des risques.

Du reste, à cette époque, on tenait pour certain que des particuliers, obtenant une autorisation de l'Administration, pouvaient établir, au profit des pauvres, des maisons de prêts sur gages en dehors de toute intention de spéculation, mais nous avons vu, aussi, combien il était facile de tourner la loi sur l'usure.

Balzac considère les prêteurs à la petite semaine comme plus humains que l'institution des Monts-de-Piété (2). C'est que le Mont-de-Piété, rétabli en l'an XII, était loin de donner satisfaction ; des réformes étaient demandées, et, en 1847, le Gouvernement annonça qu'une loi serait présentée aux Chambres sur cet objet. Le projet de cette loi, rédigé par M. Duchâtel, Ministre de l'Intérieur, n'eut pas de suite, la discussion des projets de la Monarchie de Juillet ayant été interrompue par la Révolution de 1848. Enfin, en 1851, l'Assemblée législative fut saisie par

(1) BALZAC, *Les Petits Bourgeois*, tome II, page 443.

(2) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 110 : *Du Mont-de-Piété*.

Peupin d'une proposition relative à l'organisation des Monts-de-Piété, qui devint la loi du 24 juillet 1851.

Les Monts-de-Piété sont devenus de nos jours des Établissements de Crédit municipal ; on les a soumis à un contrôle administratif, parfois maladroit, qui n'a pu empêcher un autre genre d'escroqueries dont le Crédit municipal de Bayonne, en 1934, nous donna un exemple frappant, nous révélant combien ce contrôle peut être inefficace et même, parfois, autoriser des spéculations aventureuses et malhonnêtes.

Sous la Restauration, certains économistes niaient — du reste, comme Balzac — l'utilité des Monts-de-Piété tels qu'ils existaient ; il est certain qu'ils ont hâté la réforme de cette institution et Balzac s'est associé à eux dans *Les Petits Bourgeois*. Comme toujours, il a défendu ses idées avec des arguments justes dont voici les principaux :

« Les Monts-de-Piété prêtent, dit l'auteur du *Code des honnêtes gens* (1), à très modique intérêt ; mais, d'abord, ils ne prêtent qu'une somme égale à la moitié de la valeur, l'intérêt se trouve donc par ce fait accru. Le Mont-de-Piété assigne, en outre, un délai fatal passé lequel l'objet déposé sera vendu aux enchères. »

« Dans ces ventes, le dépôt sur lequel il a été prêté la moitié de sa valeur intrinsèque, se vend à un prix assez élevé ; cependant, l'Administration qui s'est engagée à tenir compte au propriétaire de l'excédent de la vente sur le prix, ne restitue jamais rien ; en effet, les frais dépassent un intérêt de 50 % ».

Cerizet était donc considéré par Balzac presque comme un bienfaiteur pour les pauvres gens ; c'était, cependant,

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 110.

un homme prêt à toutes les combinaisons, à toutes les malhonnêtetés et qui vivait de la misère des malheureux.

Cerizet, c'est l'homme qui côtoie le crime, le vol, qui vit de chantage ; c'est le plus méprisable des héros de Balzac, celui qui agit sans passion, mais uniquement par calcul.

Nous verrons, du reste, pour terminer ce chapitre, toutes les ruses que peuvent déployer ces hommes habitués à vivre de combinaisons plus ou moins honnêtes, et comment la déloyauté, le mensonge étaient leurs armes ordinaires. La scène se déroule dans les *Petits Bourgeois* (1) ; nous y retrouverons le notaire failli et en fuite, l'agent d'affaires véreux et ruiné, l'avocat ambitieux et sans avenir, l'avoué retors et malhonnête, et, enfin, Cerizet.

Ce sera une lutte sans merci entre tous ces hommes qui convoitent un immeuble bien situé et qui va se vendre pour un prix dérisoire.

Un notaire de Paris s'étant associé avec des entrepreneurs pour la construction de maisons, se voit contraint de vendre sa charge et de disparaître ; il se cache à Paris, spéculant sur le rachat d'une maison à moitié construite dans un quartier qui commence à devenir populeux ; il choisit un certain Clarapon, homme d'affaires véreux, qui doit lui trouver un prête-nom. Cette spéculation si compliquée pour se procurer des fonds, n'est-elle pas un peu archaïque ? Il semble qu'aujourd'hui le moindre achat à terme en Bourse serait plus avantageux sans faire courir au spéculateur de risques beaucoup plus marqués.

Le notaire voit en Clarapon un homme en qui il peut avoir confiance, car il lui offre dix mille francs pour réaliser l'opération, et il ne pense pas que d'autres ont intérêt à

(1) BALZAC, *Les Petits Bourgeois*, tome XI, page 456 et suiv.

acheter cet immeuble. Mais, Cerizet, averti de cette vente, désire réaliser cet achat pour en faire bénéficier une vieille fille dont il tient à se concilier les faveurs et il offre douze mille francs à Clarapon pour que M^{lle} Thuillier soit l'acquéreur de la maison.

Le notaire, persuadé que M^{lle} Thuillier est le prête-nom découvert par Clarapon, ne fait pas surenchère, ce qu'il aurait pu « réaliser en se mettant dans la peau d'un créancier inscrit sur l'immeuble », et la maison est adjugée définitivement à M^{lle} Thuillier. Et l'ex-notaire, qui attendait la contre-lettre qui devait le rendre propriétaire, fut expédié en prison par les soins de Cerizet qui s'était entendu avec l'un des créanciers de l'infortuné notaire.

Puis, Cérizet se débarrassera de Clarapon en le menaçant des poursuites de l'ancien notaire.

Nous assisterons à la lutte sans merci que se livrent ces hommes retors et astucieux, vivant de leurs odieux trafics, en marge des lois, sans être inquiétés par une législation trop indulgente.

En relatant leurs fraudes et comment ils se soustraient aux prescriptions des lois, Balzac nous décrit un aspect, souvent peu connu et particulièrement intéressant de la vie juridique sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

La Magistrature. — Balzac nous présentera quelques types de Magistrats : d'abord, *les Juges de Paix*,

Au catalogue de la *Comédie humaine* figure le « Juge de Paix » ; mais Balzac n'eut pas le temps de l'écrire, la mort devait le surprendre avant qu'il eut achevé son œuvre.

Cependant, nous trouvons quelques portraits de Juges de Paix dans ses œuvres.

Le père Bongrand, de Nemours, vieillard instruit, à l'esprit droit, aux conseils excellents, s'efforcera de défendre les intérêts d'Ursule, la petite-nièce du docteur Minorret (1). C'est une belle figure, toute d'honneur, de probité, à laquelle sont jointes une finesse naturelle, une connaissance parfaite des lois, de l'esprit de la jurisprudence et aussi du cœur humain.

Voici une autre silhouette, moins étudiée peut-être, du Juge de Paix dans *Les Paysans* (2) ; l'auteur nous montre ce magistrat voulant écrire l'histoire de l'Institution des Juges de Paix.

Le Juge de Paix Dufau, du *Médecin de campagne* (3), défend le respect de la propriété, blâme le titre des successions du Code civil qui ordonne le partage égal des biens entre tous les enfants ; il est partisan du droit d'aînesse que la Révolution a supprimé ; il soutient une thèse chère à l'auteur de la *Comédie humaine* ; c'est une figure sympathique et ses idées « ancien régime » étaient celles professées à cette époque dans les campagnes où s'étaient conservées les vieilles coutumes, en dépit de la tourmente révolutionnaire.

Le Juge de Paix de Paris nous sera présenté dans *Les Petits Bourgeois*. Balzac nous montrera le rôle très vaste de ces juges dans les quartiers populeux. « C'est, dit Balzac, le tribunal suprême et toutes les contestations y meurent surtout depuis que la loi a rendu leur compétence souveraine dans les affaires où la valeur du litige ne s'élève pas à plus de cent quarante francs ».

Du reste, Balzac ne déplore pas ces pouvoirs étendus

(1) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 81.

(2) BALZAC, *Les Paysans*, tome XIV, page 254.

(3) BALZAC, *Le Médecin de campagne*, tome XIII, page 443.

du Juge de Paix, qui paraît jouir, dans *la Comédie humaine*, d'une situation privilégiée. Balzac admire ces hommes qui rendent avec finesse et une sûre connaissance des coutumes du pays, la justice aux humbles, ces hommes qui tranchent les contestations avec bonté et bon sens.

Peut-être Balzac était-il un précurseur de la compétence étendue dont jouissent aujourd'hui ces magistrats ; du reste, à cette époque, le Juge de Paix paraît avoir joui d'une autorité morale généralement respectée, peut-être plus grande que de nos jours. N'était-il pas le sûr gardien des bons rapports des habitants d'un canton, le seul qui pouvait guider, grâce à ses connaissances juridiques, des hommes qui ne se déplaçaient guère en raison des difficultés de transport ?

Et voici *la Magistrature*.

Ce monde, que l'on pourrait croire digne et probe, se révèle, dans l'œuvre de Balzac, nourri d'intrigues et d'ambitions.

A notre époque, l'opinion publique est inquiète de voir certains scandales dévoilant des compromissions de Magistrats ; mais nous trouvons déjà sous la Restauration ce même silence qui étouffe des affaires intéressant d'illustres familles nobles. De nos jours, ce n'est plus à la noblesse que doit plaire le Magistrat, mais aux hommes politiques dont dépend son avancement.

Comment Balzac connut-il si bien le monde des magistrats ? Sans doute, M^{me} de Berny, femme de magistrat, bienfaitrice de Balzac, lui révéla-t-elle certaines intrigues favorisant l'avancement de certains magistrats sans mérites apparents.

Certes, *la Comédie humaine* nous présentera des magistrats probes, mais, en dépit de leur valeur, ils n'avan-

ceront pas dans les grades judiciaires s'ils ne se soumettent pas à certaines sollicitations.

Ce sera le cas du juge Popinot dans *L'Interdiction* (1). « C'était un homme très bon ; il avait des lèvres qui parlaient au cœur et annonçaient en cet homme l'intelligence, la clarté, le don de seconde vue, un angélique esprit. Il savait être un juge inflexible et un homme charitable, c'était un grand penseur « il creusait un procès comme Cuvier fouillait l'humus du globe. »

Mais Popinot est resté assesseur au Tribunal de la Seine.

Camusot, que nous trouvons dans *le Cabinet des Antiques* a, au contraire, « une intelligence sans horizon, quelque adresse professionnelle, une ambition qui se traîne à terre ».

Il est admirablement soutenu par l'intrigante petite M^{me} Camuzot ; c'est elle qui saura guider son mari et le pousser à une haute situation, grâce à l'appui de la duchesse de Maufrigneuse.

Dans *le Cabinet des Antiques* (2), Camusot nous apparaît, tout d'abord, juge d'instruction au Tribunal d'Alençon.

L'œuvre entière est consacrée à nous montrer la vie d'un Tribunal de province, ses rivalités et ses intrigues.

Le petit-fils du marquis d'Esgrignon, protégé de la duchesse de Maufrigneuse, a commis un faux. Nous verrons les magistrats se diviser ; les uns prendre parti, à la suite de Camusot, pour sauver le jeune homme, les autres désirer sa condamnation.

A côté de M. Camusot, voici le jeune suppléant Michu ; un esprit supérieur qui avait étudié le droit à Paris, tout

(1) BALZAC, *L'Interdiction*, tome IV, page 333.

(2) BALZAC, *Le Cabinet des Antiques*, tome VII, pages 1 et 95.

gagné à la duchesse de Maufrigneuse parce qu'il désire un avancement rapide.

Au contraire, le Président du Tribunal, du Ronceret, à la voix éteinte par l'asthme, ayant renoncé à l'avancement, est difficile à convaincre.

Blondet, vieux juge intègre, ancien avocat sous Louis XVI, puis accusateur public, « l'homme le plus impartial du monde », se laisse conquérir par la rusée duchesse qui flatte sa passion d'horticulteur.

Le substitut, M. Sauvage, jeune homme de vingt-cinq ans, à l'air important, aux façons serviles, venait compléter ce Tribunal de province.

Grâce à M^{me} Camusot, qui saura flatter chez les jeunes un espoir possible d'avancement, chez les autres une vieille passion, l'affaire d'Esgrignon sera étouffée et Camusot récompensé de son attachement aux grandes familles et aux vieux noms de France.

Le Tribunal de Provins, dans *Pierrette* (1), est aussi dirigé par la femme du Président : M^{me} Tiphaine, qui désire voir son mari député et s'empare d'une affaire de coups portés à une mineure, non par pitié, mais pour compromettre des adversaires politiques.

Les Magistrats de Paris nous seront décrits dans *Splendeurs et Misères des courtisanes* (2). Nous y retrouverons l'esprit d'intrigue de M^{me} Camusot qui demande à son mari de ne pas poursuivre Lucien de Rubempré afin de ne pas compromettre une grande dame, et dont le silence va être payé par un nouvel avancement. Le comte de Granville, Procureur général, étouffera l'affaire ; il ap-

(1) BALZAC, *Pierrette*, tome V, page 678.

(2) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 373.

porte, lui aussi, dans ses fonctions, des préoccupations d'ordre politique.

Le baron de Boulac, dans *l'Envers de l'Histoire contemporaine* (1), agira de même, et Balzac déclare que cette disposition aggrave le désordre que l'ambition fait naître dans l'œuvre de la Justice.

Cette question d'ingérence de la politique est toujours d'actualité et M. Pernot, garde des sceaux, fit préparer un projet de loi pour éviter que le Ministre de la Justice, chef hiérarchique des magistrats, ait une influence trop directe sur leur avancement.

Mais il est difficile de guérir l'homme de son ambition et toute réforme s'avère très délicate et très difficile, puisque, déjà sous Balzac, on ressentait les effets fâcheux de l'ingérence du Gouvernement dans des affaires qui touchaient des membres influents et que rien n'a pu être tenté, jusqu'à présent, de réellement efficace.

Le système anglais du juge unique à qui l'on donne, dès son entrée en fonctions, une place avantageuse et stable qu'il conservera toute sa vie, et, qui ne peut espérer une ascension dans la hiérarchie, est peut-être le meilleur moyen pour éloigner tout souci d'ambition.

Quelques mots encore sur les *auxiliaires de la Justice* : les policiers, qui sont le plus souvent d'anciens repris de Justice que leurs ruses ont signalés à l'attention des chefs de la Police.

Seuls, ils sont aussi rusés que ceux qu'ils poursuivent et réussissent là où d'honnêtes gens échouent.

C'est ainsi que Vautrin, de la pension Vauquer décrite dans *le Père Goriot* (2), louche figure du crime, Vautrin,

(1) BALZAC, *L'envers de l'histoire contemporaine*, tome XII, page 567.

(2) BALZAC, *Le Père Goriot*, tome IV, page 169.

abbé Carlos Herrera de *Splendeurs et Misères des courtisanes* (1), deviendra le chef de la police et succédera à Corentin, Corentin n'étant lui-même que La Peyrade vieilli, La Peyrade, le rusé avocat des pauvres, aux spéculations malhonnêtes.

Le rôle de policier est un rôle d'espion.

Nous voyons dans quelle atmosphère de trahison, de mystère opèrent ces anciens bandits ; nous ne serons nullement étonnés si parfois ils favorisent certains malfaiteurs.

Cette critique d'une police habile, mais recrutée parmi des hommes sans aveu, reste d'actualité. Chaque jour voit l'éclosion de scandales provoqués par les agissements malhonnêtes de policiers.

On incrimine notre époque, et cependant Balzac nous révèle des faits analogues remontant à un siècle (2).

Il est bien difficile de transformer la police, qui a besoin d'hommes habiles et résolus ; encore de nos jours, les Préfets de Police ne voient pas de meilleure méthode pour réprimer les délits et les crimes que de soudoyer certains malfaiteurs et de leur assurer l'impunité pour qu'ils dénoncent leurs complices.

Les policiers eux-mêmes, fréquentant un milieu corrompu, succombent parfois aux tentations de l'argent, mais, dans l'ensemble, restent dignes de la confiance que la Société a mise en eux.

Balzac a été un naturaliste et, aussi, un pessimiste pour tout ce qui touche au monde de la Justice ; mais, son indignation est certainement sincère. C'est que Balzac, qui eut des différends nombreux avec la Société des

(1) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, pages 1 et 371 ; *Dernière incarnation de Vautrin*.

(2) LENÔTRE, *Papiers de police*.

Gens de Lettres, qui faillit être la victime de la contrainte par corps, qui, toute sa vie, eut à se débattre contre les usuriers, les créanciers, les hommes d'affaires, — fit une expérience pénible de ce monde. En 1836, le bruit s'était si bien accrédité que Balzac avait été mis en prison pour dettes qu'il proteste dans *Préfaces et Notes* contre une telle assertion. « Mes affaires, dit-il, sont dans un ordre parfait, mes comptes bien en règle. »

Mais, en dépit de cette apparente tranquillité, Balzac eut des soucis d'argent constants. André Le Breton écrit : « Pour raconter la vie de Balzac, il faudrait le montrer se débattant au milieu des usuriers, des recors, voire même des tambours de la Garde nationale, qui le traquent et le pourchassent, tenant tête à la meute des journalistes qui aboient après lui ; il faudrait rappeler ses incessants procès, que, plus d'une fois, il a plaidés lui-même, avec les directeurs de revues et de journaux, avec les libraires et les contrefacteurs, sa bruyante intervention, ses démêlés avec la Société des Gens de Lettres. »

Comment s'étonner qu'au sein de ces éternels procès Balzac ait ressenti une irritation profonde contre les juges qui le condamnaient, contre l'avoué qu'il payait, si l'affaire ne tournait pas à son avantage.

Mais ce pessimisme n'est pas dû uniquement à ses ennuis personnels ; il est dû à des causes plus générales, que la jurisprudence de cette époque et les réformes accomplies par la suite expliquent suffisamment.

Les critiques de Balzac ont toujours coïncidé avec celles des juristes de cette époque ; elles ont même embrassé un horizon plus large et préparé la voie à des réformes lointaines. C'est que Balzac avait un sens exact des transformations qu'allait subir notre société, une sorte de prescience de l'évolution des institutions juridiques.

DEUXIÈME PARTIE

Droit Civil

CHAPITRE PREMIER

L'interdiction

Balzac a écrit, sinon un livre, du moins une nouvelle consacrée à cette institution (1). Par la description de la Procédure qu'on employait et dont il nous expose tous les détails, il nous montre combien, à cette époque, il était aisé de se débarrasser d'une personne encombrante. Et c'est sûrement avec la conviction qu'une réforme était nécessaire, que Balzac a composé cet opusculé.

Le marquis d'Espard, que sa femme ruine par ses folles dépenses et qui veut soustraire ses enfants à la mauvaise éducation qu'ils pourraient recevoir d'une semblable mère, vit très simplement avec eux loin de cette femme frivole.

Mais la Marquise, qui se voit obligée de réduire son train de vie, dépose une requête en interdiction contre son mari afin de se faire nommer sa tutrice si le Tribunal le considère comme ne pouvant plus gérer ses biens.

Cette affaire porte la marque de l'époque, elle date ; aujourd'hui, une femme, désireuse de se débarrasser de

(1) BALZAC, *L'Interdiction*, tome IV, page 327.

son mari, recourrait plutôt à la procédure plus expéditive de l'internement.

On rencontre, cependant, encore des cas d'interdiction qui s'appliquent, soit à de jeunes prodigues, soit à des vieillards faibles d'esprit, qui dilapident leur fortune ; mais on voit rarement recourir à la procédure d'interdiction lorsqu'il s'agit d'hommes en pleine force et en possession de leurs facultés. C'est que la loi évite des abus qui paraissent avoir été fréquents à l'époque de Balzac.

Du reste, les femmes peuvent, aujourd'hui, par le mandat tacite, engager le crédit de leur mari s'il les prive de ressources, et, d'autre part, le divorce peut leur rendre la liberté à laquelle elles aspirent et la jouissance de leur fortune.

La requête de la marquise d'Espard que Balzac nous présente, est très juridique ; elle contient les faits qui doivent, d'après la thèse de la demanderesse, faire connaître au Tribunal l'état d'imbécillité, de fureur ou de démence dans lequel se trouve le Marquis.

Le marquis d'Espard, ayant une grande reconnaissance à M^{me} Jouneraud et lui devant de l'argent, la rembourse sans vouloir imputer ces sommes sur le capital qu'il veut léguer intact à ses fils ; aussi vit-il très simplement pour faire face à ce supplément de dépenses.

La Marquise en profite pour déclarer dans sa requête (1) « qu'aucune raison, même prise parmi celles que la morale et la loi réprouvent, ne peut justifier l'empire que la dame Jouneraud a prise sur le marquis d'Espard ; que cette cause ou obsession est de celles qui rentrent dans l'abus des forces morales et que l'on nomme possession. »

(1) BALZAC, *L'Interdiction*, tome IV, page 349.

Cette raison est très juridique. En effet, un arrêt du 6 décembre 1831 de la Chambre des requêtes (1) a déclaré « que l'état d'imbécillité et de démence résulte suffisamment de ce qu'un individu est atteint d'une faiblesse d'esprit qui le rend incapable d'une volonté libre qui lui soit propre, cédant à toutes les influences des personnes qui l'approchent. »

La marquise d'Espard poursuit dans sa requête : « Que tous les actes de la vie du marquis sont empreints de folie, que, depuis dix ans, il s'occupe de la Chine si exclusivement, qu'il rapporte tout aux habitudes chinoises. »

Ce n'est pas, en effet, quelques actes isolés de folie qui auraient permis à M^{me} d'Espard de faire interdire son mari, mais il fallait la continuité dans la déraison.

Emmery (2), dans son rapport au Corps législatif, déclarait : « Lorsque la raison n'est plus qu'un accident dans la vie de l'homme, qu'elle ne se laisse apercevoir que de loin en loin, tandis que les actions ou les paroles de tous les jours sont les actions ou les paroles d'un insensé, voilà la preuve de la déraison. »

Enfin, M^{me} d'Espard essaie de prouver la démence de son mari par une raison qui devait avoir une grande importance à cette époque, celle qui consiste, pour un noble, à se déshonorer en se livrant à des actes de commerce.

« Cette monomanie a poussé le marquis d'Espard à des actes dénués de bon sens ; contre les habitudes de son rang et les idées qu'il professait sur le devoir de la noblesse, il a entrepris une affaire commerciale pour laquelle il

(1) *Pandectes françaises*, V^o Interdiction, n^o 34.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Interdiction, page 4, note 2.

souscrit journallement des obligations à terme qui menacent son honneur et sa fortune ; elles emportent pour lui la qualité de négociant et peuvent, faute de paiement, le faire déclarer en faillite (1). »

Cette phrase nous montre dans quelle suspicion étaient encore tenus les commerçants par la noblesse.

Assurément, cette cause de folie invoquée par M^{me} d'Espard devait avoir une grande influence sur des juges qui partageaient les préjugés de la noblesse.

Un arrêt de la Chambre des requêtes constate, pour motiver l'interdiction d'un défendeur, « qu'enfin, les facultés intellectuelles étaient tellement enlevées qu'il n'était plus accessible à aucun sentiment honorable (2) ».

Balzac, tout imbu qu'il était de traditionalisme, de préjugés, a, cependant, devancé ses contemporains en réhabilitant le travail ; nous verrons dans de nombreux ouvrages des nobles, hommes et femmes, se livrant à une occupation suivie.

Le commerce, la spéculation honnête, ne lui apparaissent pas dégradants ; mais, peu de nobles partageaient ces idées puisqu'en 1830 elles pouvaient être le signe certain de la folie.

Le Président du Tribunal, après avoir communiqué la requête au Ministère public, commet un juge pour faire un rapport sur l'affaire.

Le juge est un homme intègre qui, pour ne pas avoir trempé dans les intrigues, est resté simple assesseur au Tribunal de la Seine. Cet homme, qui veut mener une enquête sérieuse, accepte, après avoir longtemps hésité,

(1) BALZAC, *L'Interdiction*, tome IV, page 353.

(2) Dalloz, Répertoire pratique, V^o Interdiction, n^o 27, Requête, 6 décembre 1831.

une invitation de la marquise d'Espard qui espère le circonvenir et lui faire rendre un rapport favorable à ses desseins.

Mais ce juge avisé a bientôt découvert les véritables raisons de cette demande en interdiction ; il ne dissimule pas assez son opinion et la Marquise, qui dispose de puissants appuis, l'empêchera de lire son rapport, défavorable à l'interdiction, en déclarant qu'il est venu chez elle alors qu'il était chargé de l'affaire.

Cependant, le Tribunal n'osera pas donner un avis favorable à l'interdiction.

Auparavant, le Juge commissaire s'était rendu chez le marquis d'Espard, afin de l'interroger ; ainsi le veut la loi qui déclare que l'interrogatoire doit être fait soit en Chambre du Conseil, soit par un Juge commis par le Tribunal, accompagné du Commissaire du Gouvernement, au domicile de la personne à interdire. Le juge Popinot se trouva en présence d'une personne tout à fait saine d'esprit et qui n'eut pas de peine à démontrer qu'elle était en possession de toutes ses facultés.

Dans cette œuvre, à côté des personnages épisodiques et amusants qui situent bien l'époque de la Restauration, nous trouvons une procédure exacte, des faits précis, une satire assez amère de la Justice et une critique des lois de l'interdiction.

Il suffisait, alors, d'un juge complaisant ou simplement abusé par des personnes rusées, pour que l'interdiction fût prononcée, sans qu'un docteur, un spécialiste eut à donner son avis.

Balzac, en critiquant cette institution, a encore fait œuvre de réformateur ; il a fait un appel déguisé à une loi nouvelle, plus respectueuse de la liberté individuelle. Il

nous présente, dans cette œuvre, les personnes qu'il juge mal défendues par la loi comme des êtres bons, sympathiques, et celles qui se servent de la loi, comme des intrigants.

C'est un vieux procédé que maints critiques et satiristes ont employé avant lui, mais qui aide efficacement l'opinion à s'émouvoir et à réclamer des réformes parce qu'il touche le cœur de plus près qu'une polémique abstraite.

CHAPITRE II

La tutelle légale

Balzac, dans la *Recherche de l'absolu* (1), nous montre comment fonctionnait sous la Restauration l'institution de la tutelle légale et comment, si on avait suivi scrupuleusement les règles édictées par le Code dans l'intérêt des mineurs, la fortune des enfants aurait été efficacement protégée.

Mais la piété filiale était souvent un obstacle à la stricte application de la loi. Voici l'histoire que nous raconte Balzac :

M. Claës rêve de la découverte chimérique de l'absolu qui doit révolutionner le monde scientifique et, pour réaliser ses expériences, il dilapide sa fortune et celle de sa femme.

A la mort de M^{me} Claës, un jeune notaire, Pierquin, fait entendre à la fille aînée, Marguerite, la voix de la sagesse et les prescriptions du Code.

« Si M^{lle} Claës se mariait ou se faisait émanciper, cela permettrait de liciter la forêt de Waignies, propre de M^{me} Claës et représentant la fortune des enfants dans la succession de leur mère, 1.500.000 fr., à cause de la grande valeur prise par les bois ; on liquiderait alors la part des mineurs et on l'emploierait de manière à ce que le père ne puisse rien toucher (2). »

(1) BALZAC, *La Recherche de l'absolu*, tome XV, page 469.

(2) BALZAC, *La Recherche de l'absolu*, tome XV, page 573.

Si la jeune fille ne se fait pas émanciper, ce sera M. Claës qui administrera les biens et pourra vendre les bois de Waignies ; les arbres coupés, la forêt ne vaudra plus que 300.000 fr.

En effet, la coupe d'une forêt rentre dans les actes de gestion que le tuteur peut faire seul.

Mais Marguerite refuse de se faire émanciper et de laisser constater par un inventaire « les droits, les valeurs, l'actif, le passif et de convoquer la famille ». Sa piété filiale triomphe des sages prescriptions du Code ; et souvent, à cette époque, le père, grâce à son ascendant moral, possède, en dépit des lois, une autorité presque absolue sur la fortune de ses enfants mineurs.

Heureusement, sous la Restauration, la fortune étant surtout immobilière, les fraudes de la part du père étaient plus difficiles à cacher que de nos jours où la fortune mobilière et les habitudes de dissimulation, souvent pour des raisons fiscales, ne permettent plus de connaître exactement les sommes dont le père a la jouissance et la disposition.

Marguerite Claës apprendra donc assez vite que M. Claës a vendu les bois de la forêt de Waignies et fera opposition au paiement pour les sommes qui restent dues à ses frères et à elle ; elle prendra une inscription hypothécaire qui reposera sur la maison et sur les biens de son père.

« La loi, dit Balzac, donne une priorité rétroactive aux inscriptions prises dans l'intérêt des mineurs ; tout sera donc sauvé ; vos terres sont inaliénables, votre père ne pourra plus emprunter sur les siennes qui répondent de sommes supérieures à leurs prix. »

En effet, le père ne peut aliéner les biens des mineurs et

l'hypothèque légale prend date, en dépit de la date de son inscription, au jour de l'entrée en gestion du tuteur.

Balzac nous montre l'efficacité de la tutelle légale pour la protection des biens des mineurs, lorsque ses prescriptions sont observées. C'est une des rares institutions que Balzac nous décrit sans la critiquer et une de celles qui ont résisté sans changement important au cours de ce siècle.

CHAPITRE III

La reconnaissance des enfants naturels

Voici, dans *Le Député d'Arcis* (1), une reconnaissance d'enfant naturel ; cette reconnaissance sous la législation du Code civil et qui se passe dans l'étude d'un notaire, pourrait n'offrir aucun intérêt si Balzac, avec sa description minutieuse, ne nous montrait, en cet acte, la survie des anciennes coutumes en dépit de la législation du Code.

Le baron de Sallenaue et Dorlange se retrouvent chez un tabellion.

Le fils Dorlange est un journaliste connu ; le baron de Sallenaue, au contraire, est un homme mystérieux qui a toujours manifesté beaucoup de sympathie au jeune homme qu'il veut reconnaître pour son fils. Nul ne sait qui il est, où il demeure ; il cache sa véritable identité.

Cependant, sur la foi d'une vieille femme qui prétend le reconnaître, et comme il a acheté le château de Sallenaue, le notaire n'hésite pas à établir l'acte de reconnaissance, acte authentique, conforme à la loi établie par le Code civil.

Il y a là une survivance certaine des lois de l'ancien régime où la reconnaissance se faisait très facilement, même par acte sous seing privé ou par la possession d'état ou par un simple aveu.

(1) BALZAC, *Le Député d'Arcis*, tome XIII, page 1.

On accueillait même comme preuve de la paternité, non seulement des écrits, des faits directs, mais de simples présomptions.

Aussi le notaire qui se trouve chargé de donner le caractère authentique à la reconnaissance volontaire, ne cherche pas à opposer de difficultés, puisque la forme voulue par la nouvelle loi est sauvegardée, et que l'on se trouve en présence d'un des modes de preuves les plus sérieux qui puissent se concevoir.

Le Code civil avait manifesté une certaine sévérité pour la reconnaissance des enfants naturels ; mais on voit que la pratique demeurait très large.

Balzac, à propos de cette reconnaissance, nous expose la critique que mérite une telle institution où l'enfant que l'on reconnaît n'a pas le droit d'empêcher cet acte :

« Le notaire demande à Dorlange s'il consent à prendre le nom de M. de Sallenauve et à être reconnu pour son fils ; celui-ci répond : Je ne suis pas légiste, mais il me semble qu'il ne dépendrait pas tout à fait de moi de le décliner (1). »

« La présence de l'enfant, dit en effet Loiseau, n'est nullement nécessaire à sa reconnaissance, car c'est un acte de bienfaisance et unilatéral (2).

« Elle peut avoir lieu contre le gré de l'enfant et avant sa naissance ou après sa mort. »

Proudhon déclare : « Dans le Code, on ne lit nulle part que l'acceptation de l'enfant soit nécessaire. Ce n'est pas un contrat, c'est un acte déclaratif ; il ne lie pas les rapports de paternité et de filiation, il ne fait que les déclarer (3). »

(1) BALZAC, *Le Député d'Arcis*, tome III, page 201.

(2) LOISEAU, *Traité des enfants naturels*, page 494, éd. de 1811.

(3) LOISEAU, *Traité des enfants naturels*, page 497.

« On voit les inconvénients que peut avoir pour l'enfant naturel une telle reconnaissance, lorsqu'il entre dans une famille peu recommandable », dit Balzac.

Son unique ressource était d'intenter un procès en contestation de reconnaissance de paternité, procès difficile quant à la preuve à administrer.

Balzac déclare que le fils naturel a le droit de se prévaloir de cette action, mais il l'accorde à tous ceux qui ont « un intérêt né et actuel à contester la reconnaissance ». « C'est-à-dire, précise-t-il, qu'il faut qu'il y ait ouverture de succession ou de partage, à laquelle l'enfant dont la reconnaissance est contestée, serait admis à se présenter (1). »

Une paysanne, parente éloignée du marquis de Sallenauve, ne pourrait donc, « aurait-elle les mains pleines de preuves, contester la reconnaissance, puisque, quant à présent, elle n'a pas d'intérêt à contester la reconnaissance de sa partie adverse ».

Cette femme, en effet, ne pouvait agir qu'après le décès du marquis de Sallenauve, car elle avait, à ce moment, un intérêt pécuniaire né et actuel motivant sa contestation (2).

Ce droit de contestation est généralement étendu à toute personne ayant un intérêt moral fondé sur la dignité des familles. Balzac paraît négliger cette jurisprudence.

Il est le partisan, cependant, d'une doctrine large et compréhensive qui accorde cette action à tous ceux qui ont un intérêt pécuniaire, et non seulement à l'auteur de la reconnaissance ou à ses héritiers et successeurs universels, comme certains juristes le déclaraient à cette époque.

(1) Solution encore admise de nos jours.

(2) BALZAC, *L'Interdiction*, tome XIII, page 353.

Il semble se ranger à l'avis de Loiseau qui déclare que
« toutes les personnes à qui cette reconnaissance peut
porter préjudice et dont elle tend à diminuer les droits
peuvent se prévaloir de cet article (1) ».

Ainsi, en quelques pages, Balzac a su faire vivre une
institution, nous en montrer les avantages et les défauts
d'une façon précise et juridique.

(1) LOISEAU, *Traité des Enfants naturels*, page 517.

CHAPITRE IV

Les successions. — Les majorats

Les successions. — Balzac a protesté souvent contre la législation de son époque, contre les erreurs qu'elle entraînait, mais jamais avec autant d'énergie que lorsqu'il nous parle des successions égalitaires instituées par la Révolution.

C'est que, pour Balzac, la base de la Société réside dans une famille forte et unie, une famille patriarcale où le père jouit d'une grande autorité.

C'est dans les grandes familles de France que se conservent le mieux les vieilles traditions ; aussi Balzac les aime-t-il, ces possesseurs de grands domaines, qui vivent d'une manière patriarcale à la campagne, sur leurs terres, entourés de leurs enfants, de leurs fermiers, de leurs serviteurs sur qui ils règnent avec fermeté et douceur. Ce sont eux qui perpétuent les vieilles traditions d'honneur, de probité, et la *patria potestas* de l'antique Rome, que l'Ancien Régime avait conservées.

Dans *Les Paysans* (1), nous voyons la haine que l'auteur de la *Comédie humaine* a vouée à ces serfs affranchis par la Révolution qui leur a permis d'accéder à la propriété : « Une fois que cet ogre a pris un morceau de terre dans sa gueule toujours béante, il le subdivise tant qu'il y a trois sillons (2). »

(1) BALZAC, *Les Paysans*, tome XIV, page 233.

(2) BALZAC, *Les Paysans*, page 537, tome XIV.

« Le paysan, dit-il dans *Le Curé de village* (1) par la voix de Grossetête, n'a d'autre passion que de mourir propriétaire, ce désir est le résultat de la vente des biens nationaux. »

Le paysan, qui doit tout à la Révolution, ne sera donc pas le continuateur des idées de l'Ancien Régime. Il aura une autorité très réduite dans sa famille, il divisera ses biens jusqu'à la dernière parcelle entre ses enfants, et Balzac semble avoir prévu l'abandon des campagnes où règne la pauvreté dans les chaumières, l'abandon de la terre qui, trop divisée, ne peut plus nourrir ceux qui la cultivent et peut-être aussi la baisse de la natalité dans certains milieux paysans qui, regardant la division comme inévitable en présence d'enfants multiples, cherchent à l'éviter en n'ayant qu'un enfant unique.

En même temps que le domaine, le père transmettait sa science de conduire une maison ; comme il avait été un maître exigeant, — dur parfois, — mais toujours juste, le fils n'avait qu'à se rappeler les principes du père pour exploiter dignement sa propriété.

La famille patriarcale est, pour Balzac, une institution si essentielle, qu'un personnage de la *Femme de trente ans* s'écrie : « Je nie la famille dans une société qui, à la mort du père et de la mère, partage les biens entre les enfants ou dit à chacun d'eux d'aller de leur côté. »

« La cause du mal, dit le Juge de Paix Clausier, du *Curé de village*, gît dans le titre des successions du Code civil qui ordonne le partage égal des biens. Là est le pilon dont le jeu perpétuel individualise les fortunes (2). »

Balzac déplore cette division du sol née de la vente des

(1) BALZAC, *Le Curé de village*, tome XIV, page 177.

(2) BALZAC, *Le Curé de village*, tome XIV, page 177.

biens nationaux et que le Code civil a consacrée dans les *Successions égalitaires*. Ce morcellement a provoqué une poussée d'individualisme inquiétant, et Balzac a l'individualisme en haine.

Il partage, du reste, les idées de son contemporain J.-P. Chrétien de Poly (1), vice-président des Tribunaux de la Seine, qui écrit au début de son livre cette pensée de Montesquieu : « C'est une remarque de beaucoup de sagesse dans un législateur lorsqu'il accorde aux pères une grande autorité sur les enfants (2). » Il regrette, lui aussi, l'amoindrissement de la puissance paternelle : le père pouvait distribuer son patrimoine sans le morceler en le léguant à son fils aîné !

« Hâtez-vous, dit-il, de rendre à la grande propriété l'influence qui lui appartient dans l'intérêt de tous. »

Edmond Burke déclarait dans ses *Réflexions sur la Révolution en France* : « La grande propriété territoriale a plus d'intérêt que la petite à maintenir à la fois la dynastie légitime et les libertés publiques. »

Ainsi Balzac a eu des idées assez répandues parmi les écrivains, les historiens, les philosophes de la Restauration et, lorsque Charles X voulut rétablir le droit d'aînesse, il prit part aux ardentes polémiques qui séparèrent les juristes.

A côté des ruines, des haines, des discussions que cause le partage égal des biens, Balzac nous montre dans un petit ouvrage sur le droit d'aînesse, une union parfaite, une sérénité heureuse présidant aux successions régies par le droit d'aînesse (3).

(1) P. CHRÉTIEN DE POLY, *Essai sur la puissance paternelle*.

(2) MONTESQUIEU, *Lettres persanes*, lettre 129.

(3) BALZAC, *Du Droit d'aînesse*, tome XXIII, page 1.

« Le droit d'aînesse ne s'ouvrant qu'au moment du décès du père, la plus parfaite égalité règne jusqu'à ce jour suprême entre les enfants. Ils reçoivent en commun une éducation élevée et généreuse ; une cordialité touchante les unit et lorsque le fils aîné est appelé à prendre possession de l'héritage paternel, ses frères, habitués à le regarder comme le successeur naturel de leur père, ne voient en lui qu'un ami, un protecteur, un second père sur lequel ils ont d'avance reporté leurs sentiments d'amour et de respect qu'ils avaient pour l'auteur de leurs jours (1). »

« L'aîné sera pour les cadets un soutien, un refuge en cas d'infortune. »

Quelle dignité ! quelle vie saine et heureuse se dégage de ces quelques lignes !

Dans cette brochure, écrite par Balzac en 1824, nous trouvons une longue louange de cette institution.

Le droit d'aînesse, « c'est la priorité de naissance entre les enfants nobles ou qui ont des biens possédés noblement pour raison de laquelle le plus âgé des mâles emporte de la succession de son père ou de sa mère une portion plus considérable que chacun de ses frères ou de ses sœurs en particulier ».

Ce droit, qui n'est basé ni sur le choix, puisque c'est l'héritier mâle aîné qui est le successeur obligatoire, ni sur une pensée morale, est, cependant, tenu par Balzac pour une institution essentielle que l'on doit rétablir, parce que ce droit d'aînesse sauvera les beaux domaines que le Code civil disperse, et qu'il maintiendra au sein des familles les traditions ancestrales.

Balzac place l'origine de ce droit dans le fief, sorte de

(1) BALZAC, *Du Droit d'aînesse*, tome XXIII, page 10.

dotation en vue d'un service public, viagère d'abord, puis héréditaire.

Labouloye déclare, lui aussi, que « l'idée d'un droit d'aînesse ne pouvait naître que là où le service militaire du fief nécessite l'indivisibilité de la succession (1) ».

Ce droit n'existait qu'entre mâles, le fief ne passant point originairement en la possession des femmes, incapables de faire la guerre.

Le droit d'aînesse fut aboli le 15 mars 1790 par une loi qui supprimait toute distinction d'âge et de sexe dans le partage des successions.

Cependant, Balzac nous montre tous les bienfaits que la France retirait de cette institution :

« Les grands patrimoines donnent à la France de grands administrateurs, des diplomates, des généraux ; les peuples eux-mêmes ont besoin de ces protecteurs ; des maisons puissantes offrent assistance aux artistes, comme autrefois les Mécènes de l'antique Rome ; l'aîné sera pour les cadets un soutien, un refuge en cas d'infortune.

« Un même frisson d'orgueil secouera tous les enfants lorsque le lourd souffle d'été inclinera la richesse blonde des épis et fera jaser les feuilles des chênes séculaires ; on respirera plus à l'aise ; ne sentez-vous pas qu'on étouffe dans nos propriétés morcelées ? »

Cette phrase, pleine de lyrisme, nous montre la position de Balzac vis-à-vis des successions telles que les a instituées le Code civil.

Les méfaits de cette législation nous seront révélés dans maintes œuvres de la *Comédie humaine*, où nous ne trouverons que trahison, haine et mauvaise foi. *La Rabouil-*

(1) LABOULOYE, *loc. cit.*, page 419. Dalloz, Répertoire, V^o Succession, page 146 n^o 14.

leuse (1) sera un exemple frappant des fourberies que déploient neveux et servantes auprès d'un vieillard dont ils convoitent l'héritage ; les sentiments qu'expriment les héros de ce livre sont loin d'être nobles ou moraux. « Cette loi du partage égal des biens est si inique, que pour quiconque a voyagé dans l'intérieur du royaume, déclare Balzac, il est une vérité palpable : c'est que cette disposition du Code a été reçue avec une telle défiance dans des provinces entières, principalement dans le Midi de la France, qu'on y déroge souvent par des actes extra-légaux. Les familles, dans ces pays qui furent le berceau des idées utiles et monarchiques, sont encore frappées des désastres qui doivent résulter d'un système dont elles ont deviné le danger ».

Balzac, dans *Gobseck* (2), nous montre comment on peut frauder la loi du partage égal entre tous les enfants.

Le comte de Restaud prétend n'avoir qu'un enfant, que les autres enfants de sa femme ne lui sont rien, et il veut conserver sa fortune à son fils aîné. La comtesse de Restaud dilapidant la fortune de son mari, Gobseck propose au comte de simuler de grandes pertes d'argent.

« Jetez-vous, lui dit-il, dans le tourbillon du monde, jouez, perdez cette fortune, venez souvent trouver Gobseck, puis, ayez un ami auquel vous ferez une vente simulée de vos biens (3).

Le comte de Restaud fait alors une vente simulée de ses propriétés à Gobseck qui prend l'engagement de remettre la fortune du comte à son fils, lors de sa majorité.

Puis on confie l'acte à un notaire qui, en cas de mort

(1) BALZAC, *La Rabouilleuse*, tome VI, page 68.

(2) BALZAC, *Gobseck*, tome III, page 500.

(3) BALZAC, *Gobseck*, tome III, page 498.

de Gobseck, deviendrait légataire des propriétés du comte de Restaud.

Ainsi, pour déjouer la loi du partage égal, il faut toute l'habileté d'un Gobseck qui, au moyen d'une vente simulée, va conserver à l'héritier mâle aîné tous les droits que le Code civil lui a retirés.

Les fraudes contre le partage égal des biens entre les héritiers sont rendues plus faciles actuellement, grâce au développement de la fortune mobilière ; le père peut avantager par don manuel d'espèces ou de titres au porteur son fils aîné ou l'héritier qu'il aura choisi, sans qu'il reste trace de cette manœuvre.

Cette habitude est très fréquente. Les anciens procédés de fraude qui sont encore pratiqués et que relatent parfois les chroniques de jurisprudence, sont l'œuvre d'esprits attardés qui n'ont pas évolué avec leur époque et ont souvent conservé le culte de la propriété immobilière.

Dans certaines vallées pyrénéennes, de vieilles coutumes rendent encore chef du domaine l'héritier mâle aîné ou un fils cadet ou même une fille choisie par le père.

A l'époque de Balzac, il existait une autre institution qui s'était généralisée et qui favorisait l'héritier mâle aîné : l'institution des Majorats.

Les Majorats. — Les Majorats, originaires d'Italie, nous apprend Jean Torre (1), avaient fait leur apparition en France dès Charlemagne.

Ce n'est qu'en 1560, qu'une ordonnance réduisit à deux degrés l'étendue des substitutions, qui étaient autorisées sans limite dans le royaume.

(1) Jean TORRE, *Traité des Majorats d'Italie*, chapitre 1, n° 72.

Cependant, en Flandre, en Artois, en Franche-Comté et dans le Roussillon, les substitutions perpétuelles continuèrent ; on les appela Majorats.

La Révolution supprima les Majorats ; la première édition du Code civil maintint cette prohibition ; mais, l'édition de 1807 fit exception pour les biens libres formant dotation d'un titre héréditaire. C'est que Napoléon voulait rendre au trône sa splendeur et l'entourer d'une puissante aristocratie.

Ne pouvant espérer rallier à sa cause les anciens nobles, il songea à instituer une aristocratie rivale dont les intérêts seraient ceux de l'Empire.

Il créa donc une noblesse impériale et distribua les grands fiefs qu'il avait conquis à ses généraux, à ses officiers ; il donnait l'investiture, et la transmission se faisait, par ordre de primogéniture, aux descendants mâles, légitimes et naturels.

Voilà reconstitués les Majorats de propre mouvement.

Puis, Napoléon glisse dans une disposition ayant trait à la princesse Pauline et au prince Borghèse, que « l'Empereur se réserve le droit de récompenser les grands services en permettant à un père de famille de substituer ses biens libres pour former la dotation d'un titre héréditaire qu'il créerait en sa faveur, réversible à son fils aîné et de mâle en mâle par ordre de primogéniture (1). »

En 1808, les Majorats sont rétablis. L'utilité des Majorats paraît si évidente que le rapporteur de la loi, Jacqueminot, déclare : « Nous avons beaucoup moins la prétention de paraître neuf que d'être utile » et Napoléon dit lui-même dans un discours préliminaire à la loi : « Les

(1) Dalloz, Répertoire pratique, V^o Majorat, n^o 4.

Majorats sont utiles, non seulement pour entourer notre trône de splendeur et de dignité, mais encore pour nourrir au cœur de nos sujets une louable ambition, en perpétuant d'illustres souvenirs et en conservant aux âges futurs l'image toujours présente des récompenses qui, sous un gouvernement juste, doivent suivre les grands services rendus à l'État (1). »

Ainsi, Napoléon, en rétablissant les Majorats, paraissait oublier les lois égalitaires du Code civil et donnait par anticipation raison à Balzac, en créant une noblesse nouvelle qui devait entrer en possession de vastes domaines.

On distinguait les Majorats sur demande, fondés sur les propriétés personnelles des titulaires, et les Majorats de propre mouvement qui étaient un don de l'Empereur sur le domaine extraordinaire ; ceux-ci avaient été créés les premiers, mais, l'un et l'autre de ces Majorats avaient pour but de reconstituer les grandes propriétés détruites par la Révolution. C'était un retour très net aux idées de l'ancien régime, aux substitutions et au droit d'aînesse.

« On est généralement trop disposé à croire, dit Valette (2), que la Révolution a tout bouleversé, tout refait dans notre pays et que nos Codes, par exemple, sont de véritables créations du législateur moderne, mais c'est là une erreur. »

Portalès a lui-même déclaré dans son discours préliminaire sur le projet du Code civil : « Il est utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire ; les

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Majorat p. 606, note 1. Cf. Troplong, Chapitre sur les donations et testaments, tome I, n^o 169.

(2) VALETTE, *Mélanges de Droit, de Jurisprudence et de Législation*. Rapport à l'Assemblée nationale constituante sur la proposition relative aux majorats et aux substitutions.

lois doivent ménager les habitudes, quand ces habitudes ne sont pas des vices. Un législateur isolerait ses institutions de tout ce qui peut les naturaliser sur la terre, s'il n'observait avec soin les rapports naturels qui lient toujours plus ou moins le présent au passé et l'avenir au présent. »

Et Napoléon était un trop bon législateur, un administrateur trop prudent pour négliger de flatter l'amour-propre de ceux qui le servaient, en ne les rétablissant pas dans les droits que la royauté accordait aux nobles.

Balzac, aussi, avait senti combien était profond, chez les propriétaires de grands domaines, l'instinct de conserver intacte cette propriété que de lointains ancêtres leur avaient transmise et qu'eux-mêmes avaient arrondie, consolidée.

Il fait de longs séjours en Touraine, en Anjou, chaque fois que « ses créanciers sont trop importuns, qu'il est à bout de forces, dit André Le Breton, ou que le docteur Nacquart lui ordonne de cesser le travail sous peine d'y crever » ; il part, il va chercher asile soit, près de Nemours, chez M^{me} de Berny, soit, près de Tours, chez M. de Morgonne, soit chez Carraud, à Angoulême ou à Propesle.

Là, vivaient nombre de ces nobles attachés à la terre et qui, ayant gardé un fidèle attachement aux lois ou aux coutumes du passé, accueillaient avec faveur la loi de Napoléon sur les Majorats, qui leur permettait de conserver un patrimoine à leur fils aîné.

Ces nobles, Balzac nous les décrit sous les noms de « marquis d'Esquignon » du *Cabinet des Antiques*, de « M^{me} de Morsauf » du *Lys dans la vallée* (1). Tous ont

(1) BALZAC, *Le Lys dans la vallée*, tome V, page 393.

une âme élevée et, dans leur déchéance, savent conserver leur rang et sauver les apparences ; ils restent stoïques en face du malheur.

Dans nombre de ses ouvrages, Balzac fait allusion aux Majorats que la Restauration avait conservés.

Dans *les Mémoires de deux jeunes mariées* (1), le duc de Chaulieu demande à sa fille de renoncer à ses droits afin de constituer un Majorat au fils aîné.

M^{me} de Mortsau forme un majorat pour son fils.

Dans *la Muse du département* (2), nous voyons encore la constitution d'un Majorat.

Le colonel Bideau, de *La Rabouilleuse* (3), demande la faveur d'ériger un Majorat au titre de Comte.

En effet, en 1817, une Ordonnance créait des Majorats au titre de duc, de comte et de baron, selon les revenus que l'on possédait.

Mais il est un livre, *Le Contrat de Mariage*, où Balzac nous décrit avec de nombreux détails un Majorat qu'un vieux notaire constitue pour son client par crainte de la frivolité de la femme et aussi afin de sauvegarder une fortune qu'il avait longtemps gérée et augmentée. Ce livre consacre le triomphe du vieux notaire probe, mais adroit, sur un jeune notaire qui s'oppose à cette constitution, le triomphe de l'Ancien Régime sur les idées nouvelles.

Le Majorat qui nous est présenté est un « Majorat sur demande ». Voici la définition qu'en donne Balzac :

« Le Majorat est une fortune inaliénable prélevée sur celles des deux époux et constituée au profit de l'aîné de

(1) BALZAC, *Mémoires de deux jeunes mariées*, tome I, page 129.

(2) BALZAC, *La Messe du département*, tome VI, page 379 et 389.

(3) BALZAC, *La Rabouilleuse*, tome VI, page 320.

la maison à chaque génération, sans qu'il soit privé de ses droits au partage général des autres biens (1). »

Cette définition est très exacte et conforme en tous points à celle donnée par Viard dans son *Histoire générale du Droit privé français* (2).

« Une base financière, dit-il, était organisée sous la forme de Majorats ; notons de suite que cette masse de biens passe à l'aîné de mâle en mâle par ordre de primogéniture, qu'elle est inaliénable, soumise à la surveillance du Conseil du Sceau des titres, du Conseil d'État et de la toute puissance impériale. »

M^e Solonet constitue, en effet, une fortune immobilière pour l'érection du Majorat ; puis, il nous dit que cette demande exige « des formalités, des demandes à la Chancellerie, une ordonnance royale et l'acquisition de terres ».

Ces renseignements sont conformes à ceux que l'historien Viard (3) a tiré d'autres sources : le Majorat « devait être autorisé par le roi sous la forme de lettres patentes revêtues du grand sceau, inscrites au Bulletin des lois et sur le registre du Conservateur des hypothèques, publiées à la requête du Ministère public ».

« Ces Majorats, poursuit Balzac, militaient, dans l'esprit du Gouvernement, pour la nomination comme pair de France au moment d'une fournée (4). »

En 1817, nul ne pouvait être appelé à la Chambre des Pairs, les ecclésiastiques exceptés, s'il n'avait institué un Majorat.

Balzac nous montre les droits de la femme et de l'enfant sur le Majorat.

(1) BALZAC, *Le Contrat de mariage*, tome IV, pages 309 et 450.

(2) VIARD, *Histoire générale du droit privé français*, 1789-1830, page 138.

(3) VIARD, *Histoire générale du droit privé français* (1789-1830).

(4) BALZAC, *Le Contrat de mariage*, tome IV, page 451.

« Madame, dit M^e Solonet, le Majorat étant un apanage distrait de deux fortunes, si la future épouse meurt, la première en laissant un ou plusieurs enfants dont un mâle, M. le comte de Manerville leur tiendra compte de 356.000 fr. seulement sur lesquels il exercera son droit de succession. »

En effet, le Majorat, dans ce cas, reste la propriété du père jusqu'à sa mort et seulement à ce moment il passe au fils aîné.

« Si les époux meurent sans enfant, dit Balzac, le Majorat est alors soumis à la donation générale des biens faite entre époux ; s'il n'y a que des filles, l'institution est caduque. »

Tous ces cas, que Balzac nous rapporte en véritable juriste, sont conformes à la législation qui existait à son époque.

Cependant, l'institution des Majorats était déjà très discutée et dès 1831, les Majorats sur demande furent limités à deux degrés, puis supprimés en 1849, compte tenu « des droits acquis » et « des espérances légitimes ».

Les Majorats de propre mouvement furent abolis, pour la plupart, en 1835 et en 1849 ; quelques-uns survécurent jusqu'en 1905.

Dès 1826, on songeait à une forme atténuée du Majorat, celle de la substitution de la quotité disponible au profit de l'aîné, si le père n'en avait pas décidé l'attribution.

La Chambre des Pairs repoussa cette idée trop inspirée de l'Ancien Régime.

Par contre, la loi du 17 avril 1826 permit à certains parents de substituer, par acte exprès, la quotité disponible en faveur de l'héritier de leur choix.

Le plus souvent, la quotité paternelle allait à l'héritier mâle aîné, tant restaient encore vivaces l'institution des

Majorats et le droit d'aînesse, pourtant officiellement aboli.

Cependant, cette loi de 1826 contenait une autre idée que celle du droit d'aînesse : l'idée de choix. On peut transmettre au plus capable, au plus intelligent ou à celui que l'on préfère la part la plus importante du patrimoine.

On peut établir, à cause de cette idée de choix, un rapprochement avec l'École d'économie sociale de Le Play (1).

Cette école préconisait une famille d'un genre nouveau : la famille souche ; le père y a une forte autorité, il peut transmettre ses biens à l'héritier de son choix, au plus digne de lui succéder, à condition que l'héritier remplisse les devoirs d'aide et de protection à l'égard de ses frères et de ses sœurs et leur conserve une place au foyer.

Cette institution se perpétue encore dans la haute vallée de l'Ariège et au pays d'Andorre ; Isabelle Sandy (2) nous en fait une description précise.

Le Play a, du reste, puisé cette notion de la famille souche dans l'étude d'anciennes coutumes de l'Ouest et du Sud-Ouest restées vivaces et dont la loi sur les Majorats s'était également inspirée.

D'ailleurs Le Play, Balzac, Napoléon poursuivaient un même but, celui d'assurer la continuité de la famille, de maintenir la tradition d'une forte autorité paternelle, de conserver les entreprises impartageables au sein de la famille.

Cette survie des lois, des coutumes de l'Ancien Régime dans notre législation moderne n'est pas aussi rare qu'on le croit généralement et Balzac nous en donne plusieurs exemples dans ses œuvres.

Il a été un des rares auteurs qui ait su nous montrer

(1) LE PLAY, *La Réforme sociale en France*, tome I, chapitre XXI, page 281 ; *La liberté testamentaire*, et tome I, chapitre XXIV, page 366, *La famille souche*.

(2) Isabelle SANDY, *Andorra*, page 1.

cette vie des institutions, leur transformation et leur adaptation lorsque les Codes de la Révolution sont venus les remplacer sans, toutefois, y parvenir immédiatement.

A l'heure actuelle, existent encore les substitutions à deux degrés qui répondent à ce besoin qu'a l'homme de fixer la transmission de son héritage autant qu'il le peut ; mais elles ne sont guère pratiques, parce qu'elles doivent être faites au profit de tous les enfants du grevé sans distinction. (Code civil, 1050.)

Quant à la tendance à avantager l'aîné, elle paraît bien exceptionnelle dans nos provinces françaises. On voit, cependant, certaines familles nobles réserver à l'aîné le château dont la famille porte le nom et, encore, compensent-elles en argent, au profit des cadets, ce prélèvement sur l'héritage.

En Allemagne et en Alsace, la législation permet de rapporter à la succession, non les donations ou les dots en nature, mais en valeur, ce qui permet de conserver au fils aîné ou à l'héritier choisi par le père, le domaine intact ou l'industrie qu'il lui réserve ; cela évite, ainsi, l'émiettement des propriétés et pourrait devenir une solution donnée par le droit moderne aux critiques que Balzac résolvait en essayant de faire rétablir le droit d'aînesse.

Ce système a l'avantage de maintenir l'égalité entre les héritiers et de ne pas s'écarter de la législation fondée sur ce grand principe par nos Codes modernes.

CHAPITRE V

Les droits de succession des enfants naturels

Balzac ne pouvait éviter, dans ses œuvres, d'examiner cette question qui passionna l'opinion de son temps, donna lieu à des thèses très diverses, à une jurisprudence souvent contradictoire.

Aussi, consacrera-t-il tout un livre à ce sujet et soutiendra-t-il la cause des enfants naturels qui, après avoir obtenu, sous la Révolution, tous les droits des enfants légitimes, se voyaient traités de façon très dure par le Code civil et par une jurisprudence qui, souvent, accentuait encore l'état de suspicion dans lequel on les avait jetés.

Ursule Mirouët (1), fille légitime du neveu naturel du docteur Minoret, est une jeune fille très douce, aux sentiments élevés et délicats. Son grand-oncle naturel voudrait en faire son héritière ; mais il se heurte à la loi, si sévère, et à ses héritiers légitimes, chicaneurs, rusés, âpres au gain, qui convoitent sa succession.

En nous présentant les personnages si divers de son roman, nous sentons, tout de suite, que la sympathie de Balzac va à l'héritière illégitime, qui mérite l'affection de son oncle naturel par ses hautes qualités.

Dans une conversation où les héritiers légitimes discutent leur chance de succéder à leur petit-cousin, Balzac nous montre l'état de la jurisprudence à cette époque.

(1) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 1.

Il cite un arrêt de la Cour de Cassation du 7 juillet 1817 qui déclarait « qu'un enfant naturel ne peut rien réclamer de son aïeul naturel, pas même des aliments (1) ». Cet arrêt avait cassé un jugement de la Cour de Douai de 1816 qui, lui, concluait en faveur des enfants naturels.

Les enfants naturels avaient, cependant, soutenu que l'obligation alimentaire était fondée en droit romain, uniquement sur le lien qui unissait deux individus. L'enfant avait le droit de réclamer des aliments à son frère légitime et, à plus forte raison, à son aïeul, et le Code civil, qui s'était inspiré du droit romain, ne pouvait que le suivre sur ce point.

D'autre part, puisque l'enfant naturel d'un enfant naturel décédé peut représenter celui-ci à la succession de son père (ancien art. 759), ainsi que le déclarent les Pandectes françaises en accord en cela avec Cambacérès, un enfant légitime du fils naturel ne doit pas avoir moins de droit.

Duranton écrivait que ce droit était extraordinaire, « car le fils naturel de l'enfant naturel recueillait des biens qu'il n'aurait point recueillis si son père prédécédé avait été lui-même légitime, et c'était, de plus, une dérogation au principe établi par l'article 756 » (2).

En effet, l'enfant naturel d'un enfant légitime n'avait aucun droit à la succession de ses grands-parents naturels.

Pour trancher cette question, certains juristes, comme Vazeille, sont d'avis que le fils de l'enfant naturel n'est jamais admis *jure suo* à la succession de l'aïeul (3).

(1) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 74.

(2) DURANTON *Cours de droit français*, tome VI, n° 295, page 345. Cf. Vazeille qui conclut en sens contraire tome I, page 85.

(3) VAZEILLE, *Des successions, donations et testaments*, livre I, page 86.

D'autres, comme Chabot et Dalloz, déclarent qu'on ne peut appeler les enfants naturels dans une famille que leur naissance illégitime aurait le plus souvent avilie.

Le Tribunat avait déclaré, lui aussi, que l'enfant naturel n'était pas dans la famille et Chabot de l'Allier, dans son livre sur les successions, partage cette opinion.

« La reconnaissance, dit-il, n'établit de rapport qu'entre son auteur et ceux en faveur de qui elle est faite ; elle n'en établit aucun entre l'enfant reconnu et les parents du reconnaissant qui demeurent toujours étrangers les uns aux autres (1). »

Ce principe a présidé à la confection de l'article 159 où le législateur, prévoyant le décès des père et mère de l'enfant naturel, le considère comme isolé et lui fait nommer un tuteur *ad hoc* pour diriger son choix dans le mariage.

Un arrêt de cassation de 1813 (2) avait consacré cette jurisprudence et l'arrêt de cassation de 1817 (3), que cite Balzac, se montre tout aussi sévère pour l'enfant naturel en l'excluant de la famille de son père et de sa mère et en ne lui donnant pas droit à des aliments de la part de ceux-ci.

Cette exclusion de l'enfant naturel de la famille s'est, du reste, perpétuée parce qu'elle était en accord avec l'esprit qui avait présidé à la confection du Code civil.

« Cette rigueur de la loi, dit Balzac, poursuit l'enfant naturel jusque dans sa descendance légitime, car elle suppose que des libéralités faites aux petits-enfants s'adressent au fils naturel par interposition de personne (4). »

(1) CHABOT DE L'ALLIER, *Commentaires sur les successions*, art. 736, page 7.

(2) Cassation civile, 28 germinal, an XIII (S. 13-1-161).

(3) Cassation civile, 7 juillet 1817 (S. 17-1-289).

(4) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 74.

Balzac cite un arrêt de la Cour de Paris qui est ainsi conçu : « L'incapacité de recevoir établie contre les enfants naturels, s'étend à leurs enfants ; le mot « enfants » signifie descendants.

« Ainsi, les enfants légitimes d'un enfant naturel ne peuvent, de même que leur père, rien recevoir par testament au-delà de ce que celui-ci aurait pu recevoir lui-même dans la succession de leur aïeul. (Code civil, art. 759 et 908-911.)

Le sieur Maréchal est décédé en 1827, laissant pour héritiers les enfants légitimes d'un enfant naturel reconnu des neveux et des nièces. Les enfants légitimes de son fils naturel auraient dû avoir les trois-quarts et les collatéraux le quart. Mais il donne la totalité à ses petits-enfants.

On a soutenu en 1828, dans l'intérêt de ces petits-enfants, que le mot « enfant » s'étend, sauf avis contraire, au 1^{er} degré ; dès lors, l'article 908, en disposant que les enfants naturels ne pourront rien recevoir au delà de ce qui leur est attribué au titre des successions, ne concerne que les enfants naturels eux-mêmes et ne peut être étendu aux enfants de ces derniers.

Loiseau se montre encore plus large. « En effet, dit-il, l'exclusion de la succession légitime n'emporte pas l'incapacité de recevoir des libéralités volontaires, et la prohibition de l'article 908, établie respectivement au père et à la mère, ne peut être étendue à leurs parents qui, dans l'ordre civil, sont étrangers à l'enfant naturel (1). »

Au surplus, avait-il été dit en faveur des descendants de l'enfant naturel, l'enfant naturel n'est pas incapable de

(1) LOISEAU, *Traité des enfants naturels*, Paris, 1811.

suo, mais à cause de la faute de ses père et mère; or, ses enfants sont à l'abri de tout reproche.

L'article 759 du Code civil déclare bien qu'en cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ne peuvent rien réclamer que les droits des enfants naturels, mais cet article n'est applicable que pour la succession *ab intestat* et non pour la succession testamentaire.

Pourtant, un arrêt de la Cour de Besançon de 1808 (1) avait déclaré que l'article 759 est conçu en termes généraux qui doivent embrasser tous les cas et qu'on ne peut, sans ajouter à sa disposition, l'appliquer seulement aux successions *ab intestat* des ascendants ou parents.

L'annotateur du Dalloz (n° 330 cité à la note précédente) pense d'ailleurs que cet arrêt signifiait seulement que l'enfant naturel ne pouvait *cumuler* le bénéfice des dispositions faites par ses parents éloignés et sa part *ab intestat* dans la succession de ses père et mère.

Grenier et Loiseau sont contraires à cette décision de 1808.

Vazeille déclare, lui aussi, que « si la loi est sévère en ne laissant à l'enfant naturel qu'une faible part dans les biens de ses auteurs immédiats, elle est nécessaire pour faire honorer le mariage, mais que si la famille se montre bienveillante, on doit la laisser libre de faire des libéralités à des êtres innocents qu'elle n'est pas condamnée à haïr (2) ».

« Cependant, poursuit Balzac, la Cour royale de Paris, le 26 décembre 1828 (3), avait réduit des legs faits à l'enfant légitime du fils naturel par un testateur qui, en tant qu'aïeul, était aussi étranger pour le petit-fils naturel

(1) Besançon, 25 juin 1808. Dalloz. Répertoire, V° Succession, n° 330, note.

(2) VAZEILLE, *Des Successions*, article 756, page 72.

(3) Dalloz, Répertoire, V° Succession, n° 350, note 1.

que le docteur Minoret, en tant qu'oncle, peut l'être relativement à Ursule. »

L'enfant légitime du fils naturel ne venant à la succession qu'en représentation de son père, ne peut avoir plus de droits que lui.

En effet, l'enfant naturel n'entre pas dans la famille, il n'est pas héritier mais simple successeur aux biens ; ses enfants sont des étrangers par rapport aux autres membres de la famille, et à cause de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la sécurité des familles, on a restreint les droits des enfants naturels ; leurs descendants, à moins d'une disposition formelle de la loi, sont soumis à la même incapacité.

Ils doivent être assimilés en tout point à leur père et être placés sur la même ligne que lui toutes les fois qu'il s'agit de la succession légale ou testamentaire du père ou de la mère de celui-ci.

Les enfants légitimes de l'enfant naturel n'ont aucun droit personnel à la succession, ils n'y sont appelés que par représentation de leur père, il doit donc y avoir entre eux similitude de droits et de facultés. Les procès-verbaux du Tribunal ne laissent aucun doute à cet égard.

Cependant, malgré cette jurisprudence de la Cour de Cassation et de la Cour de Paris, nous trouvons, en 1836 (1), un arrêt de la Cour de Douai qui conclut en faveur des droits plus larges des descendants des enfants naturels et que ceux-ci peuvent, après le décès de leur père, recevoir au delà de ce que ce dernier aurait pu recevoir lui-même dans la succession de son auteur.

Mais, cet arrêt émane d'une Cour très favorable aux

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Succession, n^o 350 en note, 2^e espèce.

enfants naturels ; c'est à elle que nous devons déjà l'arrêt de 1816 qui fut cassé par la Cour suprême.

De plus, de nombreuses années se sont écoulées et il est certain que, peu à peu, la jurisprudence allait se montrer plus bienveillante pour les enfants naturels (1).

En tout cas, au moment où Balzac écrit *Ursule Mirouët*, la lutte était ardente entre les partisans d'une législation sévère et ceux qui désiraient une interprétation bienveillante des lois régissant les droits des enfants naturels.

Les arrêts que j'ai cités, les avis de juristes très divers le prouvent et Balzac a tenu à nous relater cette grande lutte d'idées, très intéressante.

Il semble bien que les Cours d'appel de province se soient montrées moins sévères pour les enfants naturels que la Cour de Cassation.

Balzac nous cite un arrêt de la Cour de Colmar de 1825 (2) qui déclare que l'enfant naturel une fois décédé, sa descendance ne peut plus être suspecte d'une interposition.

Rien d'étonnant à cette évolution logique de la jurisprudence, que maintes observations ont consacrée depuis.

Les Cours d'appel se montrent plus éloignées de la lettre de la loi ; la Cour de cassation lutte d'abord, comme c'est son rôle, contre une interprétation trop large des lois, puis, progressivement, elle souscrit à une opinion qui s'impose à elle et, enfin, une loi intervient pour codifier ce que la jurisprudence a établi.

Ainsi évolue le droit aujourd'hui, et Balzac nous l'a montré à propos de la succession des enfants naturels.

L'affaire de Colmar se présentait ainsi :

(1) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 75.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Succession, n^o 350, note, 1^{re} espèce.

Marie Lemminger avait une fille naturelle appelée Catherine qui s'était mariée et avait eu une fille, Marguerite Cross. Après le décès de Catherine, Marie Lemminger fit un testament par lequel elle instituait Marguerite son héritière universelle. Or, à la mort de Marie Lemminger, ses parents collatéraux prétendirent que Marguerite Cross, fille de l'enfant naturel de la testatrice, devait être réputée personne interposée et qu'il y avait lieu de réduire la libéralité qui lui était faite à la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait obtenu s'il avait vécu.

L'arrêt de Colmar déclare :

« Que la présomption de la loi en matière d'interposition de personne cesse au cas où les faits excluent toute possibilité d'interposition réelle. Ainsi, la donation faite par un père ou une mère à l'enfant de son enfant naturel au delà de ce qui est permis par le Code, est valable, si cette donation est postérieure au décès de l'enfant naturel. Dans ce cas, l'enfant de l'enfant naturel ne peut plus être réputé personne interposée. »

Cependant, à cette époque, la jurisprudence de la Cour de Cassation n'avait pas varié ; en 1841, elle était encore sévère pour l'enfant naturel et c'est avec raison que Balzac nous la montre comme tout à fait défavorable aux intérêts des enfants naturels. Il fait déclarer à l'un des héritiers légitimes du docteur Minoret : « Je puis vous répondre que sur ce procès il y aura transaction, surtout lorsqu'on vous saura déterminés à conduire Ursule (la petite-nièce naturelle du docteur Minoret) jusqu'en cassation. »

Cette sévérité se traduit dans cet arrêt de 1841 (1) qui déclare « que le legs à un enfant naturel reconnu comme tel par le testament même contenant la libéralité, s'il a

(1) Arrêt de la Cour de Cassation. Sirey, 1841, 1^{re} partie, page 140.

évidemment pour cause cette qualité d'enfant naturel du testateur, doit, encore que la reconnaissance soit annulée comme irrégulière, être réduit à la quotité dont il est permis de disposer en faveur d'un enfant naturel et annulé pour le surplus. »

Et, cependant, la reconnaissance par testament olographe n'était pas valable ; mais la croyance par le père que l'enfant naturel était le sien étant la cause déterminante du legs, il devait être réduit à la quotité permise par le Code.

Cet arrêt marque donc, lui aussi, la défaveur dont continuait à être frappé l'enfant naturel et permettait à Balzac de dire que la petite-nièce du docteur Minoret avait bien peu de chances de recueillir l'héritage de son oncle.

« Le cas ne s'est pas présenté devant les tribunaux, mais qu'il s'y présente et la rigueur de la loi française envers les enfants naturels sera d'autant mieux appliquée que nous sommes dans un temps où la religion est honorée (1). »

Balzac traduit par ces mots la réprobation de toute cette époque pour la descendance illégitime, fruit d'une faute réprouvée par la religion ; peut-être force-t-il un peu, pour donner plus de poids à la thèse qu'il soutient, une jurisprudence très sévère pour les enfants naturels, en l'appliquant à une petite-nièce naturelle ; mais, si une affaire semblable s'était présentée devant les tribunaux, il n'est pas sûr qu'ils n'auraient pas déshérité pour partie la petite-nièce au profit des héritiers légitimes.

Balzac énumère ensuite divers moyens qui pourraient être employés pour échapper à la rigueur d'une telle jurisprudence. Ce sont :

(1) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 75.

l'adoption,
le mariage,
et le fidéicommis.

L'adoption, disaient les héritiers du docteur Minoret, serait contestée ; nous aurions, je crois, gain de cause. Les cours royales ne badinent pas en matière d'adoption et nous serions entendus dans l'enquête. »

En effet, à cette époque, l'adoption exigeait des formalités et des formes particulièrement rigoureuses. L'article 360 déclarait : « Les héritiers de l'adoptant pourront, s'ils croient l'adoption inadmissible, remettre au Procureur du roi, tous mémoires et observations à ce sujet ».

Ursule, étant la fille d'un neveu naturel du docteur Minoret, ne pourrait sans doute être adoptée à cause de la sévérité qui poursuivait les enfants naturels, même dans leur descendance, et les héritiers du docteur Minoret avaient de fortes chances de faire triompher leur cause, grâce au mémoire qu'ils adresseraient au Procureur du roi.

Le mariage entre l'oncle et la nièce était en principe prohibé à cette époque (art. 163 C. civ.), mais à supposer que cette prohibition s'appliquât à une union entre grand-oncle et petite-nièce, ce qui était très contestable, une célébration valable pouvait avoir lieu entre Ursule Mirouët et le docteur Minoret, puisque la prohibition pouvait être levée par le Roi et qu'il ne s'agissait que d'une parenté naturelle non reconnue par la loi (1) ; et c'était la solution que redoutaient le plus les héritiers légitimes du docteur

(1) Voir dans le sens de la prohibition : décision de l'Empereur du 7 mai 1808 ; Req. rej., 28 nov. 1877 (D. 78-1-209). PLANIOL, *Traité élémentaire* I, n° 726 ; COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire*. Mais cf. dans le sens libéral : Avis du Conseil d'État, 23 avril 1808, AUBRY et RAU, 5^e édition, VII, § 464-5° ; JOSSERAND, 2^e édition, n° 717.

Minoret et à laquelle ils ne pouvaient s'opposer efficacement.

Quant au fidéicommis, legs fait par l'intermédiaire de personnes interposées, — ici par l'intermédiaire du Juge de Paix, ami du docteur Minoret, — il avait peu de chances de réussir puisque la Cour de Cassation, ainsi que nous l'avons vu dans son arrêt de 1841, faisait état de la cause des legs et les annulerait certainement pour tout ce qui dépasserait la part qu'Ursule pouvait recevoir en tant que nièce naturelle.

Balzac, dans tout ce livre, nous cite des arrêts précis, une jurisprudence exacte qui illustre une thèse très controversée à son époque.

Pas d'erreurs dans tous ces passages, mais une discussion vivante, un raisonnement logique, solidement étayé par des documents de jurisprudence. Balzac connaissait bien les idées du législateur.

Cet esprit de la loi, le Juge de Paix Bongrand, ami d'Ursule et du docteur Minoret, nous le rapporte (1).

« Bongrand avait décidé qu'Ursule était une étrangère à l'égard du docteur Minoret, mais il sentait bien que l'esprit de la législation repoussait de la famille légitime les superfétations illégitimes ; les rédacteurs du Code civil n'avaient prévu que la faiblesse des pères et mères naturels pour leurs enfants, sans imaginer que des oncles, des tantes épouseraient la tendresse de l'enfant naturel en faveur de sa descendance. Il y avait là une lacune de la loi. En tout autre pays, Ursule n'aurait rien eu à craindre ; elle est fille légitime et l'incapacité de son père ne devait avoir d'effets qu'à l'égard de Valentin Minoret. Mais, en

(1) BALZAC, *Ursule Mirouët*, tome V, page 82.

France, la magistrature est malheureusement très spirituelle et conséquentielle ; elle recherche l'esprit de la loi ; des avocats parleront morale et démontreront que la lacune du Code vient de la bonhomie des législateurs qui n'ont pas prévu tous les cas, mais n'en ont pas moins établi un principe. »

Balzac nous montre comment une loi faite avec un certain esprit dans un certain but, peut être étendue à tous les cas qui s'y rattachent, même d'assez loin.

C'est le travail du Juge, en présence des difficultés de la pratique, de se rappeler le mouvement d'opinion qui a présidé à la confection de la loi afin de l'appliquer dans le sens voulu par le législateur.

Le Code de 1804, tout de défiance pour l'enfant naturel, le traitait avec le moins d'égard possible, le tenant éloigné de la famille, puisque l'enfant naturel n'est ni le petit-fils de ses grands-parents, ni l'héritier de son père.

Respect de la famille légitime, respect du mariage conclu avec l'avis de la famille, lutte contre les idées de la Révolution, voilà les grands principes qui ont présidé à la confection des lois sur les enfants naturels ; le rapporteur de l'affaire portée en cassation en 1817 disait, en effet (1) :

« Favoriser les unions illicites, ce serait à la fois punir injustement les pères de famille, porter atteinte au mariage et troubler l'ordre social ; ce système est injuste parce qu'il tend à mettre le repos et les biens des pères de famille à la disposition du caprice de leurs enfants, et le danger est d'autant plus grand que le mineur capable de paternité peut aussi la reconnaître. »

« Le mariage, union sainte sanctionnée par les lois

(1) S. 17-1-289 ; Cassation, 7 juillet 1817.

divines et humaines, est toujours contracté avec l'assentiment des parents lorsque la piété paternelle ne les a pas portés à s'y opposer. »

On peut s'étonner que Balzac ait pris parti pour l'enfant naturel, lui qui était d'opinion très conservatrice, ami des traditions, des grands principes, de la famille, de l'autorité paternelle, du droit d'aînesse. C'est qu'il sentait l'injustice du législateur qui brimait des enfants innocents des fautes de leurs parents et s'opposait même à la volonté de ceux qui voulaient du bien à leur descendance naturelle.

Il s'est montré partisan des réformes plus compréhensives des droits des enfants naturels et il est le lointain promoteur de la loi du 15 mars 1896 qui devait sensiblement adoucir leur sort.

Cependant, cette loi ne devait pas beaucoup transformer les textes des articles du Code civil relatifs aux droits des enfants naturels, mais elle décèle une ambiance législative et juridique différente. Là où le texte de la loi de 1896 est demeuré presque le même que sous l'empire du Code civil, ancien art. 913 et 914, l'interprétation des juges n'est plus la même, « les textes même immuables continuent à vivre », écrit M. le Professeur Eugène Gaudemet dans la revue trimestrielle du Droit civil (1). Et de même qu'à l'époque que nous décrit Balzac nous voyons la Cour de Cassation traiter l'enfant naturel avec une extrême rigueur et que nous assistons de nos jours à un adoucissement très sensible de la jurisprudence, de même M. le Professeur Gaudemet nous donne l'exemple d'un revirement de la jurisprudence de la Cour de Cassation, qui, en 1869, se montrait

(1) Revue trimestrielle du Droit civil, année 1930, tome XXX, page 360 et suivantes.

très sévère pour la légitimité des enfants adultérins et reconnaît, en 1930, la légitimité d'un enfant adultérin né moins de cent quatre-vingts jours après la célébration du mariage putatif de ses auteurs.

« Et ceci est d'autant plus remarquable, écrit M. le Professeur Gaudemet, que pendant ces soixante années, le matériel législatif est resté le même et les textes — art. 201, 202, 314 et suivants — n'ont point changé, rien n'est venu s'ajouter aux éléments accessoires assez médiocres offerts à l'interprète par les travaux accessoires, l'état de la doctrine lui-même, sauf quelques travaux isolés, n'a pas sensiblement évolué ; ce qui a changé, c'est l'ambiance législative où les textes même immuables continuent à vivre. »

Nous retrouvons cette même interprétation différente des textes dans le temps pour l'article 1384 du Code civil qui s'applique aujourd'hui à des cas nouveaux et variés, solution que la Cour de Cassation a rejetée tout d'abord, puis acceptée.

M. le Professeur Desserteaux (1), dans son recueil sur les « Sources du Droit », nous montre un aspect très proche de cette question : l'application et les différences d'interprétation des textes dans l'espace et comment l'article 1167, si laconique, a été diversement appliqué par les différents pays qui ont adopté cette législation.

« Ce phénomène, écrit M. le Professeur Desserteaux, de la divergence d'interprétation entre les tribunaux des divers États travaillant sur des textes semblables, qui est à mon sens caractéristique de la libre recherche scienti-

(1) M. le Professeur DESSERTAUX, *Recueil d'études sur les sources du Droit*, tome II, page 433, note 4^o.

fique, se rencontre, quoique à un moindre degré, dans certaines matières que nous avons réunies sous la rubrique A et dans lesquelles la jurisprudence française s'est surtout orientée vers la tradition. »

Balzac a su nous montrer l'application exacte d'une loi à un moment donné ; il a fait œuvre d'historien du droit car, grâce à lui, nous mesurons mieux l'évolution du droit et de la jurisprudence.

CHAPITRE VI

La propriété littéraire

INTRODUCTION

Sous la Restauration, les écrivains, les artistes étaient mal protégés par une législation qui les laissait spolier et leur enlevait tout le bénéfice qu'ils pouvaient espérer tirer de leurs ouvrages. Ils étaient lésés par une loi qui restreignait trop leur droit de propriété sur leurs œuvres.

Le plagiat, la contrefaçon étaient des délits insuffisamment réprimés.

Pour défendre ses intérêts et ceux des autres écrivains, Balzac imagina la création d'une Société des Gens de Lettres qui soutiendrait avec efficacité la cause de la littérature et des auteurs et dont il devint le Président.

Balzac, dans une lettre adressée aux écrivains français, montre la nécessité de s'associer pour la défense d'intérêts communs :

« Le Gouvernement, dit-il, ne fera rien pour nous, nous sommes sans liens communs. Réunissons-nous pour faire connaître les droits et les majestés de la pensée (1). »

Balzac fonda, en quelque sorte, le premier syndicat, groupement de défense des intérêts professionnels.

« Notre assemblée, poursuit-il, dût-elle se dissoudre après avoir fait cesser les maux de la contrefaçon, celui

(1) BALZAC, *Lettre aux écrivains français*, tome XXII, page 227.

du timbre, obtenu de nouvelles lois sur la propriété littéraire, aurait assez fait pour le présent et pour l'avenir. »

C'est tout un programme de réformes que propose Balzac et nous verrons qu'une fois la Société constituée, il s'emploiera activement à les réaliser.

Il s'attaquera énergiquement aux lois qui restreignaient la propriété littéraire ; il luttera contre les libraires mal-honnêtes ; il demandera la répression du plagiat et de la contrefaçon.

Il établira les droits des auteurs et de leurs traducteurs, ceux des collaborateurs. Lorsque la loi n'interviendra pas pour répondre à ses réclamations, il fondera un Code littéraire que devront respecter les membres de la Société. Il établira des sanctions contre ceux qui passeraient outre ; il s'érigera en législateur des belles-lettres.

Cette activité de Balzac est intéressante à connaître, puisque là encore nous trouvons l'auteur de la *Comédie humaine* au sein de discussions juridiques qui ont passionné l'opinion de son temps et dont il fut souvent l'instigateur.

La propriété littéraire sous la Restauration. — La question de la propriété littéraire soulevait de graves discussions au Parlement ; les auteurs déclaraient que la Révolution les avait déchus de leur droit et demandaient une loi qui les protégerait, eux et leur descendance, contre les libraires, les contrefacteurs, et qui leur permettrait de jouir du fruit de leurs études et de leurs travaux. Ils demandaient qu'on reconnaisse les œuvres d'art, les livres comme une propriété sur laquelle ils auraient tous les droits d'un propriétaire.

Balzac, Président de la Société des Gens de Lettres, ancien étudiant en droit, homme passionné par toutes les

questions qui ont ému l'opinion de son temps, pouvait-il demeurer indifférent au sein de ces polémiques ?

Nous trouverons, soit dans ses *Essais et Mélanges*, différentes études sur la loi qu'il propose au Parlement, soit dans une lettre qu'il adresse aux écrivains français en 1836 (1), soit en 1840 dans son *Code littéraire* (2), soit dans les notes qu'il remit aux députés composant la Commission de la loi sur la propriété littéraire (3), l'essentiel de la réforme qu'il préconise.

Balzac, délégué par le Comité de la Société des Gens de Lettres déclare tout d'abord à MM. les députés composant la Commission de la loi sur la propriété littéraire, que dans une cause aussi grave, aussi sacrée, il ne se reconnaît pas le droit, lui qui a la faculté d'écrire, de garder le silence ; il demande « l'assimilation absolue de la propriété littéraire à la propriété telle qu'elle est définie par le Code civil ; c'est un principe d'équité et de justice (4) ».

Balzac fait alors l'historique du droit des artistes sur leurs œuvres.

« La propriété littéraire, écrit-il, est venue la dernière ; ni le droit romain, ni le droit féodal ne s'en sont occupé ; la raison en est bien simple, la propriété littéraire n'a pu naître que par le concours de trois inventions : celle du papier, celle de l'imprimerie et celle du journal (5). »

« L'imprimerie ne fut en usage et ne prospéra que vers le milieu du xvi^e siècle.

« L'Édit de 1571 en fait foi. Cette ordonnance obligeait

(1) BALZAC, *Lettre aux écrivains français*, tome XXII, page 211.

(2) BALZAC, *Code littéraire*, tome XXII, page 285.

(3) BALZAC, *Notes sur la propriété littéraire*, tome XXII, page 299.

(4) *Notes sur la propriété littéraire*, tome XXII, page 300.

(5) *Notes sur la propriété littéraire*, tome XXII, page 305.

le libraire à justifier de son droit de propriété d'un ouvrage quand il en réclamait le privilège et elle empêchait ainsi qu'on pût imprimer quoi que ce soit sans le consentement des auteurs. Les rois de France, dans le désir d'entraver les progrès de la Réforme, avaient organisé la censure.

« L'édit de Moulins de 1566 (1) défendait, notamment dans son article 78, « à toutes personnes que ce soit d'imprimer ou de faire imprimer aucun livre ou traité sans congé ou permission du Roi et lettres de privilèges. »

Cette pratique maintenue et développée par Charles IX dans une déclaration du 16 août 1574, puis par lettres patentes de Henri III, mit sur la voie de la première forme de protection imaginée pour la sauvegarde de la reproduction (2).

« Avant cette ordonnance, les rois, les souverains, les princes, les grands feudataires ont traité les poètes et les grands écrivains comme leurs égaux. Ils les logeaient dans leurs palais et subvenaient à leurs besoins. Il y a d'illustres exemples de cette protection. « La coutume de prendre soin des poètes et des savants est à peu près universelle », déclare Balzac.

Puis, peu à peu, la conception primitive du privilège s'épure et on en arrive à cesser de considérer celui-ci comme la source du droit lui-même, on l'envisage comme une simple constatation officielle d'un droit préexistant (3).

Les contrefacteurs, qui n'étaient punis que de peines civiles, furent plus sévèrement atteints. Un règlement de 1618 fit défense aux libraires et imprimeurs, et même aux relieurs, de contrefaire les livres pour lesquels il y

(1) Répertoire Fuzier-Herman, V^o Propriété littéraire, n^o 30.

(2) Ch. COMTE, *Traité de la propriété*, 1834, ch. xxxii.

(3) Répertoire Fuzier-Herman, V^o Propriété littéraire, n^o 32.

avait un privilège. Puis un arrêt du Conseil du 27 février 1682, un édit de 1626, un règlement du 28 février 1723, dont nous parle Balzac, vinrent déterminer les peines applicables en cas de contrefaçon.

« Sous l'empire de cette législation, dit Gastambide dans un traité sur les contrefaçons, la durée de la propriété ou des droits d'auteur dépendaient de la durée du privilège. Mais, au moyen des prorogations de privilège, qui ne se refusaient point, cette propriété se perpétuait en quelque sorte dans les familles (1). »

Et Balzac ne manque pas de nous faire remarquer que Richelieu, puis Louis XIV, puis Louis XV, ont assez dignement continué cette charge du pouvoir suprême. Cependant, si nos rois étaient de généreux mécènes, et en ceci nous sommes d'accord avec Balzac, le sentiment de la propriété littéraire n'existait encore qu'incomplètement au xvi^e et au xvii^e siècles. En voici une preuve : Un savant, Joachim Périon (2), qui avait traduit en latin et publié vers 1540 à Paris *Les Politica* d'Aristote, ne put avoir d'autre recours, contre une reproduction que fit publier de sa traduction un autre libraire, que de l'injurier dans une suite de pamphlets, et la seule chose dont il se plaignit, c'est que ce libraire avait eu l'insolence de corriger son manuscrit.

Au xvii^e siècle, Lemaistre, réfugié à Port-Royal, ne put empêcher qu'on imprimât ses plaidoyers ; les privilèges étaient donc pour l'imprimeur, et les écrivains n'avaient guère de recours.

C'est à la suite de vives discussions, de pamphlets ar-

(1) GASTAMBIDE, *Traité des contrefaçons*, n° 1.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n° 9.

dents que furent publiés deux arrêts du Conseil du 30 août 1777 (1).

« Cet arrêt de 1777, dit Balzac, consacre les vrais principes du droit dans le réquisitoire de son avocat général dont il nous cite un des principaux passages. « L'avocat général Séguier déclarait : Dans le xvii^e siècle, on commença à sentir le droit de propriété et on le reconnut dès que les auteurs le réclamèrent, car cette propriété est incontestable, elle n'est même pas contestée. Disons mieux, elle est reconnue, elle est consacrée aujourd'hui et l'auteur a droit de jouir de ses ouvrages, lui et toute sa descendance, héritiers et ayant-cause. »

Balzac nous rapporte aussi un extrait de cet arrêt dont voici le résumé : Le roi a reconnu qu'aucun libraire et imprimeur ne pourront imprimer et faire imprimer aucun livre nouveau sans en avoir obtenu préalablement le privilège (2). Mais la Révolution devait détruire cette législation protectrice des droits des auteurs et instaurer un droit nouveau que nous décrit Balzac.

Tout auteur, déclare en effet la Constituante, en publiant un ouvrage le livre entièrement au public ; le public l'accepte ou le rejette à son gré ; là doivent finir tous leurs rapports puisque c'est une donation répudiée ou acceptée irrévocablement (3). »

Mais Balzac s'oppose à cette thèse. « Qu'advierait-il des donations refusées ? » s'écrie-t-il. Une donation n'est-elle pas soumise à toutes les conditions qu'y met la volonté du donateur ! elle n'a pour mesure que son libre arbitre. »

(1) COUHIN, tome I, page 158 et s.

(2) RENOARD, *Traité des Droits d'auteurs*, 1^{re} partie, ch. III.

(3) Cf. RENOARD, *Traité des droits d'auteurs*, t. I, p. 325.

La Constituante avait déclaré « qu'il ne fallait pas méconnaître qu'un ouvrage publié est, de sa nature, propriété publique » ; cependant les auteurs du droit y dérogeaient pour l'auteur pendant sa vie.

« A la justice qui nous régissait avant 1789, est venue se substituer la profonde et absurde injustice qui a dépouillé nos familles. »

La Convention, tout en voulant rectifier l'œuvre de la Constituante, a consolidé la spoliation, et Balzac s'étonne de cette mesure en nous rapportant les paroles si larges, si compréhensives des intérêts en cause que prononça Lakanal, rapporteur de la loi.

« De toutes les propriétés, la moins susceptible de contestation celle dont l'accroissement ne peut blesser l'égalité, ni donner ombrage à la liberté, c'est celle des productions du génie ; et, si quelque chose doit étonner, c'est qu'il ait fallu une loi positive pour reconnaître cette propriété. L'impression peut d'autant moins faire des productions d'un écrivain une propriété publique, que l'exercice utile de la propriété de l'auteur ne pouvant se faire que par ce moyen, il s'ensuivrait qu'il ne pourrait en user sans la perdre à l'instant même (1). »

Certains auteurs, se basant sur ce rapport, déclarent que si la Révolution avait abrogé la législation antérieure en abolissant les privilèges et en proclamant la liberté de la presse, il était bien évident que les privilèges accordés aux auteurs constituaient une propriété légitime à laquelle n'avait pas voulu porter atteinte la loi du 4 août 1789. Un jugement de Cassation du 29 thermidor, an XI, vint affirmer cette thèse (2).

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 72.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 13.

Cependant, même si la Révolution n'a pas complètement déchu l'auteur de ses droits, il faut reconnaître que sa législation fut beaucoup plus sévère que celle de l'Ancien Régime et qu'elle a restreint à vie le droit d'un auteur sur son œuvre.

En 1810, on accorda à la veuve un droit viager sur les ouvrages de son mari et aux enfants pendant vingt ans.

Napoléon, à cette époque, a dit « que la propriété littéraire perpétuelle aurait des inconvénients, car la propriété littéraire est une chose incorporelle qui, dans la suite des temps, se trouve divisée en une multitude d'individus et qu'elle finirait par ne plus exister pour personne ; car un grand nombre de propriétaires, souvent éloignés les uns des autres, ne pourraient s'entendre pour faire réimprimer l'ouvrage de leur auteur commun ».

Sous la Restauration, l'établissement de la liberté de la presse donna aux esprits une tendance à favoriser les droits des auteurs. On voulut réviser la législation. En 1825 et 1826, une commission composée d'artistes, de publicistes, d'hommes de lettres fut nommée pour préparer un projet de loi sur la propriété littéraire (1).

De Ségur, entre autres, proposait un droit de cinquante ans pour les héritiers sur les œuvres du *de cujus*.

Mais le projet de cette commission n'eut pas de suite. Une autre commission fut nommée ; Balzac, en 1836, dans sa lettre aux écrivains français, proteste contre la nomination des auteurs qui composent cette commission.

« Nous avons remarqué la plus singulière anomalie, dit-il, dans la nomination des membres des commissions chargées de porter remède à nos plaies ; c'est, qu'à l'exception

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 15.

de M. Victor Hugo, personne n'y est blessé ; les uns ne sont pas contrefaits parce qu'ils n'offrent pas de corps au délit ; les autres, comme M. de Lamartine, ont une fortune qui les rend indifférents au mal de la contrefaçon et, sans mettre en question le mérite littéraire de ces messieurs, nous pouvons dire que ni la librairie, ni la partie souffrante de la littérature n'y sont représentées. M. Victor Hugo connaît bien la question, mais c'est un poète, et les gens administratifs n'admettent pas que la politique et ses intérêts matériels puissent trouver place dans une tête homérique. »

En 1839, M. Salvandy, Ministre de l'Instruction publique, présenta à la Chambre des Pairs un projet qui fut défendu par son successeur, M. Villemain, et qui fut adopté le 1^{er} juin 1839. La durée de la jouissance exclusive des héritiers fut fixée à trente ans.

C'est alors que les artistes, les auteurs, désireux de voir concéder un droit perpétuel aux héritiers, s'unirent pour protester contre cette loi et, en 1841, on s'occupa de la préparation d'un nouveau projet. Balzac, Président de la Société des Gens de Lettres, s'unit à ce mouvement et rédigea en 1840 un Code littéraire et, en 1841, des notes sur la propriété littéraire.

Lamartine fut nommé rapporteur de la loi ; il abandonna le projet de la perpétuité et réduisit à cinquante ans le droit des héritiers ; cependant, la loi fut rejetée.

« Il est vrai que Lamartine, dit Dalloz (1), montra plus d'éloquence que de connaissances positives pour réclamer la perpétuité du droit de la propriété littéraire. Un rapporteur moins illustre eût peut-être sauvé la loi. »

Balzac aurait été, certes, un rapporteur ayant des con-

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 15.

naissances précises et sûres ; il nous le montre dans ses essais sur la propriété littéraire.

« Cette loi, disait-il, devait décider si la propriété littéraire est ou n'est pas une propriété. Si elle est propriété, tout est dit ; la restreindre est une atteinte au principe fondamental de toutes les sociétés. S'il est une propriété sacrée, s'il est quelque chose qui puisse appartenir à l'homme, n'est-ce pas ce que l'homme a créé, ce qui n'a de racines que dans l'intelligence et qui fleurit dans tous les cœurs ? »

Dalloz dit aussi à cette époque que « la propriété littéraire est certainement la plus reconnaissable de toutes les propriétés ; nulle n'est empreinte plus directement de la personnalité de son auteur. Nier la propriété littéraire, c'est nier le mouvement, la pensée, la lumière (1) ». Mais doit-elle être perpétuelle, il ne le pense pas ; une propriété temporaire lui paraît suffisante. Balzac, au contraire, déclare : « En accordant cinquante ans, vous entendez faire jouir les fils des travaux du père, il ne saurait y avoir d'autres raisons ; mais alors vous décidez que les enfants d'un homme de génie ne vivront que cinquante ans (après lui). Cinquante ans ! pourquoi pas la perpétuité ? »

C'est ce mot qui effraya la Chambre et qui lui fit rejeter le projet de loi.

La commission de la Chambre chargée du projet sur la propriété littéraire avait, en effet, réduit à cinquante ans le droit des héritiers, mais ce délai fit peur à ceux de la Chambre qui combattaient le principe de la propriété littéraire et qui craignaient de voir dans ce délai un achemine-

(1) Renouard soutient au contraire que l'objet sur lequel s'exerce la prétendue propriété littéraire, n'est pas une chose appropriable.

ment vers la perpétuité, d'autant plus que le rapporteur, M. de Lamartine, avait manifesté le regret de ne pas faire entrer immédiatement le principe de la perpétuité.

« Qui donc, cependant, s'écrie Balzac, peut empêcher la reconnaissance de la seule propriété que l'homme a créée sans la terre et la pierre ?

« Ici se dresse un mot terrible, l'intérêt public. Exhérer au nom de l'intérêt public les familles des auteurs, ne serait-ce pas préparer la ruine des autres propriétés, faire le jeu des néo-républicains et des Saint-Simoniens ? L'intérêt de tous est pour la perpétuité. »

« Maintenant, ajoute Balzac, il y a quelques personnes assez bonnes pour s'inquiéter de la difficulté qu'il y aurait à réunir des héritiers, à les consulter, à les trouver, à les satisfaire. Nous ne comprenons pas l'objection. La propriété littéraire étant assimilée à la propriété immobilière, elle se traitera tout comme les terres et les maisons (1). »

Dans ce passage, Balzac s'élève contre le système de la redevance qui était préconisé par quelques juristes à cette époque.

Dalloz déclare (2) : « La propriété littéraire peut, comme toute autre, être attribuée aux auteurs, à leurs héritiers, aux cessionnaires d'une manière perpétuelle, et seulement si, après un certain nombre d'années que la loi fixerait, ils cessaient d'en faire usage, il serait permis à l'État de s'en emparer et de la faire tomber dans le domaine public, soit à des tiers, si l'État ne croyait pas devoir agir, d'en faire prononcer l'expropriation publique, à charge

(1) BALZAC, *Notes sur la propriété littéraire*, tome XXII, page 322.

(2) Dalloz, *Répertoire*, V^o Propriété littéraire et artistique, n^o 73.

par l'État ou par des particuliers de payer une somme aux propriétaires, s'ils sont présents, ou à la Caisse des dépôts et consignations, si nul ne se présente. »

« Ainsi, dit Balzac, vous entendez parler de l'érection d'une caisse publique et d'institutions philanthropiques qui aboutiraient au spectacle étrange de gens antipathiques à la littérature, faisant des affaires de littérature, comme nous voyons aujourd'hui beaucoup de places littéraires occupées par des gens totalement étrangers aux lettres. »

« Je n'hésite pas à regarder le système de la redevance comme impossible à établir. »

Balzac restait le partisan du système de 1777, détruit par la Révolution, d'un privilège perpétuel, d'une propriété perpétuelle.

« Un homme de talent n'a pas dans son agonie cette pensée consolante : si je meurs, au moins mes enfants, ma famille, les miens vivront heureux par ma gloire. Les hommes ont perpétué la richesse pour les aînés des grandes familles, pour les cadets de la banque ; ils ont déshérité les veilles et le cerveau. »

Si juste que paraisse l'indignation de Balzac, il n'obtint pas cette perpétuité de la propriété littéraire, et de nos jours encore, il n'a pas été entendu.

Cependant, nous trouvons, là encore, un Balzac passionné par une cause juridique qu'il estime juste ; il la soutient avec des arguments précis, des faits historiques, des dates, des raisonnements logiques et bien conduits.

Il sait réclamer une réforme et, peut-être l'eût-il obtenue, s'il avait été le rapporteur de la loi, tant il savait convaincre et discuter.

Mais il ne paraît pas avoir prévu toutes les conséquences dangereuses pour les auteurs de l'assimilation de la pro-

priété littéraire à la propriété de droit commun ; par exemple, la validité sans restriction des ventes, même à forfait et à vil prix.

Notre droit, sans avoir établi la propriété perpétuelle, protège plus efficacement les intérêts des écrivains.

LA CONTREFAÇON, LE PLAGIAT, LES TRADUCTIONS, LA COLLABORATION

La contrefaçon. — La définition de la contrefaçon nous est donné dans un arrêt de la Cour de Cassation du 3 mars 1826.

« Il y a contrefaçon dans le sens de la loi de 1793 lorsque, entre l'ancien ouvrage et le nouveau, il y a assimilation dans les termes, analogie dans les éléments et même ordre dans l'exécution, à quelques suppressions près (1). »

En dépit de cet arrêt, il semble bien que la contrefaçon sévissait sans même que l'on poursuivît les coupables.

La contrefaçon était à cette époque une véritable piraterie littéraire.

« Un livre paraît-il, s'écrie Balzac dans une lettre aux écrivains français, on court sus au livre, il est avidement recherché, il est saisi dans ses langes, dans ses épreuves, il est plus tôt contrefait qu'il n'est fait. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la France avancement une main avide sur le livre, le droit commun est suspendu en Europe (2). »

Balzac nous donne quelques exemples de contrefaçons qui se sont produits en France.

« M. de Lamennais laisse échapper les *Paroles d'un*

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 201, note 1.

(2) *Lettre aux écrivains français*, tome XXII, page 216.

Croyant, dix mille exemplaires s'en vendent dans le Midi où le libraire n'en avait pas envoyé cinq cents. L'ouvrage est contrefait à Toulouse ; le libraire l'apprend, il y court, mais, arrivé dans ce pays, il lui est impossible d'obtenir réparation, les preuves ayant été anéanties. »

Balzac reproche au Parquet de s'être désintéressé de l'affaire : « Si cela avait été un pamphlet, on en eût retrouvé l'auteur ; mais pour ce vol, personne ne porte plainte et le parquet, si on le fait, se montre peu diligent ».

Du reste, pour pouvoir poursuivre la contrefaçon, il faut conserver la propriété exclusive de son ouvrage. Pour cela, le dépôt à la Bibliothèque royale de deux exemplaires doit être fait indépendamment du dépôt successivement prescrit aux imprimeurs par les art. 40 du décret de 1810 et 14 de la loi de 1814.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 30 juin 1832 consacre cette jurisprudence. « Pour conserver la propriété exclusive de leurs ouvrages et le droit d'en poursuivre les contrefacteurs, l'obligation d'un dépôt préalable à la Bibliothèque nationale est nécessaire (Affaire Chapsal Noël-Simon, Baume-les-Dames) (1).

Balzac, dans ses *Études critiques sur la propriété littéraire et la contrefaçon* (2), nous illustrera cette question fort débattue à cette époque par un exemple qui confirme la décision rendue par la Cour de Cassation.

« Chacun sait, dit-il, que la maison Verdière a osé faire plaider qu'elle avait le droit d'imprimer l'ouvrage historique de M. le vicomte de Toulangeon, dont M. de Tou-

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire et artistique, n^o 437, note 1.

(2) BALZAC, *Études critiques sur la propriété littéraire et la contrefaçon*, tome XXII, page 267.

longeon lui avait vendu la première édition, parce que M. de Toulangeon n'ayant pas déposé deux exemplaires à la Bibliothèque royale et ce dépôt constituant seul un droit de propriété, l'ouvrage était sans auteur et tout le monde pouvait courir sus. »

« Le Tribunal, vu la loi, a renvoyé la maison Verdière des fins de la plainte. Ce triomphe est épouvantable dans un pays civilisé. »

« Le garde des sceaux a promis une loi dans la quinzaine. C'était M. Barthe qui florissait en ce temps ; la quinzaine dure encore et l'on se plaint toujours de la contrefaçon. »

Il est bien certain qu'une telle jurisprudence laissait la porte ouverte à la contrefaçon ; un arrêt du 26 avril 1833 de la Cour royale de Paris nous expose, du reste, la thèse que défendait Balzac avec énergie (1).

L'avocat qui avait soutenu les intérêts des auteurs, avait fait ressortir que les contrefacteurs auraient une carrière ouverte si l'on obligeait les auteurs à faire le dépôt, de deux exemplaires à la Bibliothèque nationale à peine de déchéance de leurs droits.

« Les auteurs n'ayant presque jamais fait le dépôt seraient ruinés et surtout les auteurs de bons livres dont les éditions sont épuisées. On ferait le jeu des contrefacteurs. »

Cet arrêt est, par ailleurs, intéressant parce qu'il montre le grave problème que posaient aux juristes des lois successives et non contradictoires.

« Attendu, dit l'arrêt de Cassation (2), que si l'article 6

(1) Cour de Paris, 26 avril 1833 ; Sirey, 33-2-309.

(2) Arrêt du 1^{er} mars 1834, confirmatif de l'arrêt du 26 avril 1833 de la Cour de Paris. Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 437, note 1.

du décret du 19 juillet 1793 qui assure la propriété littéraire à la charge du dépôt de deux exemplaires à la Bibliothèque nationale, continue de subsister quant à l'application de la déchéance de cette propriété littéraire faite de dépôt, la quotité du nombre d'exemplaires a été modifiée par le décret de 1810 et par la loi du 21 octobre 1814, et par le règlement d'administration publique du 9 janvier 1828 qui ont substitué la formalité du dépôt à la direction de la librairie de Paris et au secrétariat des préfectures en province, à celle du dépôt direct à la Bibliothèque royale et qui ont réduit à un exemplaire par chaque édition ce dépôt unique et facultatif.

D'où il suit que, pour conserver aux auteurs ou à leurs cessionnaires la propriété littéraire, il suffit que les formalités établies par les lois et règlements de 1810, 1814 et 1828 aient été accomplies. »

Ainsi, cette jurisprudence donnait satisfaction aux auteurs.

En effet, beaucoup d'entre eux, croyant que les décrets plus récents de 1810, 1814 et 1828 avaient abrogé le décret de 1793, n'avaient effectué que le dépôt d'un exemplaire à la direction de la librairie à Paris ou en province, au secrétariat des Préfectures, et, avaient négligé de déposer les deux exemplaires à la Bibliothèque nationale que prescrivait le décret de 1793.

Or, la confusion régnait à ce sujet dans la jurisprudence et si quelques arrêts donnaient gain de cause aux réclamations des auteurs qui s'étaient vus déposséder par des contrefacteurs lorsqu'ils n'avaient pas effectué le dépôt à la Bibliothèque nationale, beaucoup d'arrêts statuaient en sens contraire et enlevaient le droit de propriété aux

écrivains qui n'avaient pas effectué ledit dépôt ; ils déclaraient que les dispositions de 1810, 1814 et 1828 n'étaient pas abrogatives du décret de 1793, que ces dispositions se cumulaient (1).

Une telle jurisprudence donnait toutes facilités aux contrefacteurs, qui profitaient de ce que les auteurs n'avaient pas rempli les formalités prescrites par le décret de 1793 pour s'approprier une œuvre sur laquelle le véritable auteur n'avait aucun titre de propriété.

D'autre part, nous trouvons dans la plaidoirie de l'avocat qui soutint la cause des auteurs, un passage qui a trait aux contrefaçons qui se pratiquaient à l'étranger, et particulièrement en Belgique, au préjudice de la librairie et des auteurs français.

« Le décret sur la Hollande du 9 avril 1811 et celui du 19 juin 1811 sur l'Italie avaient pour but, dit-il, de régler la propriété littéraire, non seulement dans ces nouveaux États, mais d'assurer cette propriété dans leurs limites et dans l'étendue de tout l'Empire, car, à cette époque, on n'aurait pas pu imprimer en France, au préjudice de la propriété littéraire de la Hollande, comme on le fait aujourd'hui si impudemment en Hollande et en Belgique, au préjudice de la librairie et des auteurs français (2) ».

Balzac, dans la lettre sur la propriété littéraire qu'il adresse aux écrivains français, ne manquera pas, lui aussi, de faire remarquer cette fraude qui était très fréquente.

« L'étranger le plus odieusement, le plus ignoblement voleur est notre voisin, notre soi-disant ami. Quand le pauvre libraire français vend à grand peine un de vos

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Propriétaire littéraire, n^o 437, note 1.

(2) Cf. Affaire Verdier. Dalloz, Répertoire, V^o Propriété littéraire et artistique, n^o 433, note 1.

livres à un millier de cabinets littéraires, le Belge, lui, en vend deux milliers, au rabais, à la riche aristocratie européenne (1). »

« A quoi servent les douanes ? Eh, bien ! allez sur toutes les frontières et demandez vous-mêmes vos œuvres, vous les trouverez dans le domaine public comme si vous étiez déjà morts (2). »

Ces plaintes des auteurs furent peu à peu entendues du législateur. Dalloz, dans son répertoire, déclare en 1850 que l'introduction sur le territoire français des livres qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits, est un délit. Quatre traités internationaux sont conclus à cette époque.

Un décret du 28 mars 1852 a rendu les articles 426 et 427 du Code pénal applicables à l'exportation et à l'expédition des ouvrages publiés à l'étranger et contrefaits en France (3).

Des lois semblables furent votées dans les pays étrangers et grâce à elles la librairie qui touchait à une catastrophe, disait Balzac, fut enfin protégée contre les contrefacteurs étrangers.

Cette terrible crise qu'a traversée la librairie, nous devons à Balzac de l'avoir décrite et discutée d'une façon juridique et précise.

Depuis, les conventions internationales se sont multipliées et ont donné satisfaction aux auteurs. Puis une union pour uniformiser la législation entre les divers pays fut signée à Berne le 9 septembre 1886. Cette union avait été prévue par Balzac plus de vingt-cinq ans avant sa réalisation.

(1) BALZAC, *Lettre aux écrivains français*, tome XXII, page 216.

(2) Cf. BALZAC, *Lettre à M^{me} Hanska*, t. XXIV, p. 241.

« La contrefaçon nous tue. Les journaux ont-ils eu de l'influence sur le *Lys*, je n'en sais rien ; mais ce que je sais, c'est que, sur 2.000 exemplaires, Werdet n'en a vendu que 1.200, tandis que la contrefaçon belge en a déjà écoulé 3.000. »

(3) Les Pandectes françaises, V^o Propriété littéraire, n^o 385.

Cette convention est ainsi conçue dans son article 11 :
« Pour que les auteurs des ouvrages protégés par la présente convention soient, jusqu'à preuve contraire, considérés comme tels et admis devant les tribunaux des divers pays de l'Union à exercer des poursuites contre les contrefacteurs, il suffit que leurs noms soient indiqués sur l'ouvrage. Pour les œuvres anonymes ou pseudonymes, l'éditeur dont le nom est indiqué sur l'ouvrage est fondé à sauvegarder les droits appartenant à l'auteur. Il est, sans autre preuve, réputé ayant-cause de l'auteur anonyme ou pseudonyme. »

Nous voyons la grande facilité accordée aux auteurs pour la poursuite des contrefacteurs et les méthodes préconisées par Balzac réalisées.

A cette époque, du reste, plusieurs lois étrangères avaient supprimé la formalité du dépôt relativement aux œuvres littéraires et artistiques, donnant satisfaction au rédacteur du Code littéraire.

En 1895, une loi vint réprimer plus sévèrement les fraudes en matière artistique.

Ainsi, les revendications de Balzac n'avaient pas été vaines et avaient donné lieu à toute une série de lois répressives de la contrefaçon durant tout le cours du XIX^e siècle.

Et les réformes accomplies étaient celles-là mêmes que Balzac préconisait, les remèdes, ceux qu'il indiquait.

Dans ce chapitre, nous retrouvons le sûr talent de Balzac critique et réformateur des institutions.

Nous retrouvons aussi le Balzac admirateur de l'Ancien Régime qui protégeait les lettres et les arts.

« Sur douze écrivains, sept recevaient des pensions

considérables payées ou par des souverains étrangers, ou par la Cour, ou par le Gouvernement. »

Les réformes demandées n'étaient donc qu'une protestation contre nos codes issus de la Révolution, protestation justifiée, comme nous l'avons vu, par les lois et les conventions internationales qui ont suivi.

Le plagiat. — Le plagiat, c'est le vol littéraire ; le plagiaire publie sous son nom le travail d'autrui ; il s'approprie une gloire qui ne lui appartient pas. La loi russe punissait le plagiaire de la privation de ses droits civiques, de la fustigation, de la déportation en Sibérie.

En France, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, la loi était moins sévère et n'atteignait le plagiaire que lorsque sa fraude causait un préjudice matériel à l'auteur ; alors, il devenait contrefacteur.

Daniels a expliqué cette idée dans l'affaire Malte-Brun.

« C'est à raison du préjudice causé, que le plagiat prend les caractères de la contrefaçon prévue par la loi et punie d'une peine correctionnelle. Au contraire, toutes les fois que le plagiat ne fait aucun tort à la propriété de l'auteur, que le deuxième ouvrage ne fait aucun préjudice au premier, la question du plagiat n'est plus du ressort des tribunaux ; il appartient aux tribunaux de maintenir la propriété de l'auteur, mais, sa réputation dans la République des Lettres, sa renommée comme auteur est abandonnée à sa propre défense. Les journaux littéraires sont des champs de bataille et les armes que peuvent employer ceux qui n'aiment pas une discussion sérieuse, sont la satire et le persiflage. »

Cependant, le 1^{er} mars 1830, on condamne pour contre-

façon une nouvelle traduction d'un ouvrage de Walter Scott, quoique la nouvelle traduction soit d'un autre format ; mais elle contenait des plagiats importants de la précédente (1).

Balzac connaît bien la jurisprudence et ne nous parle que des plagiats non punis comme contrefaçon ; il les appelle « les plagiats non prévus par le Code pénal ».

Traduire le sujet d'un livre en pièce de théâtre n'est pas puni, dit Balzac, mais, en tant que Président de la Société des Gens de Lettres, il propose des sanctions autres et plus efficaces que les pamphlets prévus par Daniels.

« Un plagiat partiel donne lieu à un blâme de la Société », dit Balzac.

« Trois faits de plagiat excluent de la Société. »

« Les citations exagérées rentrent dans les dispositions du Code sur la contrefaçon (2). »

Ainsi, Balzac remédie aux lois de son époque en instituant une sorte de Tribunal des Lettres qui juge les plagiaires et condamne ceux qui ne peuvent prouver leur bonne foi.

Cette défense des auteurs paraît avoir été nécessaire contre un délit trop peu réprimé.

Loiseau (3), dans son traité des enfants naturels, adultérins et incestueux, nous offre un exemple de plagiat dont il fut la victime et contre lequel il met ses lecteurs en garde, dans la préface de son œuvre.

« J'ai toujours pensé, écrit-il, qu'il ne convient pas de s'approprier les pensées des autres et que le plagiat n'est

(1) Répertoire Dalloz, V^o Propriété littéraire et artistique, n^o 332, note 1.

(2) BALZAC, *Code littéraire*, tome XXII, page 295.

(3) LOISEAU, *Traité des enfants naturels*, Avant-propos, page 9, note 1.

point permis, même en jurisprudence. D'après ce principe, je serais fondé à revendiquer le titre de mon ouvrage qu'un jeune homme s'est approprié, mais puisqu'il a gardé l'anonymat, je ne déchirerai pas le voile qui couvre son larcin ; je n'en parle que pour empêcher la confusion des deux ouvrages. »

Ainsi, les plagiaires craignaient si peu la loi, qu'ils ne prenaient que peu de précautions pour se servir des idées et du travail d'autrui.

Balzac a lutté contre ce délit et ce fut un de ses mérites d'alerter la jurisprudence trop indulgente. Comme nous l'avons dit plus haut, le succès vint récompenser ses efforts.

La traduction. — La traduction est-elle une contrefaçon et est-elle punissable ?

Les auteurs et la jurisprudence sont très divisés sur ce point à l'époque où Balzac écrit son Code littéraire.

L'auteur de la *Comédie humaine* déclare que traduire, c'est contrefaire et que la traduction d'un ouvrage sans le consentement de l'auteur, doit être punie comme une contrefaçon. De nombreux arrêts de jurisprudence viennent illustrer cette thèse (arrêt de Paris du 30 avril 1824, arrêt du 23 mars 1847, arrêt de Rouen du 7 novembre 1845) (1).

En effet, la traduction enlève à l'auteur une classe de lecteurs sur lesquels il pouvait compter soit en traduisant lui-même son ouvrage, soit en cédant, moyennant rétribution, le droit de le traduire. Cependant Renouard (2),

(1) Les Pandectes françaises, V^o Propriété littéraire, n^o 1010.

(2) RENOUARD, tome II, page 38.

Pardessus (1) ne partagent pas cette opinion et déclarent que traduire, ce n'est pas contrefaire et que l'on doit respecter le travail intelligent du traducteur et ses droits sur son travail.

Les rédacteurs des Pandectes françaises semblent également se ranger à cet avis, et reconnaissent au traducteur des droits sur leurs traductions.

Balzac propose un remède contre les méfaits de la traduction ; la création de traités internationaux qui viendraient réglementer les droits des traducteurs étrangers, sur les œuvres françaises.

« Tout auteur étranger, dit-il dans son Code littéraire, aura les mêmes droits que la législation de son pays attribuerait à un auteur français dans ce pays sur la traduction de ses œuvres (2). »

Ce palliatif contre les traductions faites à l'étranger fut reconnu excellent, et le xix^e siècle vit l'avènement de nombreux traités internationaux régissant les droits des auteurs et des traducteurs.

Balzac fut donc encore un des instigateurs d'une réforme utile et efficace.

Cependant, notre législation moderne ne l'a pas suivi sur ce point : « traduire, c'est contrefaire ».

Les Pandectes françaises déclarent :

1^o Traduire un ouvrage dans une autre langue que celle dans laquelle il a été composé, sauf les restrictions admises par les traités internationaux, n'est pas punissable ; 2^o l'étranger qui a publié son ouvrage en France ne peut, malgré le décret de 1852, empêcher la traduction

(1) PARDESSUS : Droit commercial, n^o 164.

(2) BALZAC, *Code littéraire*, tome XXII, p. 296.

de son ouvrage s'il n'est protégé par un traité intervenu entre la France et la nation auquel il appartient (1).

La collaboration. — « Nul n'est tenu de rester dans l'indivision littéraire », dit Balzac dans son Code littéraire.

Il écrit ces mots en 1840 et ce principe a été appliqué le 11 janvier 1845 dans une affaire Laroche à Paris (2). Ceci nous prouve encore la connaissance exacte que Balzac avait du droit.

Il a été décidé, dans cet arrêt, « que lorsque la cession n'a pour objet qu'une partie des avantages attachés à la propriété littéraire, par exemple une part dans un ouvrage, si la nature de la propriété ne permet pas de la diviser ou d'en faire deux lots égaux, l'auteur qui s'est uni par l'effet de la cession partielle en communauté avec l'acquéreur, est tenu de souffrir la licitation demandée par ce dernier.

« Ce précepte juridique s'applique donc en cas de collaboration de deux auteurs à la même œuvre ».

Cependant, Balzac exige que la licitation soit faite devant le Comité de la Société des Gens de Lettres et que la propriété en reste au plus offrant (3).

Balzac essaie également de déterminer la part que chaque collaborateur a dans l'œuvre : « Un droit égal, dit-il ; aussi ne pourra-t-il pas vendre l'œuvre de son collaborateur à l'insu de ce dernier, ou, s'il le fait et touche le prix de l'œuvre, il sera exclu de la Société des Gens de Lettres. »

Balzac veut réagir contre une jurisprudence qui, tout

(1) Les Pandectes françaises, V^o Propriété littéraire, n^o 1009.

(2) Les Pandectes françaises, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 308.

(3) BALZAC, *Code littéraire*, tome XXII, page 293.

en reconnaissant le droit égal des collaborateurs sur l'œuvre commune, permettait à chacun d'eux, en raison de l'indivisibilité de l'œuvre commune, de publier cette œuvre sans le consentement de son collaborateur et d'en toucher seul les droits d'auteur, produit de la vente, etc. Ainsi en fut-il décidé le 1^{er} décembre 1876 (1).

Balzac connaissait cette jurisprudence qui existait déjà de son temps ; aussi, pour un tel fait, ne donnait-il qu'une sanction : l'exclusion de la Société des Gens de Lettres et non un recours en justice.

Cette connaissance si exacte du droit est un fait extrêmement rare chez un écrivain. Seul, Balzac a su nous rapporter des faits précis, des documents de jurisprudence ; on le sent attiré, passionné par tout ce qui touche au droit ; c'est un ancien souvenir de son activité d'étudiant en droit qui, joint aux difficultés judiciaires qu'il a traversées dans sa vie, ont fait de l'auteur de la *Comédie humaine* un juriste si éminent et un réformateur si compétent de nos Codes littéraires.

(1) Les Pandectes françaises, Répertoire, V^o Propriété littéraire, n^o 311.

TROISIÈME PARTIE

Droit pénal

CHAPITRE PREMIER

La Procédure criminelle ; les peines

Balzac, qui se montre un juriste averti, un artisan des réformes de notre droit civil et commercial, pouvait-il ne pas être attiré, en tant que romancier, par nos procès criminels, qui ont inspiré les romantiques et leur ont permis de belles envolées lyriques ? Plaidoiries, réquisitoires, préparation d'un procès, crime, tout cela se prête aux élans de l'imagination d'un Victor Hugo.

Mais Balzac ne devait pas céder à la tentation facile.

Certes il ne résistera pas dans *Une ténébreuse affaire* (1), à nous présenter l'avocat d'une affaire embrouillée ou, dans *Le Curé de village* (2), à nous narrer une histoire que l'on pourrait classer aujourd'hui parmi les romans policiers si ce livre n'avait, par ailleurs, une réelle valeur des points de vue descriptif et psychologique.

L'observation aiguë de l'auteur de la *Comédie humaine* devait le guider vers les mystères que cachent les grands

(1) BALZAC, *Une ténébreuse affaire*, tome XII, p. 345.

(2) BALZAC, *Le Curé de village*, tome XIV, p. 1.

criminels, mais toujours elle fut soutenue, bridée par un jugement sûr et par la connaissance si précise du droit pénal. Avec Balzac, nous vivrons ces grands procès, non dans la convention, mais dans la réalité, et c'est pourquoi Balzac criminaliste mérite d'être étudié.

Dans *Splendeurs et Misères des courtisanes*, il nous donnera une connaissance rapide mais rigoureusement exacte de la procédure pénale.

Dans de nombreux ouvrages nous aurons la description de divers délits pour lesquels il demande souvent un plus sévère châtement.

Voici la procédure pénale telle que Balzac la décrit et qu'elle se pratiquait sous la Restauration (1).

« Un crime se commet ; s'il y a flagrance, les inculpés sont emmenés au corps de garde voisin et mis dans un cabanon nommé le violon. »

Ces corps de gardes sont nos postes de police actuels, et rien n'a beaucoup changé depuis Balzac, si ce n'est que nos agents de police sont des fonctionnaires, tandis qu'au corps de garde se trouvaient des miliciens volontaires chargés du bon ordre de la ville.

« De là, les inculpés sont traduits devant le Commissaire de police qui procède à un commencement d'instruction. »

En effet, le Commissaire de police doit donner avis au Procureur de la République de tout crime ou délit dont il acquiert la connaissance dans l'exercice de ses fonctions, et transmettre à ce magistrat tous les renseignements et procès-verbaux qui s'y rattachent.

« Enfin, poursuit Balzac, les inculpés sont transportés

(1) BALZAC, *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, tome IX, page 273 : Où mènent les mauvais chemins.

au Dépôt de la Préfecture, où la police les tient à la disposition du Procureur du Roi et du juge d'instruction qui interrogent les gens en état d'arrestation. Selon la nature des présomptions, le Juge d'instruction lance un mandat de dépôt et fait écrouer les inculpés à la maison d'arrêt. »

Toute cette procédure précise décèle l'historien plus que le romancier.

Balzac a distingué trois échelons dans l'instruction des affaires :

L'inculpation ;

La prévention ;

L'accusation.

Tant que le mandat d'arrêt n'est pas signé, les auteurs présumés d'un crime ou d'un délit sont des inculpés.

En effet, il ne pèse sur eux aucun acte de justice qui puisse être une présomption contre eux.

Un mandat d'arrêt ou de dépôt est la preuve que les faits incriminés paraissent à première vue exacts.

« Sous le poids d'un mandat d'arrêt, les inculpés deviennent des prévenus » poursuit Balzac.

« L'instruction terminée, lorsque les prévenus sont déférés à la Cour d'assises, ce sont des accusés. »

Ces différents états que traduisent les mots d'inculpé, prévenu, accusé, se retrouvent dans les ouvrages de Droit pénal de l'époque et dans d'autres plus récents, tel que celui d'Hélie (1).

Balzac déclare : « Dans le premier état, les innocents possèdent une foule de moyens de justification : le public, la garde, la police. »

« Dans les grands procès, les inculpés deviennent im-

(1) Faustin HÉLIE, *Traité de l'Instruction criminelle*, 1855.

médiatement des prévenus, la justice lance aussitôt un mandat de dépôt ou d'arrestation. »

« Dans le deuxième état, ils sont, devant un magistrat, confrontés aux témoins, jugés par une Chambre du Tribunal à Paris ou par tout un tribunal dans les départements. »

Il s'agit de l'instruction de l'affaire faite par un juge secondé par la Chambre du Conseil composée, en effet, en province par le Tribunal tout entier ; cette chambre doit être tenue au courant des affaires criminelles par le Juge d'instruction, au moins une fois par semaine.

Quant au troisième état il faut « que la Cour royale ait jugé sur la requête du Procureur général qu'il y a charge suffisante pour être traduit en Cour d'assises ».

L'article 819 dit, en effet, qu'une section de la Cour Impériale, spécialement formée à cet effet, sera tenue de se réunir au moins une fois par semaine à la Chambre du Conseil pour entendre le rapport du Procureur général et statuer sur ses réquisitions.

« Les accusés comparaissent, dit Balzac, devant douze conseillers. »

On peut être surpris de ce nombre imposant. Mais l'article 3 du décret du 6 juillet 1810 (1) donnait au Procureur général la faculté de réunir à la Chambre d'accusation la Chambre des appels correctionnels, pour entendre son rapport et statuer sur ses réquisitions.

La Chambre des appels correctionnels est composée de cinq conseillers et le même nombre siège à la Chambre d'accusation. Le nombre de dix juges était atteint pour rendre un arrêt lorsque les deux chambres étaient réunies.

(1) Faustin HÉLIE, *Traité de l'Instruction criminelle*, tome VI, page 247.

Mais, par un arrêt du 24 septembre 1828 (1), la Cour de Cassation a jugé que la Chambre des appels de police correctionnelle doit être composée de sept Juges au moins, y compris le Président. Si l'on ajoute à ces sept membres les cinq conseillers de la Chambre d'accusation, nous voyons que l'arrêt de renvoi devant les Assises était bien rendu par douze conseillers, comme le prétend Balzac.

L'arrêt de renvoi de la Chambre d'accusation termine la procédure écrite. La Chambre d'accusation est dessaisie. C'est à la Cour d'assises de statuer.

Le prévenu est mis en prison ; Balzac nous dira que cette détention préalable est « une mesure de sûreté, une garantie de l'exécution du jugement, un moyen d'instruction ».

Hélie déclare que « la détention préalable est à la fois une institution d'ordre et de précaution, une mesure préparatoire et d'instruction ».

« Parfois le prévenu est mis au secret », nous dit Balzac.

« Tout le monde est muet, on tient registre des paroles du prévenu pour les répéter à la Justice. »

Il peut être, en effet, utile pour la manifestation de la vérité d'empêcher le prévenu de communiquer soit avec les personnes du dehors, soit même avec les autres détenus.

Cette mesure rigoureuse ne doit être employée que lorsqu'elle est absolument nécessaire pour parvenir à découvrir la vérité.

Voici ce que dit M. Serre, Ministre de la Justice, dans sa circulaire du 10 février 1819 :

« L'interdiction au prévenu de communiquer est autorisée par les articles 616 et 618 du Code d'instruction criminelle et particulièrement dans les crimes commis de

(1) Faustin HÉLIE, *Traité de l'Instruction criminelle*, tome VI, page 249.

concert, et par complot ; mais l'emploi indifférent de cette mesure contre tous les prévenus ou sa prolongation sont tellement contraires à la bonne administration de la Justice et aux droits de l'humanité que les juges d'instruction ne sauraient en user avec trop de réserve.

« Je désire que dans les comptes-rendus hebdomadaires que l'article 127 ordonne, les Juges d'instruction rendent compte à la Chambre du Conseil et qu'ils aient toujours soin de faire connaître la procédure à l'occasion de laquelle la défense de communiquer a été faite à un prévenu (1). »

Balzac dit que cette mesure d'instruction a été l'objet de réclamations qui portent plus sur l'abus qu'on peut en faire que sur le droit lui-même, et le texte de M. Serre prouve que le Ministre de la Justice avait eu le souci de les rendre injustifiées.

Du reste, Balzac n'est pas de ceux qui se désolent et demandent une réforme sur la mise au secret.

« Généralement, dit-il, les personnes qui n'auront jamais de démêlés avec la justice, conçoivent les idées les plus noires sur la mise au secret ; l'idée de la justice criminelle ne se sépare point des vieilles idées sur la torture ancienne (2). »

Balzac approuve donc la mise au secret.

Il sera, d'ailleurs, un des partisans de notre Code d'Instruction criminelle qui a respecté les droits de la défense de l'inculpé, sans toutefois entraver l'action de la justice ; nous voyons son admiration pour le Code

(1) FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'Instruction criminelle*, tome V, page 819.

(2) BALZAC, *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, tome IX, page 288.

Napoléon dans *Splendeurs et Misères des courtisanes*, et si nous comparons cette œuvre avec *Une Ténébreuse affaire* (1), dans laquelle Balzac nous montre un procès criminel sous le Code criminel de brumaire an VI, où la politique empêchait les prévenus de s'expliquer, où il existait une sorte d'inquisition et non de justice réelle, nous sentirons que toutes ses préférences vont au Code de 1810, juste et modéré. Et, cependant, nous étions au temps de l'ancienne procédure criminelle où aucun avocat n'assistait le prévenu pendant l'instruction. Balzac ne réclamera pas l'intervention d'un avocat à cette période de la procédure (2).

Il nous dit dans les fragments inédits de la *Vie parisienne* : « Le sort des condamnés est moins pénible que celui de l'homme de génie qui vit dans une mansarde ou que celui du portier dans sa loge sans air. »

Si Balzac ne demande pas l'adoucissement du régime pénitentiaire, il réclamera, cependant, que les prisons soient construites de manière à modifier les idées du public sur la situation des prévenus. On réclame, en effet, à cette époque, l'instruction morale et religieuse des prisonniers et la séparation des criminels afin d'éviter la contagion complice.

Dans un passage de *Splendeurs et Misères des courtisanes*, nous voyons la pègre parisienne, les anciens forçats réunis dans la cour de la prison, complotant des évasions, indiquant à ceux des prisonniers qui seront bientôt libérés des mauvais coups à faire, moyennant certains services à rendre. Grâce à cette récréation en commun, ils

(1) BALZAC, *Une ténébreuse affaire*, tome XII, page 345.

(2) V. sur l'évolution ultérieure du droit, Lois du 8 décembre 1897, et du 7 février 1933.

préparent leurs défenses, chargent du crime un forçat déjà très compromis, afin de retrouver leur liberté.

On voit combien, dans l'intérêt même de la justice, la séparation des prévenus s'imposait, et aussi l'intervention de l'avocat pendant toute la période de l'instruction ; en lui, le prévenu trouvera un conseil et un guide sûr pour lui faire comprendre son véritable intérêt.

Cependant, si Balzac ne trouve pas notre régime pénitentiaire trop sévère, il demande deux adoucissements de la peine : la suppression de la peine de mort et la création pour les forçats de colonies pénitenciaires.

« La sotte loi sur les circonstances atténuantes a le défaut de ne pas supprimer généralement la peine de mort et de permettre à des jurés timorés de transiger avec leur conscience » (Affaire Lafarge, *Fragments inédits de la Vie parisienne*) (1).

« C'est une loi louche, poursuit Balzac, qui fait que pour le même crime on laisse la vie au criminel du Nord et on l'ôte à celui du Midi. »

« Le droit de déclarer que les circonstances atténuantes existent, dit Dalloz dans son répertoire de législation, étant abandonné au jury, il en résulte que le maintien ou la suppression de la peine de mort se trouvent réunis entre les mains des jurés (2) ».

Mais ce que Dalloz admire est pour Balzac, au contraire, un sujet de révolte, car la peine n'est pas uniforme et varie selon la sévérité des jurés.

« En Toscane, dit-il, on fait mieux ; la peine de mort n'est applicable que si le criminel avoue son crime. Comme

(1) BALZAC, *Fragments inédits de la Revue parisienne*, t. XXIII, page 777.

(2) DALLOZ, *Répertoire*, V^o Peine, n^o 47.

le criminel n'avoue jamais, il s'ensuit qu'en vous promenant dans les rues de Livourne, vous coudoyez des parricides, des fraticides, des assassins, des Œdipes, des Orestes qui balayent les rues, travaillent dans le port, car chaque condamné porte sur le dos sa terrible qualification. La Toscane est le pays le plus heureux du monde et, toute proportion gardée, il n'y a pas plus de crimes par là que partout ailleurs (1). »

Balzac s'est donc montré un des théoriciens convaincus de l'inutilité de la peine de mort, mais ce qui provoque les crimes en France, « c'est la *Gazette des Tribunaux* qui est la publication la plus immorale et la plus dangereuse qui puisse se faire chez un peuple ingénieux ».

Ne croirait-on pas en lisant ces lignes, parcourir un article tout récent de nos juristes criminalistes qui connaissent bien l'influence néfaste des récits d'exploits de bandits sur les esprits faibles.

Mais leurs appels, pas plus que celui de Balzac, n'ont été entendus.

Quant à la peine de mort, abolie dans plusieurs pays, elle subsiste encore en France en dépit de ses détracteurs.

Est-elle une peine efficace ? Certains le prétendent, mais elle va certainement à l'encontre de la morale chrétienne en enlevant à l'homme la possibilité du repentir et du rachat de sa faute ; car la crainte n'est pas le remords, ni une véritable expiation.

En revanche, Balzac eut une satisfaction plus immédiate dans ses revendications contre les bagnes.

« La France, depuis vingt ans, nous dit-il, dans ses frag-

(1) BALZAC, *Fragments inédits de la Revue parisienne*, t. XXIII, page 780.

ments inédits, ne sait à quoi employer ses criminels, l'Angleterre a rempli ses colonies avec les siens. »

« Il y a 12.000 forçats en France. La France a la conquête de Madagascar à faire, aucun Ministre de la Justice, ni de la Marine, ni des Affaires étrangères n'a eu l'idée de changer les travaux forcés en déportation et de se servir des déportés pour achever la conquête de cette île qui appartient à la France et que lui donnerait un homme de tête et de résolution.

« Supprimez la peine de mort et tirez parti des condamnés (1). »

C'est en 1840 que Balzac demande la transportation des forçats dans nos colonies, plus de douze ans avant que cette réforme soit réalisée, puisque c'est seulement en 1852 que la loi créant des colonies pénitenciaires fut votée.

Là encore, Balzac s'est élevé au rôle de réformateur du Droit.

Nous trouvons chez Balzac criminaliste, — à côté d'une partie vraiment juridique, — une partie pittoresque qu'il nous décrit dans *Splendeurs et Misères des courtisanes* ; c'est le monde des forçats.

On les voit, chargés de crimes, s'entr'aidant les uns les autres, s'entretenant dans ce pittoresque argot du bagne. Nous les retrouvons dans le panier à salade se rendant à l'instruction. Nous assistons à leurs ruses, à leurs façons habiles de se dérober aux châtimens.

Balzac présente ces êtres comme des anormaux, des paresseux pour qui le vol, l'assassinat sont des moyens de

(1) BALZAC, *Fragments inédits de la Revue parisienne*, t. XXIII, page 787.

vivre sans travailler et ces hommes sont groupés en associations de fanandels. « A la tête se trouvent les grands fanandels qui pendant vingt années furent la Cour de Cassation, l'Institut de ce peuple (1). »

« Les grands fanandels eurent leur fortune particulière, des capitaux en commun, des mœurs à part. Ils se devaient aide et secours dans l'embarras, ils eurent leur charte particulière, leurs mots de passe et de reconnaissance. »

Ils avaient formé, de 1815 à 1819, la Société des Dix mille, dont Balzac nous parle dans *Le Père Goriot* (2).

Et, en 1829, cette armée de bandits si habiles jette l'épouvante. Pour les appréhender, on choisit les policiers parmi les membres de ces associations afin qu'ils dénoncent, trahissent leurs anciens compagnons de vol et que la société soit débarrassée de ces gibiers de bagne.

Ainsi Balzac a eu une connaissance précise de toutes les classes de la société et il a su nous les montrer pleines de vie et de réalité.

(1) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 403.

(2) BALZAC, *Le Père Goriot*, tome IV, page 143.

CHAPITRE II

Délits divers

Balzac nous parlera aussi des divers délits qui lui suggèrent des critiques, soit parce qu'il les trouve insuffisamment réprimés, soit parce qu'ils lui inspirent des réflexions personnelles intéressantes : ce sont le vol, l'escroquerie, l'adultère, le chantage, le faux en écriture civile, la supposition de personnes, les sévices sur mineurs.

En nous les décrivant, il situe bien leur répression et la jurisprudence de son temps.

L'adultère. — Dans *la Cousine Belle*, nous trouverons une scène piquante, celle où un mari trompé par son chef de bureau imagine de tirer de cette aventure un avantageux et fait constater le délit d'adultère pour avoir une arme.

Ce constat, Balzac nous le raconte avec un souci évident de vérité (1).

« La porte s'ouvrit ; la majestueuse loi française se manifesta sous la forme d'un petit commissaire de police accompagné d'un long Juge de paix, amenés tous deux par le sieur Marneffe, le mari. »

En effet, pour les perquisitions à domicile, il fallait, et il faut encore, que la police soit accompagnée du Maire ou du Juge de paix.

(1) BALZAC, *Les parents pauvres : la Cousine Belle*, tome X, page 255.

« Mme Marneffe jeta des cris perçants : « La mort ! mais la police correctionnelle, jamais ! » — « Tu seras chef de bureau et officier de la Légion d'honneur, renvoie ces Messieurs, dit Hulot. »

« Nenni, dit Marneffe, il faut que ces Messieurs dressent le procès-verbal du flagrant délit, car sans cette pièce, la base de ma plainte, que deviendrai-je ? La haute Administration regorge de filouterie », et le procès-verbal fut rédigé. »

Ainsi, Marneffe, ayant en mains la preuve nécessaire pour établir le délit d'adultère, se trouvait armé vis-à-vis de son chef qui n'eût d'autres ressources que de l'élever dans la hiérarchie administrative.

Il pardonna du reste, très facilement, les torts de sa femme et de son ami, grâce à cette compensation.

Balzac, dans ce paragraphe, a le souci de se montrer vrai et là est son mérite.

De nos jours, un commissaire de police ne mettrait plus autant de bonne volonté à constater un flagrant délit ; j'ajoute que le taux de l'amende, habituellement prononcée en matière d'adultère, a notablement diminué depuis cette époque.

Le vol. L'escroquerie. — Dans le *Code des Honnêtes Gens*, Balzac nous donnera quelques exemples pittoresques de vols et d'escroqueries et s'essaiera à une classification de ces délits.

Voici d'abord *Les Petits Voleurs* : « C'est, dit-il, le nom consacré pour désigner ces malheureux prestidigitateurs qui n'exercent leurs talents que sur des objets du plus médiocre intérêt. »

« Les petits voleurs sont les apprentis du corps auquel

ils appartiennent et font leurs expériences *anima vili* (1). »

Balzac nous montre les voleurs à la tire opérer : « Le vol dont il s'agit est l'action par laquelle un objet passe d'une main dans une autre, sans effort, sans effraction, sans autres frais qu'un peu d'adresse. »

Et il conseille de ne plus porter de montres, de sacs à main, de canne, de parapluie, car ce sont les objets les plus souvent convoités par les voleurs à la tire.

Puis, viennent les vols dans les boutiques, les appartements, les restaurants, et enfin, le vol domestique.

« Ces vols sont horribles, dit-il, parce qu'ils s'appuient sur la confiance et il est difficile de s'en garantir (2). »

Les vols domestiques étaient punis, autrefois, avec une sévérité excessive. « Le Code pénal spécialisa le vol domestique, mais il l'exclut du cercle de l'aggravation en général, sauf pour les domestiques ou gens de maison et les ouvriers travaillant habituellement dans la maison où ils ont volé. »

Balzac nous donne l'opinion générale de son époque sur ces vols qui étaient sévèrement considérés et punis, parce qu'ils trahissaient sur un contrat de confiance réciproque entre le domestique et son patron.

L'un des exemples que Balzac nous donne de ces vols, est si bien imaginé, que deux jeunes gens trouvèrent tout naturel de le mettre en action.

Balzac raconte comment un soi-disant Anglais avait déposé chez une lingère crédule des crayons, en lui proposant de les vendre avec un bénéfice de cent pour cent (3).

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 13.

(2) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 18.

(3) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, pages 25 et 26.

Le lendemain, le soi-disant fils d'un proviseur de province, complice de l'Anglais, vient commander un riche trousseau à la lingère ; il avise les crayons, les achète à l'Anglais qui arrive comme par hasard ; la lingère avance l'argent de cet achat à son client qu'elle ne reverra jamais pas plus que le soi-disant Anglais.

Les jeunes gens qui avaient pris le rôle de l'Anglais et du fils du proviseur furent moins heureux ; ils se laissèrent arrêter quelques jours après avoir volé et furent condamnés en police correctionnelle.

« L'avocat général », pour tout réquisitoire, lut les pages du *Code des Honnêtes gens* et requit une peine d'autant plus sévère que les deux prévenus n'avaient fait preuve ni d'imagination, ni de talent. Ils furent condamnés à dix mois de prison (1).

Ainsi, même lorsqu'il donne libre cours à son imagination, Balzac reste en accord avec la vie réelle, tant son esprit est logique et précis.

Voici, maintenant, **les vols avec effraction.**

« La loi, dit l'auteur de *la Comédie humaine*, y attache des peines plus graves et c'est juste (2). »

« Le citoyen a pris toutes ses mesures, il dort tranquille sur la foi de sa clef, pendue avec ses breloques et, pendant qu'il repose en paix, un scélérat brise les portes, les volets, les secrétaires. »

Ce vol peut encore devenir plus grave s'il est commis la nuit et rend justiciable de la Cour d'Assises ; avant le 28 avril 1832, il pouvait entraîner la peine de mort. Balzac a écrit un véritable petit code de ces vols.

(1) Journal de Paris du 10 janvier 1825, où le jugement est consigné.

(2) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 37.

Il nous parlera aussi de l'escroquerie qui « emporte avec elle l'idée d'une certaine finesse, d'un esprit subtil, d'un caractère adroit. Là, il faut inventer, un plan, des ressorts (1).

Il nous déclare qu'« à Paris, le nombre des escrocs qui vivent sur le pied de cent mille francs par an est fabuleux » et en cela Paris n'a guère changé de nos jours quoiqu'on prétende que ces escrocs soient un mal de notre siècle.

« A côté de ces Alcibiades des escrocs, existent les mendiants qui imposent la crédulité, la pitié, la charité par des manœuvres et des mensonges punissables. »

Puis, vient l'*escroquerie au mariage*. La dot mangée en quinze jours par un prétendu de l'honnête fiancée, ou par un mari partant le soir du mariage avec la dot.

Enfin, Balzac donne l'exemple d'une dernière escroquerie : celle du bon marché.

« Les bougies à deux sous sont du suif ; il faut se connaître beaucoup en marchandises pour n'être pas dupé. »

« Ces vols sont difficilement punissables et ne donnent lieu qu'à une action civile en dommages-intérêts. »

Balzac, en ces quelques pages, nous a retracé l'histoire des vols et des escroqueries à son époque et, en les lisant, nous ne pouvons que constater qu'ils étaient aussi fréquents que de nos jours malgré une répression très sévère.

Le chantage est défini par Balzac : « Toute menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires dans le but d'extorquer soit la mise de fonds ou des valeurs ».

Ce délit, qui a dû exister de tout temps, fut seulement

(1) BALZAC, *Le Code des honnêtes gens*, tome XXI, page 27.

réprimé en 1863. Quelle était donc la situation des maîtres chanteurs sous l'empire de la législation antérieure à cette loi ?

On s'accorde à reconnaître, dit l'exposé de la loi de 1863, que le chantage qui procède par la menace de révélations ne tombe pas sous l'application de la loi. Pour celui qui procède par la menace de l'imputation d'un fait faux, on trouve çà et là quelques documents de jurisprudence.

Il fut jugé qu'on pouvait punir le chantage en l'absence de texte, comme un vol, par exemple, lorsqu'un créancier avait déterminé son débiteur à lui souscrire un engagement pour des sommes plus fortes que celles dues réellement, en le menaçant de poursuites devant les Tribunaux pour des tentatives qu'il aurait faites dans le but de supprimer le titre primitif constatant sa dette (Cassation, 11 novembre 1819) (1).

Mais ces condamnations étaient fort rares et Balzac nous décrit de façon précise l'état de choses qui existait sous la Restauration et comment les gens étaient en butte à toutes sortes de manœuvres destinées à procurer de l'argent aux escrocs.

C'est Vautrin (2) qui, de sa prison, exerce, grâce à des lettres écrites par de grandes dames à Lucien de Rubempré, un chantage qui lui permet, par la menace, de révéler cette correspondance compromettante, de se tirer sans trop d'ennuis d'un mauvais pas.

C'est La Peyrade qui, dans la pauvreté et le dénuement, a souscrit un billet de cinquante mille francs de fausses dettes et se voit constamment menacé d'une révélation

(1) Les Pandectes françaises, V^o Chantage, n^o 5 et 6.

(2) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 457.

de ce papier qui fera échouer ses projets ; en dépit de sa ruse, il ne pourra échapper à ces hommes qui ont barre sur lui (1).

Ainsi, le chantage permettait toutes sortes de manœuvres malhonnêtes que l'on ne pouvait toujours assimiler à des vols ou à des escroqueries et qui, grâce à l'impunité, se multipliaient en France.

Mais ce chantage « privé » prendra une plus grande importance grâce à la presse.

Ces actes rendaient la presse un instrument dangereux et malfaisant et dont on redoutait la puissance. Il n'existe pas jusqu'en 1819 de délit particulier de presse, dit Chassan (2).

Dans les *Illusions perdues* (3). Balzac nous cite un exemple de chantage qui permettait aux journalistes malhonnêtes de se procurer beaucoup d'argent. Pour l'auteur de *la Comédie humaine*, la presse était en grande partie entre les mains de maîtres-chanteurs redoutables, parce que le journal touchait beaucoup de monde et rendait le scandale public.

« Avant-hier, dit Lousteau, un petit journal au propriétaire duquel on avait refusé un crédit, a dit que la montre à répétition entourée de diamants, appartenant à l'une des notabilités de la capitale se trouvait, de façon bizarre, entre les mains d'un soldat de la Garde royale et promettait le récit de cette aventure digne des *Mille et une nuits*. »

(1) BALZAC, *Les Petits Bourgeois*, tome XI, page 461.

(2) CHASSAN, *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, page 9, tome I.

La presse et l'écriture, comme moyen, sous le rapport du mal, doivent donc exiger une plus grande sévérité dans la répression et par suite une différence de juridiction.

(3) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 507.

« La notabilité s'est empressée d'inviter le rédacteur en chef à dîner. Le rédacteur en chef a gagné quelque chose, mais l'histoire contemporaine a perdu l'histoire de la montre. »

Le chantage était habituel aux journaux de l'époque et Balzac déclare que toutes les fois que l'on voit la presse « acharnée après quelques gens puissants, il y a là-dessous des escomptes refusés, des services qu'on n'a pas voulu rendre » (1).

Balzac nous montre que l'homme était désarmé en présence d'insinuations souvent fausses ou ne regardant que sa vie privée et qu'une bonne loi punissant le chantage, qui devait se faire attendre jusqu'en 1863, répondait dès ce moment à un besoin pressant.

Le Code pénal avait négligé de réprimer ce délit, sans doute parce qu'en 1810, la presse avait une moins grande importance que par la suite.

Elle était devenue l'instrument le plus dangereux, puisqu'elle pouvait rendre public un scandale privé, déshonorer de braves gens sans que ceux-ci eussent le pouvoir de protester.

D'autre part, le Code pénal ne réprimait qu'un petit nombre de délits, mais de façon très sévère, et la législation en augmentant le nombre des infractions qui tombent sous le coup de la loi pénale s'est peu à peu éparpillée et affaiblie.

Aujourd'hui, nous avons de nombreux délits souvent réprimés avec une indulgence extrême qui ne donne plus assez de craintes aux malfaiteurs.

(1) Cf. CHASSAN, *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, tome I, chapitre 1, page 6.

Plainte en faux en écriture civile. — Dans *le Cabinet des Antiques* (1), à côté de la description d'un Tribunal de province, Balzac nous parle d' « un faux en écriture civile ».

Il s'agit du petit-fils du marquis d'Esgrignon qui, ayant contracté des dettes, a donné de fausses signatures.

Il est poursuivi pour faux. Balzac nous montre avec quelle circonspection on jugeait les fils de famille noble qui commettaient de semblables délits.

« En pareil cas, dit-il, les gens de justice, de concert avec le pouvoir, essaient, par mille transactions, d'étouffer une plainte qui pouvait envoyer un jeune homme imprudent aux galères. »

Ces fils de vieilles familles nobles ruinées par la Révolution, qui soutenaient leur train de vie par des miracles d'économie, se trouvaient dans la vie dépourvus de ressources, et ne voulant pas déroger aux coutumes de la noblesse par le travail, ils en étaient réduits à des expédients que l'on aurait punis sévèrement venant de tout autre. Mais, pour eux, la justice se montrait conciliante.

Cette application inégale des peines montre que le régime égalitaire établi par le Code pénal n'avait pu encore s'implanter et qu'il existait entre les justiciables des inégalités choquantes.

Du reste, Balzac nous dit que la justice n'est pas la même pour le pauvre et pour le riche.

Le Code pénal se montrait même plus indulgent pour les fautes des jeunes nobles que l'Ancien Régime où le père pouvait faire enfermer son fils lorsqu'il déshonorait son nom.

(1) BALZAC, *Le Cabinet des Antiques*, tome VII, page 86.

C'est ce que déclare le marquis d'Esgrignon lorsqu'il s'écrie : « Ils ont supprimé les lettres de cachet, qu'allons-nous devenir quand nous aurons des enfants fous ou trop mauvais sujets ? Nous ne pourrons plus les faire enfermer (1). »

Du reste, Balzac ne peut se défendre d'une admiration profonde pour cette justice équitable rendue par le père et souvent plus juste et plus efficace que celle rendue par des magistrats dévorés d'ambition et qui se servent du moindre prétexte pour obtenir une faveur du roi.

Supposition de personnes. — A côté de ce faux en écriture civile, il faut parler du faux par supposition de personnes dont Balzac nous fait une relation intéressante dans *le Député d'Arcis* (2).

Dorlange, que le marquis de Sallenaue avait reconnu pour son fils naturel, a été élu député. Sa nomination suscite bien des haines et des jalousies et l'on essaie par tous les moyens de le faire invalider.

Un avoué, consulté, propose de dire que, de concert avec le marquis de Sallenaue, Dorlange a commis un faux par supposition de personne, car il n'est pas le fils du Marquis.

Balzac profite de ces rivalités pour nous rappeler une vieille discussion juridique qui fit grand bruit au temps où il était encore étudiant en droit.

L'article 145 du Code pénal déclare que « tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux, soit par fausse signature, soit par altération des actes, soit par supposition de personnes, soit par écritures faites ou intercalées sur les

(1) BALZAC, *Le Cabinet des Antiques*, tome VII, page 131.

(2) BALZAC, *Le Député d'Arcis*, tome XIII, p. 355.

registres ou autres actes publics, sera puni des travaux forcés à perpétuité ».

Cet article ne permettait de poursuivre que les officiers publics ou les fonctionnaires et non d'autres individus. On s'était demandé si cet article pouvait contenir la condamnation d'autres personnes que les fonctionnaires publics ou si, au contraire, il fallait leur appliquer l'article 147.

Balzac nous rapporte deux arrêts de la Cour d'Assises, l'un du 7 juillet 1814, l'autre du 24 avril 1818, confirmés par la Cour de Cassation et qui ont fait jurisprudence en la matière (1).

Ces deux arrêts sont cités par Carnot dans ses *Commentaires sur le Code pénal*.

Le premier arrêt déclare que l'article 147 qui a exclusivement pour objet des faux commis dans les actes publics et authentiques par toutes les autres personnes que les fonctionnaires ou officiers publics rédacteurs de ces actes, punit les crimes commis par les individus coupables de faux par supposition de personne et leurs complices.

Il est jugé de même dans l'affaire du 28 avril 1818 (2).

« Ainsi, dit Carnot, l'on doit tenir pour bien constant que quoique l'article 147 ne se soit pas occupé du faux par supposition de personne, il n'en devient pas moins applicable aux accusés déclarés coupables de s'être présentés devant un fonctionnaire ou un officier public pour y contracter sous le nom d'un tiers une obligation ou y donner des déclarations ou décharges qui pourraient nuire à autrui. »

Cette jurisprudence avait fixé définitivement sur les

(1) BALZAC. *Le Député d'Arcis*, tome XIII, page 364.

(2) JOSEPH CARNOT, *Commentaire sur le Code pénal*, tome I, p. 458 et suiv.

différents emplois qu'on devait faire de l'article 145 et de l'article 147.

L'article 147 était seul applicable pour condamner la personne qui avait commis le faux par supposition de personne lorsque le notaire ou l'officier public n'y avait pas participé.

Auparavant, on appliquait l'article 145 à tous les cas ; on le considérait, dit Carnot, comme « étant le seul qui se fût occupé du faux commis par supposition de personnes et cela pouvait être soutenu avec quelque apparence de raison. »

Ainsi, on ne punissait plus la supposition de personnes comme une complicité de faux commis par les notaires et punie de peines très graves, mais comme un faux principal en écritures authentiques et publiques réprimé moins sévèrement.

Balzac a eu le mérite de nous rapporter cette discussion qui a servi à l'évolution du droit.

Séances sur mineur. — Les Rognon qui ont auprès d'eux leur pupille Pierrette la tourmentent, la frappent, la nourrissent à peine et finissent par la blesser grièvement à la tête (1).

Aussitôt, la rumeur publique, puis les ennemis politiques des Rognon s'emparent de cette affaire.

Pierrette, mourante, est emmenée, contre la volonté des Rognon, par sa grand'mère ; mais le tuteur réclame l'enfant au Tribunal.

L'article 392 permet au juge de déclarer que le tuteur est déchu de ses droits de garde ou de surveillance sur sa

(1) BALZAC, *Les Célibataires*, *Pierrette*, tome V, page 655.

victime. Aussi, le Tribunal déboute-t-il les Rognon de leur demande.

Du reste, si le tuteur a le droit de correction, il ne peut abuser de ce pouvoir.

L'article 309 est applicable même aux actes de violence commis par des personnes en vertu du droit de correction sur ceux qui en sont l'objet.

Un père, un tuteur, un instituteur ne peuvent infliger, sans commettre un crime ou un délit, à un enfant, pupille ou élève, des coups et blessures entraînant une incapacité de plus de vingt jours ou une infirmité permanente ou la mort.

Le Code ne punit que les violences graves, conciliant ainsi le droit de correction et la puissance paternelle.

Balzac, cependant, tout partisan qu'il soit de l'autorité du chef de famille, se déclare en faveur d'une loi qui protège plus efficacement l'enfance malheureuse.

La législation, peu à peu, défendra mieux l'enfance maltraitée ; les lois du 24 juillet 1889, du 19 avril 1898 et du 15 novembre 1921 essaieront de résoudre ce problème ; cependant, les tribunaux sont restés très timorés quand il s'agit de diminuer la puissance paternelle contre la volonté du père et de la mère.

De nos jours, on se préoccupe sérieusement de punir plus sévèrement les parents indignes.

On sent que Balzac aurait aimé la condamnation de ces affreux Rognon, mais il nous montre les difficultés d'une telle répression.

Les Rognon, poursuivis, réclament par l'entremise de l'avocat Vinet, leur rusé et odieux défenseur, l'autopsie de Pierrette afin de déceler la cause exacte de la mort.

La grand'mère de la pauvre enfant s'y oppose et les

Rognon échappent au juste châtement de leurs crimes.

Balzac s'érigera en défenseur ardent de l'enfance ; il sera le lointain artisan de nos réformes actuelles.

Balzac, dans tout ce chapitre, a montré un sens particulièrement avisé et sûr des réformes que nécessitait notre droit pénal et, comme en droit civil, nous voyons que les critiques de cet éminent juriste ont touché juste, puisque, tôt ou tard, des lois nouvelles sont venues modifier, dans le sens voulu par Balzac, les institutions de notre droit pénal.

Balzac méritait d'être étudié à ce titre de réformateur et aussi parce qu'il sait prendre sur le vif les institutions qu'il critique et qu'il nous fait revivre notre ancienne jurisprudence.

QUATRIÈME PARTIE

Droit commercial

CHAPITRE PREMIER

La faillite

Balzac a été préoccupé, dans plusieurs de ses livres, par une institution alors fort discutée : j'ai nommé la faillite.

Le clerc de M^e Guillonnet-Merville eut sans doute souvent à s'occuper des saisies et des faillites. Cette dernière institution, que Napoléon avait révisée dans le sens de la rigueur, ne donnait satisfaction à personne. Balzac, lui-même, lorsqu'il fut imprimeur, sur le point de faire faillite, se heurta à cette législation du Code de 1807 si dure pour le commerçant qui suspend ses paiements.

S'il parvint à éviter le déshonneur d'une faillite, sa vie n'en fut pas moins une lutte continuelle contre la dette.

Comment s'étonner qu'il ait connu avec une précision surprenante, le mécanisme de cette institution et qu'il ait été à même de la juger ?

César Birotteau n'est-il pas Balzac acculé à la faillite

et connaissant le désespoir des gens honnêtes qui se sont endettés et ne savent comment échapper au déshonneur ? Que Balzac se soit dépeint sous les traits du parfumeur de la Reine des fleurs est fort vraisemblable, mais ce qui nous intéresse particulièrement, c'est la minutie avec laquelle Balzac nous décrit la faillite et combien ses critiques sont avisées lorsqu'il s'attaque au Code de 1807.

A côté de *Grandeur et Décadence de César Birotteau* (1), qui est un véritable Code de la faillite, voici dans *Eugénie Grandet* (2), un père Grandet, avare et rusé, connaissant le droit et sachant profiter d'une loi trop sévère pour ne pas payer les créanciers de son frère.

Le Code de 1807 s'était montré d'une rigueur implacable pour les faillis.

Voici les raisons qui motivaient cette sévérité et que nous expose Ségur, Conseiller d'État, dans un discours qu'il fit au nom du Gouvernement à la séance du Corps législatif du 3 septembre 1807 (3).

« Les Faillites, loin d'être un sujet de honte, sont devenues un moyen de fortune dont on prend à peine le soin de déguiser la source. »

« M. Bavard Vergnière cite l'exemple d'une maison qui, jouissant d'un immense crédit et qui se livrant à un luxe effréné, manqua de 28 à 30 millions sans changer de faste. »

Le public demandait plus de sévérité, ces nombreuses banqueroutes ayant irrité l'opinion.

(1) BALZAC, *Histoire de la grandeur et de la décadence de César Birotteau*, tome VIII, page 321.

(2) BALZAC, *Eugénie Grandet*, tome V, page 219.

(3) LOCRÉ, *Esprit du Code de Commerce*, tome V, page 7.

Et l'Empereur, lui-même, ému par ces faillites scandaleuses, déclarait :

« Dans les mœurs actuelles, la sévérité devient nécessaire, les banqueroutes sauvent la fortune sans faire perdre l'honneur et voilà ce qu'il importe de détruire. »

« Qu'un failli n'affecte plus un air de triomphe ou du moins d'indifférence, qu'il se présente au public avec l'abattement d'un homme auquel il est arrivé un grand malheur ; l'incarcération du failli produira cet effet (1). »

Aussi le rapporteur de la loi sur les faillites se faisant l'écho des paroles de l'Empereur, déclarait dans l'exposé des motifs de la loi :

« Le législateur, en s'occupant d'une loi si grave, se trouve placé entre deux écueils qu'il doit également éviter : celui d'être trop sévère pour le malheur ou trop indulgent pour la mauvaise foi ; tel est l'esprit général de la loi que Sa Majesté nous ordonne de vous présenter afin d'offrir aux créanciers une garantie solide, une protection active et de réprimer le luxe scandaleux et l'impudence des spéculations hasardeuses par des peines correctionnelles appliquées à la banqueroute et d'assurer le châtiment de la mauvaise foi. »

Cet exposé montre bien le but poursuivi par la loi des faillites : la répression des scandales qu'une législation antérieure trop pitoyable ne réfrénait plus.

La loi de 1807, conçue dans cet esprit de rigueur implacable, n'eut pas les heureux résultats qu'on escomptait ; elle devint vite, en raison même de sa trop grande sévérité, une plaie pour le commerce.

(1) RENOUARD, *Traité des faillites et banqueroutes*, 1^{re} partie, ch. IV, page 415, conférer Locré, tome XIX, page 477.

Voici ce que dit Dalloz (1) dans son répertoire :

« Les auteurs du Code de Commerce avaient multiplié les précautions pour empêcher la distraction du gage des créanciers, mais ils l'avaient livré aux gens d'affaires ; ils avaient voulu éviter les progrès toujours croissants des faillites, cette grande plaie du commerce, et, par la sévérité des peines, ils avaient assuré l'impunité du débiteur de mauvaise foi. Ils avaient placé le failli dans un état de suspicion au lieu de le considérer comme un débiteur honnête et malheureux, digne, jusqu'à preuve contraire, de la commisération de ses créanciers. »

La loi avait dépassé le but qu'elle s'était proposé et la pratique avait peu à peu tourné les prescriptions du Code tant elles étaient sévères pour le failli, ruineuses pour les créanciers.

Aussi, dès le 22 mai 1826, une circulaire adressée aux Cours d'Appel, aux Chambres de Commerce, aux Tribunaux par le Ministre de la Justice Peyronnet, leur demandait des observations motivées et développées touchant les modifications que la loi sur les faillites serait susceptible de recevoir dans l'intérêt général du commerce.

Ces observations furent recueillies avec soin au Ministère de la Justice.

C'est à cette époque, où les réclamations, les observations partaient de tous les coins de la France pour l'élaboration d'une loi nouvelle sur les faillites, que Balzac écrivit *Grandeur et Décadence de César Birotteau*.

Balzac, ému par les revendications de ses contemporains, blessé lui-même par une législation trop sévère,

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Faillite, n^o 29, page 13.

se mêlera à cette discussion qui passionnait l'opinion.

On trouvera, dans les ouvrages où il traite de la faillite, une partie descriptive particulièrement exacte et une partie critique très âpre de cette institution.

Il sera, nous dit-il, le spectateur caché dans la coulisse, nous montrant la pièce scandaleuse qui se joue derrière la scène et bien différente de celle qu'aperçoivent les spectateurs non avertis.

Il nous dira que la cause de cette malhonnêteté, de ces tromperies, réside dans la loi et réclamera une complète réorganisation de la faillite.

Je n'insisterai pas sur le bon sens et la finesse juridiques des observations de Balzac que nous trouverons dans ce chapitre, bien que Percerou, dans son *Manuel sur le droit commercial*, les ait taxées de plus humoristiques que juridiques (1).

Une simple comparaison avec d'autres œuvres critiques de cette époque montrera la réelle valeur de Balzac juriste qui sait voir les faits avec objectivité et vérité, bien qu'il ressente l'indignation de l'honnête commerçant qui va être pris au piège d'une loi trop sévère.

Description de la faillite. — C'est la faillite d'un honnête homme, d'un commerçant intègre et scrupuleux que nous décrira Balzac.

César Birotteau, parfumeur de la « Reine des Fleurs », s'est enrichi par son travail, par son économie ; c'est un brave commerçant d'intelligence moyenne qui se laisse un jour

(1) PERCEROU, *Des faillites et banqueroutes*, page 38, note 1.

griser par sa réussite et fait quelques dépenses assez peu raisonnables qui permettront, par la suite, à ses ennemis de l'acculer à la faillite et de le menacer de la banqueroute.

A ce moment, en effet, le notaire Roguin, dépositaire d'une grosse partie des fonds de Birotteau, s'enfuit avec l'argent de ses clients, et César, dont le crédit est ruiné par des calomnies, se voit acculé à suspendre ses paiements et à déposer son bilan.

Là est un drame psychologique poignant, celui du commerçant affolé, ne pouvant plus faire face aux échéances, n'ayant plus de crédit dans les banques, ne pouvant payer son loyer, trouvant toutes les portes fermées devant lui, alors qu'il se croyait de vrais amis.

Là est aussi le drame judiciaire.

Voici ce que dit Pillerault, l'oncle du parfumeur, de la situation commerciale de César.

« J'ai passé deux heures à la Bourse ; tu n'as pas pour deux liards de crédit ; tout le monde parlait de ton désastre, de renouvellements refusés, de tes tentatives auprès de plusieurs banquiers, de leurs refus, de tes folies, ton bal pour cacher la gêne. On va jusqu'à dire que tu n'avais rien chez Roguin. Roguin serait un prétexte. Enfin, toutes les calomnies et les médisances (1) ! »

« Mon neveu, du courage, il faut déposer ton bilan. »

L'oncle Pillerault fait alors le recensement de l'actif ; il conseille à son neveu de l'abandonner aux créanciers et de laisser vendre son fonds.

Une fois le bilan préparé, César le signe.

Puis, voici l'apparition de l'agent Molineux, nommé

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 534.

par le Tribunal de Commerce, créancier de la faillite puisqu'il est le propriétaire de la maison de commerce et que le loyer lui est dû ; il répond aux exigences de l'article 456 qui veut que l'agent soit nommé par le Tribunal et choisi souvent parmi les créanciers présumés.

L'agent vérifie alors l'inventaire.

« Après avoir déposé son bilan, dit Balzac, un commerçant, avant de reparaître, doit attendre un sauf-conduit que jamais ni juge-commissaire, ni créanciers n'ont refusé, car s'il était rencontré sans cet exéat, il serait mis en prison, tandis que, muni de cette sauvegarde, il se promène en parlementaire dans le camp ennemi (1). »

Cette phrase est tout à fait conforme aux articles 466-468 du Code de Commerce. Sans ce sauf-conduit, délivré par le juge-commissaire, le failli serait emprisonné, et Balzac nous fait remarquer très justement qu'il était très rare qu'on refusât sa liberté à un commerçant qui avait déposé son bilan.

En effet, la loi voulait que le failli ait intérêt à déposer son bilan afin d'éviter qu'il ne gaspille son actif en des spéculations désespérées. Aussi, ne l'emprisonnait-on que rarement, tandis que s'il ne déposait pas son bilan, la prison pour dettes l'attendait infailliblement à la première plainte de ses créanciers.

Voici un troisième personnage qui apparaît : le juge-commissaire nommé par le Tribunal de Commerce et qui a pour mission de « veiller aux intérêts de la masse des créanciers inconnus et doit aussi protéger le failli contre les entreprises vexatoires des créanciers (2) ».

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 553.

(2) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 553.

Balzac nous fait alors entrer dans le drame véritable de la faillite qu'il décompose en trois actes distincts :

« l'acte de l'agent » ;

« l'acte du syndic » ;

« l'acte du concordat ».

« L'agent investi par le juge-commissaire (Balzac ne commet pas une erreur puisqu'il nous a dit plus haut que le Tribunal nommait les agents) met la main sur les fonds, les valeurs, les marchandises en vérifiant l'actif porté dans le bilan. »

Le rôle éphémère de l'agent prend fin par une convocation de tous les créanciers, « laquelle se fait au son de trompe des annonces dans les journaux ».

« Les créanciers vrais ou faux sont tenus d'accourir et de se réunir afin de nommer les syndics provisoires (1). »

On pourrait croire, en lisant cette phrase, que Balzac se trompe puisque les syndics provisoires sont nommés par le Tribunal de Commerce sur présentation d'une liste faite par les créanciers, mais il n'en est rien ; il nous montre simplement qu'en réalité ce sont les créanciers qui nomment les syndics, car le Tribunal ne fait que ratifier le choix qu'ils ont fait dans leur assemblée (2).

Balzac nous décrit alors l'élection des syndics par l'Assemblée des créanciers.

« Les créanciers faux ou vrais se présentent pour désigner les syndics provisoires.

« Dans cette assemblée, les électeurs proposent pour candidats les créanciers, parmi lesquels le juge-commissaire, Président sans pouvoir, est tenu de choisir les syndics (3). »

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 553.

(2) PERCEROU, *Des faillites et banqueroutes*, page 35, note 1.

(3) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 556.

Balzac nous montre la pratique de ces affaires de faillite : le juge-commissaire et le Tribunal ont un rôle très effacé. Ils ne font que se conformer le plus souvent à l'avis des créanciers.

Balzac critique, du reste, cette assemblée où tous les créanciers, même pour des sommes minimales, votent et ont le même pouvoir que les créanciers importants.

« Les syndics provisoires remplacent alors l'agent, se chaussent avec les souliers du failli, deviennent, par une fiction de la loi, le failli lui-même et peuvent tout liquider, tout vendre, transiger sur tout, enfin fondre la cloche au profit des créanciers, si le failli ne s'y oppose pas (1).

Le syndic, en effet, à partir de sa nomination, existe seul en présence des créanciers ; seul, il peut vendre, faire des recouvrements, défendre à des actions mobilières.

« Le syndic vérifie les créances actives et les créances passives pendant trois mois environ. Il est le maître absolu pendant son règne », nous dira Balzac, tout en critiquant le rôle effacé du juge-commissaire et du Tribunal.

« Les syndics de la faillite de César Birotteau étaient MM. Bidault, et Molineux, homme tracassier et insupportable. »

L'actif qu'ils établirent représentait environ 50 % du passif ; il s'agissait d'une faillite honnête.

Puis, Balzac nous apprend que la plupart des faillites parisiennes s'arrêtent aux syndics provisoires.

Il va nous expliquer pourquoi la pratique ne répond pas exactement à la procédure que la loi a instituée et ces points

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 553.

où Balzac nous montre les divergences entre la pratique et la théorie sont particulièrement intéressants.

« La nomination d'un ou plusieurs syndics définitifs, nous dit-il, est un des actes les plus passionnés auxquels puissent se livrer des créanciers altérés de vengeance, trompés, volés, dindonnés, attrapés, turlupinés, bafoués et joués . »

Il n'est pas à Paris de passion commerciale qui vive quatre-vingt-dix jours. Tous les créanciers exténués de fatigue par les marches et contre-marches qu'exige une faillite, dorment auprès de leurs excellentes petites femmes (1). »

Ceci peut aider les étrangers à comprendre combien en France, le provisoire est définitif. Sur mille syndics provisoires, il n'en est pas cinq qui deviennent définitifs et le concordat est conclu après le rapport des syndics provisoires. »

Ainsi, d'elle-même, la pratique simplifiait les formalités que la loi avait imposées à la faillite ; elle essayait de rendre moins longue une procédure compliquée.

Voici, maintenant, l'assemblée des créanciers convoqués par les syndics provisoires.

« A cette assemblée, le négociant doit comparaître (2). »

La loi sur ce point est précise ; le négociant qui refuse de comparaître peut, pour ce seul fait, être traduit en correctionnelle sous la prévention de banqueroute simple. »

Bédarride déclare, en effet, « que l'absence du failli au concordat peut faire présumer une fraude » (3).

« Chaque créancier peut se faire représenter à l'assem-

(1) BALZAC *César Birotteau*, tome VIII, page 554.

(2) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 566.

(3) BÉDARRIDE, *Traité des faillites et banqueroutes*, tome I^{er}, page 490, n^o 513.

blée, mais cette faculté n'est accordée au failli que si les motifs qui l'empêchent de comparaître sont déclarés valables et approuvés par le juge-commissaire.

« Cette assemblée n'est pas une cérémonie importante, sauf dans des cas déterminés, par exemple s'il y a dissidence entre des créanciers favorisés et des créanciers lésés ; si le concordat est *ultra* voleur et que le failli ait besoin d'une majorité douteuse. »

Et ceci fait dire à César Birotteau, ancien juge au Tribunal de Commerce :

« On est encore honnête homme en déposant son bilan, mais on sort fripon d'une assemblée de créanciers. »

Cette assemblée n'est encore importante, que s'il y a lieu de déposséder un fripon et de faire un contrat d'union.

Mais le contrat d'union est encore assez rare, car souvent les créanciers n'en retirent pas plus que ne leur offre le failli fripon.

Aujourd'hui, au contraire, il y a plus de faillites terminées par union que par concordat. Cela vient de ce que la plupart des débiteurs malheureux mais honnêtes obtiennent au début de la procédure le bénéfice de la liquidation judiciaire.

« Dans le cas d'une faillite où tout est réalisé comme dans le cas d'une faillite où le fripon a tout arrangé, l'assemblée n'est qu'une formalité. »

Et Balzac nous fait remarquer dans la faillite honnête de César Birotteau, que seuls les agréés se présentèrent pour leurs clients afin d'éviter au parfumeur de se trouver en face de ses créanciers et aussi parce que cela se pratiquait ainsi dans une faillite honnête, où la pitié avait remplacé la colère des premières heures.

Du reste, l'article 517 déclare que les créanciers peuvent

se faire représenter à condition que le commissaire vérifie les pouvoirs de ceux qui s'y présentent comme fondés de procuration.

A l'assemblée des créanciers, César Birotteau ne se trouva donc en présence que de Camusot, président de l'assemblée en tant que juge-commissaire, des syndics et des agréés pour le compte de leurs clients.

Ne restent à cette assemblée, que nous aurions pu croire pleine de passion, que quelques hommes de loi pondérés, confectionnant un concordat qui est arrêté à l'avance.

Là, Balzac se révèle un véritable historien du droit. Il a préféré à une scène qu'il aurait pu nous décrire avec toute sa fougue et son imagination romanesque, la vérité aussi simple fût-elle (1).

Puis, voici le concordat qui est signé par les créanciers et le débiteur.

« C'est un traité de paix, dit Balzac, sorte de transaction ; ce mot de concordat montre assez que la concorde règne après la tempête soulevée par des intérêts violemment contrariés. »

« Le concordat qui remet au négociant une partie de sa dette et lui rend ses affaires, doit être voté par une certaine majorité de sommes et de personnes », et ceci est absolument conforme à l'article 519 du Code de Commerce (2).

« Moyennant l'abandon de vos valeurs, dit le juge Popinot, vos créanciers vous font remise du restant de leurs créances, votre concordat est conçu dans des termes qui peuvent adoucir votre chagrin ; votre agréé le fera homologuer. »

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 567.

(2) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 567.

Cette homologation ne devait présenter aucune difficulté puisque le concordat était accordé à l'unanimité.

Toute cette partie descriptive de la faillite montre le réel souci de la vérité qu'avait Balzac ; il préfère aux scènes pathétiques et romanesques, les scènes vécues et il nous confirme dans cette opinion qu'il est avant tout un historien du Droit, qui nous relate des faits, des scènes réelles et vécues.

Critique de la faillite. — Mais Balzac ne se borne pas à cette description si précise de la faillite, il nous en fait une critique très sévère.

Il sait trouver, grâce à l'expérience personnelle qu'il fut sur le point de faire de cette institution, les arguments qui l'attaquent d'une façon très juste. « Cette loi ne sait, dit-il, ni ménager les intérêts des créanciers, ni protéger le failli. »

Nous comparerons ces critiques à celles qui ont été généralement adressées à la loi sur les faillites à l'époque où fut écrit *Grandeur et décadence de César Birotteau* et nous verrons que l'auteur a su faire preuve de modération et résumer l'essentiel des objections que soulevait cette loi.

A ce résumé, Balzac ajoute des impressions personnelles, plus intéressantes encore, puisque plus nouvelles ; en réalité, c'est un tableau vivant et réel des fraudes que la législation trop sévère autorisait, que nous donne Balzac.

Il a préparé la nouvelle réglementation des faillites en jugeant sévèrement une loi vieillie et ne répondant plus aux besoins de l'époque.

Balzac nous présente la faillite comme une pièce de théâtre qui offre un double spectacle : « Il y a sa mise en scène pour le public et ses moyens cachés ; il y a la représentation vue du parterre et la représentation vue des coulisses. »

« Dans les coulisses sont le failli et son agréé (l'avoué des commerçants) les syndics et l'agent, enfin le juge-commissaire. »

Et ces personnages dont Balzac nous a montré le rôle apparent, le rôle que la loi leur assigne, dans la première partie de ce chapitre, ont un tout autre emploi pour le spectateur placé dans les coulisses du théâtre.

Nous voyons, tout d'abord, le juge-commissaire « qui veille aux intérêts de la masse des créanciers et doit aussi protéger le failli contre les entreprises vexatoires de ses créanciers irrités (double rôle qui pourrait être magnifique à jouer) ; il ne dispose que de très peu de temps pour s'occuper des affaires de la faillite et se montre souvent très indulgent (1).

En effet, un juge au Tribunal de Commerce est un commerçant.

Ce juge peut craindre à tout moment sa justice pour lui-même ; « Paris a vu, dit Balzac, le Président de son Tribunal être forcé de déposer son bilan ».

Ce juge ne sera donc pas tout à fait impartial ; il s'apitoiera sur un sort qui peut être le sien, s'il ne gouverne pas bien ses propres affaires ; d'autres fois, au contraire, appartenant à une autre catégorie de commerçants que le failli, il peut se montrer trop sévère.

D'autre part, au lieu d'être un vieux négociant retiré des affaires et pour qui « la magistrature consulaire serait la récompense d'une vie pure », ce juge est un commerçant surchargé d'énormes entreprises, à la tête d'une importante maison.

On choisit souvent les juges au Tribunal de Commerce parmi les gros commerçants de la ville ; « aussi le commer-

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, p. 558.

gant qui a beaucoup de peine à conduire ses propres affaires, n'apportera que peu d'attention et peu de temps à juger les avalanches de procès commerciaux qui roulent incessamment dans la capitale (1) ».

Balzac propose que le Tribunal de Commerce, au lieu d'être composé de commerçants en exercice, soit réservé aux commerçants retirés, élus par leurs pairs.

« Le négociant s'élèverait ainsi sans ridicule aux régions de la noblesse. »

Cette composition du Tribunal de Commerce est assez séduisante. On voit le commerçant riche, retiré des affaires, fortune faite, ayant l'esprit libéré des soucis personnels, consacrer ses loisirs à arranger les affaires des autres, grâce à la connaissance sûre et avertie qu'il a des choses du commerce.

Balzac, ici, entre dans le vif d'une discussion qui passionne encore à l'heure actuelle certains juristes.

Bédarride, dans son commentaire de la loi du 28 mai 1836 sur la faillite, critique, lui aussi, la composition du Tribunal de Commerce :

« Les tribunaux de commerce ne peuvent juger les faits qui leur sont déférés que sous le rapport commercial. Reconnaitraient-ils la fraude qu'ils ne pourraient la réprimer que relativement aux intérêts de la partie lésée. La Société n'a auprès d'eux aucun représentant spécialement chargé de la défendre. « Les juges sont eux-mêmes les égaux et souvent les amis de ceux qu'ils sont appelés à juger aujourd'hui, et, malgré eux, cette amitié égarera la justice et leur fera facilement prendre le change sur la nature des actes qu'ils ont à juger » (2).

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 555.

(2) BÉDARRIDE, *Traité des faillites et banqueroutes*, page 7.

« Nous ne saurions donc approuver qu'on ait étendu la compétence des Tribunaux de Commerce ; il eût mieux valu, à notre avis, distraire de leur juridiction tout ce qui concerne les faillites. »

Ainsi, pour les mêmes raisons que nous a exposées Balzac et qu'on pourrait croire copiées sur elles, Bédarride réproouve cette justice rendue en famille, entre amis, dans des cas aussi graves que celui de la faillite, car le juge n'est pas assez indépendant vis-à-vis des plaideurs pour pouvoir apprécier sainement et sans parti pris ces conflits.

Balzac ne se montre pas moins sévère vis-à-vis de l'agent et de son rôle court et inutile.

« L'agent, dit-il, est l'homme des créanciers ; il peut être lui-même un créancier de la faillite, mais il peut devenir l'homme du débiteur (1). »

Ainsi, l'agent qui rédige le bilan, acte décisif de la faillite, qui rend compte de l'état des affaires du commerçant en mauvaise posture, intrigue pour se faire avantager par le failli, s'il est créancier, et peut devenir l'homme du débiteur.

Et le failli aura tout intérêt à se concilier l'agent dont dépend souvent son sort.

Dans d'autres cas, l'agent essaie de « s'utiliser des deux côtés, soit en n'incendiant pas les affaires du failli, soit en attrapant quelque chose pour les gens influents ; il ménage donc la chèvre et le chou et tourne vers le râtelier le mieux garni.

« Il peut, en rachetant ses créances, relever le commerçant, il peut même faire rapporter le jugement de faillite en rachetant les créances (naturellement à bas prix) et relever le négociant qui rebondit comme une balle. »

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 555.

Ce double rôle est odieux et décisif pour les affaires du failli ; aussi les quinze jours pendant lesquels règne l'agent et où il est le véritable maître de la faillite, sont-ils souvent mis à profit par le commerçant endetté.

Ce rôle était si connu du Tribunal de Commerce qu' « au lieu de choisir l'homme que présentaient les agréés, souvent payés par le débiteur, les juges s'arrangeaient pour prendre un autre agent que celui qui leur était présenté ».

Mais, malgré cette clairvoyance des juges et ces moyens employés dans la pratique des faillites, il n'en restait pas moins que l'agent avait un rôle très critiqué et que la loi de 1838 allait supprimer.

Aujourd'hui, le nouveau décret-loi du 8 août 1935 permet même au Tribunal de nommer les syndics *définitifs* sans consulter les créanciers (1).

Certes, ce n'est pas en invoquant les motifs donnés par Balzac que le rapporteur de la loi de 1838 allait nous expliquer la disparition de l'agence.

« L'agent, dit-il, a été supprimé pour simplifier et unifier les rôles des diverses personnes administrant la faillite. »

Bédarride déclare lui aussi que « la suppression de l'agence était une économie de temps incontestable et qu'elle avait en outre l'immense avantage de rendre moins compliqués les rouages de l'administration de la faillite (2). »

Ces motifs véritables et avoués pesèrent peut-être moins dans l'esprit de ceux qui présentèrent la loi nouvelle que ceux que Balzac nous rapporte.

Balzac, qui n'était pas magistrat, n'était pas tenu à une certaine retenue dans ses paroles ; il était le journa-

(1) Cf. RENOARD, *Traité sur les faillites, Rapport de M. Quenault*, page 413, tome I.

(2) BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, tome I^{er}, page 179.

liste animé d'esprit critique qui, des coulisses, assiste à une scène scandaleuse et que, en enfant terrible, il s'empresse de raconter.

Balzac ne critiquera pas moins la nomination des syndics provisoires.

Ce sont les créanciers réunis en assemblée qui forment une liste sur laquelle le Tribunal choisira les syndics.

« Or, dans cette assemblée électorale, déclare-t-il, ont droit de voter ceux auxquels il est dû cinquante sous comme les créanciers de cinq cent mille francs ; cela permet au failli d'introduire de faux électeurs, les seuls qui ne manquent jamais (1). »

Aussi le failli fait presque toujours nommer les syndics qu'il lui convient d'avoir.

Pour Balzac, le syndic « est un créancier couvert » ; il est l'homme du failli ou, tout au moins, tout lui est égal, et il ne cherche pas à donner aux créanciers une part aussi importante que possible de leur créance.

Bédarride vient confirmer ces affirmations de Balzac.

« On a vu, dit-il, quelquefois des syndics, par une collusion coupable avec le failli, tromper les créanciers par un faux exposé et les amener à consentir un concordat dont l'obtention leur était payée, par des traités particuliers s'ils étaient créanciers, par d'autres faveurs, s'ils ne l'étaient pas. »

« Sous le Code de commerce, cet abus était très difficile à réprimer, le rapport des syndics ne laissant aucune trace ; il était difficile de le convaincre d'inexactitude alors même que celle-ci se manifestait plus tard aux parties intéressées (2). »

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 556.

(2) BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, tome 1^{er}, page 184.

« La loi nouvelle rendit ces abus moins à craindre, elle en prépara la répression par le devoir qu'elle impose aux parties de rédiger leur rapport par écrit et de le remettre signé entre les mains du juge-commissaire et ce rapport engage la responsabilité des syndics (1). »

Si l'on rapportait la preuve que les syndics avaient altéré la vérité en faveur du failli, les créanciers pouvaient obtenir contre eux la réparation du préjudice causé par cette forfaiture.

Bédarride nous dit que « la sanction est la nullité du Concordat si les termes du rapport ont été préparés entre failli et syndic ; il faut pour cela le concours direct du failli au faux rapport ».

La loi de 1838 a donc tenu compte des observations présentées par Balzac.

Mais il y avait encore une autre manière pour les syndics de tirer partie de la faillite ; les deniers provenant des versements opérés par les syndics sont déposés dans une caisse à double serrure, l'une au syndic, l'autre à un créancier désigné par le juge-commissaire.

« Les syndics, déclare Balzac, n'hésitaient pas à faire valoir à leur profit les deniers appartenant à la faillite ; ils les plaçaient chez des banquiers en attendant une répartition qu'à cause de cela ils retardaient le plus possible. »

La loi de 1838 a reconnu le bien-fondé de cette observation puisque la nouvelle législation déclare que « dans les trois jours de leur réception, les deniers doivent être versés à la Caisse des dépôts et consignations (2) ».

Cependant, Balzac reconnaît que dans le petit commerce, cette fraude est rare ; il y aurait, du reste, de

(1) BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, tome I^{er}, page 513.

(2) Cf. BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, page 401.

grands risques et de petits avantages à se montrer un syndic malhonnête.

« Quand un petit boutiquier a déposé son bilan, le pauvre honnête homme a vendu le châle de sa femme, a engagé son argenterie, a fait flèche de tout bois et a succombé les mains vides, ruiné, sans argent pour payer l'agréé qui se soucie fort peu de lui (1). »

A ces faillites honnêtes du petit commerce et qui inspirent plus de pitié que de blâme, la loi de 1838 devait apporter un adoucissement ; « les syndics pourront, dit Bédarride, avec l'autorisation du juge-commissaire, excepter des scellés, les vêtements, hardes, meubles et effets nécessaires au failli et à sa famille dont il lui sera fait remise sans retarder la délivrance de ces objets après le contrat d'union comme le décrétait le Code de commerce. »

Balzac en arrive au concordat et il nous enseigne la façon dont les créanciers sont souvent obligés de l'accorder à cause des manœuvres du failli :

« La manœuvre habituelle et vulgaire, dit-il, consiste à offrir à la portion des créanciers, qui fait la majorité voulue par la loi, des primes à payer par le débiteur, en outre des dividendes consentis par le concordat (2). »

Cette fraude se pratique encore de nos jours et il est difficile d'y remédier.

« Quoique les juges éclairés par un long usage essaient de moraliser la faillite en annulant les effets entachés de fraude et comme les faillis ont intérêt à se plaindre de cette extorsion, les juges espèrent ainsi moraliser la faillite. »

L'article 526 permettait aussi au Tribunal de commerce

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 556.

(2) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 556.

de ne pas homologuer le concordat et de renvoyer le failli devant le magistrat de sûreté tenu de poursuivre d'office, en cas d'inconduite ou de fraude; mais Bédaride déclare que les faillis rencontraient en Cour d'assises une indulgence incroyable.

« Une autre manœuvre, à laquelle on doit l'expression de créanciers sérieux et légitimes, consistait, dit Balzac, à créer des créances et à introduire un certain nombre de personnes sous la peau desquelles se cache le failli; cela diminue d'autant le dividende des créanciers véritables et crée au failli des ressources pour l'avenir, tout en ménageant la quantité de voix et la somme nécessaire pour obtenir son concordat (1).

La fraude est, ici, plus complète puisque, non content de payer une prime à la majorité pour obtenir son concordat le failli se réserve des ressources.

« Il est difficile de déjouer les créanciers gais et illégitimes car, pour cela, il faut fouiller les livres, obtenir par autorité de justice, l'apport de ceux du faux créancier, aller, venir, chauffer beaucoup de cœurs froids. »

A côté des manœuvres des syndics et du failli, existent celles des créanciers véritables qui vont trouver des créanciers très niais ou très occupés. « Ils leur peignent la faillite en laid et leur achètent leurs créances la moitié de ce qu'elles vaudront à la liquidation et retrouvent alors leur argent par le dividende de leurs créances et la moitié, le tiers ou le quart gagné sur les créances achetées. »

Le créancier ne songe qu'à se couvrir.

« Heureux le négociant qui se glisse par la fenêtre et grossit sa part. »

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 557.

Balzac nous cite cette faillite où « les magistrats en compte-courant avec le failli, s'étaient donné des manteaux en caoutchouc si pesants, que force fut, pour suspicion légitime, de déférer le jugement de la faillite à un autre Tribunal. »

Cette critique vient renforcer celle que Balzac a élevée contre l'attribution de la faillite aux juridictions consulaires.

Après cet exposé pessimiste et malheureusement très juste des fraudes auxquelles donne lieu une faillite, Balzac nous présentera des observations d'ordre plus général et se rapportant toutes à des constatations de lenteurs dans la procédure et de gâchis.

Le Code de 1807 en est la cause ; avec « ses changements continuels dans la personne qui s'occupe de la faillite, la lenteur de la procédure, les frais très onéreux qu'elle entraîne, les fraudes trop faciles qu'elle permet étaient un danger pour les créanciers. Aussi, la plupart du temps préférait-on un arrangement à une faillite ».

Balzac est, sur ce point, d'accord avec de nombreux juristes de son époque.

« Cet effroyable gâchis commercial est si bien apprécié à Paris qu'à moins d'être intéressé dans la faillite pour une somme capitale, tout négociant, quelque peu affairé qu'il soit, accepte la faillite comme un sinistre sans assurance et passe la perte au compte des profits et pertes (1). »

« Les gros négociants ne déposent plus leur bilan ; ils liquident à l'amiable. Les créanciers donnent quittance en prenant ce qu'on leur offre. On évite ainsi le déshonneur, les délais judiciaires, les honoraires d'agréés, les dépréciations des marchandises, chacun croit que la faillite don-

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 559.

nerait moins que la liquidation. Il y a plus de liquidations que de faillites à Paris. »

Le Conseiller rapporteur de la loi de 1838 (1) est en accord sur ce point avec Balzac. On croit lire un passage de *César Birotteau* lorsqu'il déclare : « La loi trop sévère pour le failli, les délais trop longs, la procédure trop lente, la fermeture des magasins enlèvent le meilleur de l'actif de la faillite ».

« Mais, l'excès de sévérité se retourne contre les créanciers ; ceux-ci, craignant de voir l'actif diminuer par la longue procédure, préfèrent accepter les conditions que leur propose le commerçant qui fait de mauvaises affaires. Ils préfèrent un arrangement amiable à une loi qui ne les protège pas (2). »

Balzac, convaincu par l'expérience que les faillites sont une mauvaise chose pour le failli et surtout pour les créanciers, qui ne trouvent qu'un actif entièrement réduit par une procédure coûteuse, nous parlera dans un autre de ses livres, *Eugénie Grandet*, de cette liquidation qui semble avoir eu tous les suffrages du commerce parisien à cette époque.

Le père Grandet, vieil avare rusé, va profiter de la défaveur de la faillite pour arranger les affaires compromises de son frère qui s'est suicidé en se voyant sur le point de ne plus pouvoir faire face à ses échéances.

Pour cela, le père Grandet ne veut rien déboursier ; il se propose simplement de faire dire aux créanciers ces simples mots :

« Patientez, Grandet paiera. »

(1) Rapport de Quenault, Dalloz, Répertoire, V^o Faillite, page 14.

(2) BALZAC, *Eugénie Grandet*, tome V, page 306.

Il dépêche un de ses amis à Paris qui est chargé de cette commission : « M. Grandet, de Saumur, aime son frère, il a de bonnes intentions, ne déclarez pas la faillite, assemblez-vous, nommez des liquidateurs ; vous aurez d'avantage en liquidant qu'en laissant les gens de justice y mettre le nez. »

Et cette ruse réussit parfaitement, tant les frais étaient élevés et absorbaient une grosse part de l'actif.

Bédarride nous dit que « le Code de Commerce n'avait pris aucun moyen pour amener à une solution quelconque les faillites dans lesquelles l'actif ne pouvait faire face aux frais de liquidation. Il résultait de cet état de choses que les faillites étaient interminables, que les créanciers découragés, finissaient par faire le sacrifice de ce qui leur était dû et que le failli était dégagé de toute crainte d'une poursuite parce qu'il était dans les liens de la faillite et il ne payait jamais rien (1). »

Ainsi un commerçant n'avait qu'à dévorer tout son actif pour échapper à la faillite ; on arrivait au résultat inverse de ce qu'avait voulu le législateur.

Aussi le Président du Tribunal peut dire au père Grandet, son ami : « Je suis d'avis que, dans quelques mois de temps, on pourra racheter les créances pour une somme et payer intégralement par arrangement. Et comme il n'y a pas de déclaration de faillite, vous deviendrez blanc comme neige. »

Ces liquidations étaient un remède qu'avait trouvé la pratique pour tourner la loi sur les faillites ; plus tard, le législateur en fixa les règles et elles devinrent la liquidation judiciaire.

(1) BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, n° 695, 696.

Voici comment on procédait à cette époque :

« Si le négociant ne dépose pas son bilan, si aucun négociant ne requiert du Tribunal un jugement qui déclare le susdit négociant en faillite, qu'arrive-t-il ? Alors le négociant ou la famille du décédé liquident. »

« Cette liquidation ne se négocie qu'à tant pour cent de perte et souvent la perte est importante. Mais on préfère la supporter que de subir les lenteurs et les frais de faillite. »

« Les effets, poursuit Balzac, sont rachetés par un ami, les créanciers n'ayant été contraints par aucune violence à les céder, la liquidation est opérée (1). »

Mais, en réalité, les commerçants étaient contraints de *subir cette perte*, souvent très importante.

La loi de 1809, instituée par le Code de Commerce, était donc inefficace, une réforme s'imposait.

Balzac nous a fait ressortir les principaux reproches que l'on adressait à cette législation. Trop de sévérité, une lenteur excessive, de grands frais, les nombreuses personnes qui, successivement, géraient la faillite en l'exploitant, tels sont les principaux griefs que l'on a adressés à cette institution et auxquels la loi de 1838 allait essayer de porter remède.

Cette loi, aujourd'hui, est taxée d'indulgence ; elle ne répond plus aux besoins présents.

Peut-être, faut-il conclure avec Renouard :

« On impute facilement à la loi les maux qui dérivent de la nécessité à laquelle la loi doit obéir, et comme dans aucun temps ni dans aucun pays du monde une loi n'empêche qu'une faillite soit une fort mauvaise affaire, il est

(1) BALZAC, *Eugénie Grandet*, tome V, page 305.

à présumer que partout et toujours on se plaindra des législations sur les faillites. »

Il n'en reste pas moins que Balzac, en se faisant l'écho intelligent et perspicace des revendications de son époque, a fait œuvre d'historien du droit.

CHAPITRE II

La réhabilitation

César Birotteau, failli, supportait avec peine les incapacités qu'entraînait pour lui sa condition, le privant de droits nombreux et de l'estime de lui-même.

Les incapacités passent inaperçues tant que le débiteur a la préoccupation de la procédure de la faillite, mais leur poids s'aggrave avec le temps et finit même par devenir intolérable pour l'homme qui se voit ignominieusement distingué des autres citoyens.

Aussi le législateur encourage-t-il la réhabilitation qui replace le failli dans une position honorable et qui est avantageuse pour les créanciers puisqu'elle amène le paiement intégral des sommes qui leur sont dues.

Popinot, futur gendre de l'ancien parfumeur, avança la somme nécessaire pour payer les créanciers, les quittances furent préparées par le notaire M^e Crottat, car « les actes authentiques, dit Balzac, sont irrécusables ».

Les créanciers payés, César fit une demande de réhabilitation et toutes les pièces à l'appui furent déposées au Parquet du Procureur général de la Cour royale de Paris (1).

« Pendant le mois que durèrent les formalités, Birotteau fut agité de mouvements fébriles et cependant il avait soldé tous ses créanciers. »

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 585.

A cette époque, en effet, deux doctrines étaient en présence :

La première déclarait : « Une fois les créanciers intégralement payés, le failli est réhabilité de plein droit. »

La deuxième, au contraire, disait que la condition du paiement est nécessaire, mais pas suffisante, et que le Tribunal reste juge de la moralité de la faillite, qu'il exerce un véritable droit de grâce qu'il peut refuser s'il croit que la réhabilitation pourrait être réprouvée par l'opinion.

Quelle était de ces deux thèses celle que l'on appliquait le plus fréquemment ?

Lors de la rédaction du Code de Commerce, Merlin, au Conseil d'État, avait dit que « les créanciers payés, la réhabilitation était de plein droit par la seule force de la loi et sans qu'il soit besoin qu'aucune autorité l'accorde. Il ne s'agit donc que de faire vérifier les faits, d'examiner si l'état de faillite subsiste encore ou s'il a cessé. Ce n'est point une grâce à accorder, c'est un simple jugement à rendre (1). »

A ces mots s'oppose cette phrase écrite par Balzac : « La réhabilitation est une cérémonie unique, car le condamné ne peut être que gracié (2). »

Bédarride, tout en déclarant que seul l'esprit dans lequel la loi sur la réhabilitation a été faite doit présider à son application, nous renseigne néanmoins sur l'opinion de Dalloz et de Boulay-Paty qui sont favorables à l'opinion émise par Balzac.

Dalloz disait que « la réhabilitation est une affaire de conscience pour le juge, qu'elle peut être refusée même au simple failli. A quoi bon, en effet, les renseignements que

(1) BÉDARRIDE, *Traité des faillites*, tome II, page 557.

(2) Cf. Boulay-Paty, n° 655, et Dalloz, tome VIII, page 288, n° 8.

l'article 609 permet de prendre sur la conduite du failli, s'il devait suffire à celui-ci de justifier de l'acquittement de ses dettes (1) ? »

Cette doctrine s'oppose tout à fait aux idées exprimées par le prince archichancelier lors de la rédaction de la loi. « Il ne dépend plus, disait-il, d'aucune autorité de lui accorder ou de lui refuser la réhabilitation une fois les paiements faits, il ne reste qu'à s'en rapporter aux pièces qui attestent sa libération. Si l'on entreprend, en outre, la moralité, on fera sûrement des injustices. Rien n'est plus trompeur que l'opinion (2). »

Dans ces divergences de doctrine, Balzac ne prend pas parti ; il se contente, dans *César Birotteau*, de nous décrire minutieusement l'audience de la réhabilitation et il nous montrera qu'à l'époque où il écrivit son livre, l'opinion professée par Dalloz et donnant le pouvoir aux juges d'apprécier la moralité du failli était celle qui régissait la pratique du droit (3).

Là, réside la véritable valeur historique de Balzac ; elle consiste à décrire une institution d'une manière exacte, en homme réaliste, et à montrer par là même la pratique du droit et l'évolution des institutions, sans se déclarer l'adepte de telle ou de telle doctrine, car, justement, les hommes aux idées fermement arrêtées, sont de mauvais historiens.

Or, nous dit Balzac, « les arrêts de réhabilitation sont si rares dans le ressort de la Cour royale de Paris, qu'il s'en prononce à peine un en dix années ».

Cette rareté des arrêts de réhabilitation suffit à prouver

(1) DALLOZ, Répertoire, V^o Faillite, page 482, n^o 1556.

(2) BÉDARRIDE, tome II, page 558.

(3) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 587 et s.

tout l'intérêt que prenaient aux yeux des juges, les cas sur lesquels ils avaient à statuer et la question de la moralité du failli intervenait lors des débats devant la Cour royale.

Ceci nous est indiqué de façon très nette par Balzac qui nous rapporte le discours prononcé par M. Marchangy, Procureur général, lors de la réhabilitation de César Birotteau.

Le Procureur fait ressortir d'abord la moralité de la faillite. « Celle de César fut, dit-il, causée par un de ces désastres qui se sont renouvelés, à la grande douleur de la justice de voir le Notariat de Paris produire en quelques années autant de faillites qu'il s'en est rencontré dans deux siècles sous l'ancienne Monarchie (1). »

« Les créanciers de Birotteau ont trouvé les moindres choses que l'infortuné parfumeur possédait, ses vêtements, ses bijoux ; sa femme abandonna tous ses droits pour grossir l'actif qui fut de 60 %. Depuis son concordat, Birotteau et sa famille travaillent à désintéresser leurs créanciers ; M^{me} Birotteau et sa fille versent leurs appointements au trésor commun. Ces sacrifices doivent être hautement honorés (2). »

Ainsi la haute moralité de César servait sa cause ; et il est bien certain qu'à cette époque, en dépit de l'esprit dans lequel avaient été conçus les articles du Code de Commerce concernant la réhabilitation, le juge tenait compte des renseignements recueillis sur le failli et que ceux-ci lorsqu'ils étaient bons influaient favorablement sur sa réhabilitation.

Que cette pratique ait changé, que l'on soit revenu aux

(1) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 587.

(2) BALZAC, *César Birotteau*, tome VIII, page 589.

conceptions des rédacteurs du Code de Commerce, Balzac n'en a pas moins su fixer, d'une façon précise, la vie d'une institution à un moment donné de son évolution.

C'est le propre de l'historien de savoir décrire de façon minutieuse, en dépit des conflits de doctrine, le mécanisme exact des institutions.

Les explications de Balzac ont d'ailleurs un intérêt surtout rétrospectif. Les faillis ne recourent plus guère aujourd'hui à la procédure de la *réhabilitation judiciaire de droit* : ils n'y ont plus intérêt puisque les lois des 30 novembre 1902 et 23 mars 1908 ont organisé d'autres procédés de réhabilitation qui n'exigent pas le paiement intégral du passif.

CHAPITRE III

Les lettres de change. — Le billet à domicile

Dans diverses œuvres, Balzac nous parlera de ces opérations commerciales qui ont subi, du fait de la suppression en 1867 de la contrainte par corps en matière de dettes civiles et commerciales, de nombreuses modifications.

Ce chapitre touchera donc de très près à la contrainte par corps et c'est souvent dans les mêmes œuvres que Balzac traitera de ces deux institutions.

La lettre de change, grâce à laquelle le commerce a été rendu plus facile, puisqu'elle permet des échanges nombreux de marchandises pour un déplacement très faible d'argent, était inconnue des Romains.

Est-ce aux Juifs ou aux Gibelins que nous devons l'invention de la lettre de change ? Il est difficile de le dire. En France, sous l'Ancien Régime, Louis XI reconnut l'existence de la lettre de change ; il réunit les traditions et les érigea en loi. Mais, c'est l'ordonnance de 1673 qui organisa de façon définitive la lettre de change et notre Code de Commerce n'y apportera que de très légères modifications.

La lettre de change peut être définie : « Un écrit rédigé dans les formes prescrites par la loi et par lequel une personne, le tireur, donne à une autre, le tiré, mandat de verser à une troisième personne, le bénéficiaire, une somme d'argent en échange de marchandises ou autres » ; la lettre de change est un effet de commerce.

Le billet à ordre, lui, ne met en relation que deux personnes ; c'est un effet souscrit par une personne à l'ordre d'une autre et contenant promesse de lui payer une certaine somme d'argent à une époque déterminée ; le billet à ordre n'est pas commercial, mais il le devient lorsqu'il est souscrit par un négociant ou pour une opération commerciale.

Sous notre ancienne législation, les différences entre la lettre de change et le billet à ordre étaient plus profondes.

La lettre de change était l'exécution d'un contrat de change et contenait donc la remise d'un lieu sur un autre. Le billet à ordre, au contraire, ne présumait pas la remise d'une somme d'acquit d'un lieu sur un autre (1).

Le Code de Commerce n'a pas conservé cette distinction, mais il considère, néanmoins, dans son article 632, comme un acte de commerce toute remise d'argent d'une place sur une autre et il en résulte que tout effet destiné à assurer l'exécution d'une telle remise, soit lettre de change, soit billet à ordre (on l'appelle alors billet à domicile), est justiciable des tribunaux de commerce et entraîne la contrainte par corps. Il y a des décisions de jurisprudence dans ce sens (Lyon, 8 août 1827, 30 août 1838, 21 décembre 1840) (2). Ces décisions déclarent qu'un billet à ordre souscrit dans un lieu et payable dans un autre constitue un véritable contrat de change qui rend le souscripteur passible de la contrainte par corps.

Balzac, dans les *Illusions perdues* semble bien se ranger à l'avis de cette jurisprudence quand il écrit :

« Lorsqu'un négociant envoie de la ville où il a son éta-

(1) Requête 18 brumaire an XIV. Dalloz, V^o Effets de Commerce, note 4.

(2) Dalloz, V^o Effets de Commerce, n^o 173.

blissement un de ses billets à une personne demeurant dans une autre ville, comme David était sensé l'avoir fait pour Lucien, il change l'opération si simple d'un effet souscrit entre négociants de la même ville pour affaires de commerce, en quelque chose qui ressemble à la lettre de change (1). »

Balzac ne donne pas de nom à cette opération, il se contente de l'appeler un billet ; ce billet, tiré d'un lieu sur un autre, devient une véritable lettre de change, même s'il n'a pas été souscrit par un commerçant (2).

Il s'agit d'un véritable billet à domicile, acte de commerce soumis à la juridiction commerciale et qui rend ses souscripteurs susceptibles de contrainte par corps.

A l'époque où vivait Balzac, une discussion séparait la jurisprudence : on se demandait si le billet à domicile était ou non un acte de commerce ; un arrêt de la Cour de Nancy (3) assimilait les billets à domicile à des billets à ordre et non à des lettres de change.

Voici l'histoire que nous conte Balzac :

« Lucien de Rubempré, jeune poète perdu de dettes, souscrit lui-même à son ordre trois billets de mille francs chacun à un, deux et trois mois d'échéance en imitant la signature de David Séchard, son beau-frère ; il les endosse et le lendemain les porte chez Métivier qui les lui escompte sans aucune difficulté (4).

Cette transaction qui aurait pu être un faux si David, au reçu des billets, avait dénié sa signature, permet à

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 595.

(2) PARDESSUS, *Traité de Droit commercial*, n° 481.

(3) Dalloz, Répertoire, V° Effets de Commerce, n° 902, Arrêt Nancy, 6 mars 1840.

(4) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 550.

Lucien de payer ses dettes et met David Séchard dans l'obligation de rembourser ces billets.»

Or, David demeurait à Angoulême et Lucien avait endossé les billets à Paris. Métivier, qui avait escompté les trois effets à Lucien de Rubempré, « était obligé, dit Balzac, pour toucher le montant, de les envoyer à MM. Cointet frères, ses correspondants à Angoulême ». De là, une première perte pour Lucien, désigné « sous le nom de commission pour change de place, un tant pour cent sur chaque billet ou l'escompte qu'on lui déduisait ».

« L'acheteur prend toujours en considération les risques que lui fait courir l'opération et il paie une prime plus ou moins forte d'après la solvabilité présumée du signataire de la lettre de change ou du billet à domicile et aussi d'après le cours du change entre les deux villes où se fait la transaction. »

Le lendemain, poursuit Balzac, les frères Cointet firent présenter le premier des trois billets fabriqués par Lucien, mais David n'était pas en mesure de payer.

« Le lendemain, — Balzac respecte les délais, — Victor-Ange Doublon, huissier de M^e Cointet, fit le protêt à deux heures (1). »

Le protêt, qui constate le refus de paiement, doit être dressé le lendemain du jour de l'échéance ; il se fait à la requête du porteur, soit par deux notaires, soit par un notaire et deux témoins ou par un huissier et deux témoins. Cette formalité des deux témoins a été supprimée par la loi du 23 mars 1848, un huissier ou un notaire suffisent à présent pour dresser le protêt, faute de paiement, au domicile du débiteur (2).

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 595.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 741.

Mais Balzac nous décrit la procédure ancienne et nous voyons, dans son livre, l'huissier, M^e Doublon, instrumenter avec deux témoins, Marion et Kolb.

Dès que le protêt fut enregistré, M^e Doublon l'apporta à MM. Cointet, qui établirent à l'adresse de Métivier *un compte en retour*.

Balzac nous dit : « Dès qu'un effet transmis de la place de Paris à la place d'Angoulême est impayé, les banquiers se doivent à eux-mêmes de s'adresser ce que la loi nomme un compte en retour.

La retraite est un mode d'obtenir le remboursement de l'effet impayé et protesté, c'est une nouvelle lettre de change au moyen de laquelle le porteur se rembourse sur le tireur ou sur l'un des endosseurs du principal de la lettre protestée, de ses frais et du nouveau change qu'il paie. »

Ainsi, pour déterminer l'importance de la somme que doit contenir la retraite, il est nécessaire d'établir un compte détaillé.

Le Code de Commerce en avait fait une obligation. Les décrets du 24 mars 1848 l'ont supprimée et ont ainsi suspendu l'effet des articles 180, 181, 182 du Code de Commerce (1).

Ce compte était joint à la retraite.

Cependant, dès avant 1848, lorsque la maison qui faisait le compte en retour était en relations d'affaires avec celle par laquelle elle voulait se faire rembourser, il ne se faisait plus de compte en retour quoique la retraite portât qu'il en avait été fait un. C'était un bénéfice pour le banquier puisqu'il profitait d'un rechange qu'il n'avait pas payé et de la valeur d'un papier timbré qu'il n'employait pas.

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 783.

C'était là un véritable abus et Balzac ne manquera pas de le faire constater.

« Les comptes en retour, dit-il, rapportent beaucoup d'argent et sont amoureusement cultivés. »

Entre négociants, ils présentaient moins d'inconvénients, parce que chacun en profitait à son tour, mais ils étaient préjudiciables aux non négociants pour lesquels la lettre de change était également créée.

Balzac se montre partisan d'une réforme que la loi de 1848 vint en partie satisfaire, puisqu'elle supprima le compte en retour et institua à sa place des frais.

Le compte en retour qu'envoient les Gointet est ainsi établi :

Compte de retour et frais (1).

A un effet de mille francs daté d'Angoulême le 10 février 1822, souscrit par Séchard fils à l'ordre de Lucien Chardon dit Rubempré, passé à l'ordre de Métivier et à notre ordre, échu le 30 avril, protesté par Doublon le 1^{er} mai 1822.

Principal	1.000 fr.
Protêt	12 35
Commission de 1/2 %	5 »
Commission de courtage 1/4 %	2 50
Timbre	1 35
Intérêt et port de lettre	3 »

1.024 20

Change de place 1 1/4 % sur 1.024,20	13 25
--	-------

Total 1.037 45

De laquelle somme nous nous remboursons en notre

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 597.

traite à vue sur M. Métivier, rue Serpente, à l'ordre de M. Gaumerac de l'Houmeau.

Cointet frères. Angoulême, le 2 mai 1822.

« Le premier article, dit Balzac, est incontestable, c'est le compte de retour (1). »

Le deuxième qui est le protêt contient la part du fisc et de l'huissier. »

« La commission de $\frac{1}{2}$ % du 3^e article est prise sous ce prétexte ingénieux que de ne pas recevoir son paiement équivaut à escompter un effet.

« Le quatrième article est le coût du papier timbré pour le compte en retour et le timbre.

« Le cinquième article est le prix des lettres et des intérêts pendant le temps que la somme peut manquer à la Caisse du banquier.

« Quant au cours du change, il doit être certifié par un agent de change ou, dans les places qui n'ont pas de bourse, l'agent de change est suppléé par deux négociants dont les certificats sur le cours du rechange devaient être joints au compte en retour. »

Ce certificat, Balzac nous en donne un exemple :

« Nous soussignés, Pôtel, maître-pharmacien à l'Houmeau, et Gaumerac, commissionnaire en roulage, négociants en cette ville, certifions que le change de notre place sur Paris est de 1,1/4 %. Angoulême, le 3 mai 1822 (2).

Signatures des deux commerçants (3) ».

Les relations commerciales qui existent entre différentes

(1) Cf. PARDESSUS, *Cour de Droit commercial*, n° 437-438.

(2) BALZAC. *Les Illusions perdues*, tome VII, page 597.

(3) Dalloz, Répertoire, V° Effets de Commerce, n° 783.

places amènent entre elles des engagements réciproques, la valeur du papier d'une place sur l'autre hausse ou baisse proportionnellement à la valeur des créances à recouvrer et des dettes à acquitter. Le cours du change est officiellement constaté par des officiers publics, les agents de change, mais, ainsi que l'indique Balzac, deux commerçants peuvent certifier le cours du change s'il n'y a pas d'agent de change.

Balzac a voulu nous montrer par cet exemple, ce qu'étaient ces actes auxquels nul texte précis n'avait fixé de limites et qui étaient laissés aux mains des banquiers pour qui ils constituaient une source de revenus énormes et souvent illicites.

Balzac a uni sa voix à ceux qui réclamaient une réforme et que les décrets du 24 mars 1848 vinrent satisfaire en fixant le change à 1/4 % pour les chefs lieux de département, 1/2 % pour les chefs-lieux d'arrondissement, à 3/4 % pour toute autre place (1).

On voit qu'avant cette loi les banquiers n'hésitaient pas à fixer des rechanges beaucoup plus élevés, — 1 1/4 % pour Angoulême, chef-lieu de département.

D'autre, part, le compte en retour étant supprimé, la retraite ne porta plus que le principal du titre protesté, les frais de protêt et de dénonciation, les intérêts de retard, la perte de change et le timbre toujours fixé à 35 centimes.

Le compte en retour que nous a décrit Balzac arriva sur la place de Paris.

Lucien de Rubempré fut poursuivi par l'huissier de M. Métivier. On constata de la façon suivante l'incapacité pour Lucien de payer.

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 792, page 351.

« L'huissier de Métivier dénonça le 5 mai le compte en retour et le protêt d'Angoulême à Lucien en l'assignant au Tribunal de Commerce, puisque le billet à domicile est une opération commerciale, pour s'entendre dire qu'il serait condamné par corps comme négociant (1). »

En effet, si le porteur exerce un recours individuellement contre son cédant, il doit lui faire notifier le protêt et, à défaut de remboursement, le faire citer en jugement dans les quinze jours qui ont suivi la date du protêt.

« Lucien fit défaut et fut mis sous le coup d'une saisie ; il voyait à sa porte cette petite affiche jaune qui est le signe de la saisie. »

« Le porteur d'une lettre de change protestée faute de paiement peut, en obtenant la permission du juge, saisir conservatoirement les effets mobiliers des tireurs, accepteurs et endosseurs (2).

Quand on vint enlever les meubles de sa maîtresse, chez qui Lucien habitait, il alla trouver un avoué, Desroches, qui lui conseilla de gagner du temps en déclinant la compétence du Tribunal de Commerce. »

« Lucien fut condamné par le Tribunal civil et une nouvelle saisie eut lieu et une nouvelle affiche jaune fut apposée. »

Desroches qui ne s'était pas présenté, tant la procédure avait été rapide, fit opposition au jugement en prétendant que le mobilier appartenait à Coralie, la maîtresse de Lucien, et il introduisit un référé. Sur le référé, le Président du Tribunal renvoya les parties à l'audience où la propriété des meubles fut adjugée à l'artiste Coralie.

Métivier fit appel de ce jugement, mais il fut débouté.

Cette procédure est très juste et l'on comprend l'avis

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 601.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 704.

de certains auteurs qui disent que pour lire Balzac il faut être juriste.

Métivier se retourne alors contre le souscripteur des billets : David Séchard. Il envoie un énorme dossier à Angoulême, le total du premier billet et des frais s'élevait à 1.926 fr. 45.

Balzac nous donne encore le détail des frais de justice, de poste ; c'est un document certainement exact où l'on constate que les frais de justice étaient déjà très élevés.

A ce premier billet, s'ajoutent le deuxième et le troisième dont le total s'élève à 4.018 fr. 80 (1).

Me Lachau, d'Angoulême, est chargé par Métivier de poursuivre David par tous les moyens de droit. Mais David essaie toujours de gagner du temps et de réaliser son invention.

David fait défaut devant le Tribunal de Commerce où il est assigné pour le montant de sa dette.

Le jugement est signifié le 8 juillet, le 10 Doublon, l'huissier, lance un commandement, le 12 il tente une saisie à laquelle s'oppose Petit-Claud en réassignant Métivier à 15 jours ; le 19, un jugement déboute Séchard de son opposition ; le 21, le jugement est signifié ; le 22, la contrainte par corps et le 25, le procès-verbal de saisie (2). »

Petit-Claud interjette appel en Cour royale, mais l'arrêt confirme le jugement et condamne David à payer capital, intérêts et frais. Toute cette procédure qui a pour but de retarder l'échéance des billets est très juste ; Balzac y observe les délais prescrits par le Code de Procédure et toutes les règles du droit.

Balzac déclare, du reste, que « la procédure est une

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 603.

(2) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 614.

arme à double tranchant se retournant souvent contre celui qui s'en sert ».

En effet, David qui a essayé de retarder le paiement de sa dette, se voit contraint de payer une somme beaucoup plus élevée, après avoir employé tous les moyens dilatoires que la loi lui offrait.

Ainsi, dans ce livre, nous voyons la création d'un billet à domicile, son transfert, son escompte, son retrait et enfin la procédure longue et coûteuse qu'entraîne un non-paiement à l'échéance.

Mais il est d'autres œuvres où Balzac nous parlera des effets de commerce.

Dans *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, nous trouverons l'histoire de trois lettres de change.

Elles avaient été tirées, soi-disant, par d'Estourny, escroc notoire, condamné par la police correctionnelle, sur son ancienne amie Esther (en réalité les lettres avaient été tirées par Carlos Herrera, *alias* Vautrin, qui se cachait sous le nom de G. d'Estourny). « Esther pouvait passer, en effet, pour être la dépositaire fidèle d'une partie de la fortune de d'Estourny. » Esther, sous la pression de Vautrin, accepte les lettres de change.

« En mettant « bon pour » vous faites un simple billet, dit Balzac, le mot « accepté » constitue la lettre de change et vous soumet à la contrainte par corps (1). »

Balzac paraît être partisan de la doctrine qui déclarait que seul le mot « accepté » pouvait être employé dans une lettre de change ; en particulier Vincent soutenait cette opinion en se basant sur l'article 122 qui déclare que l'acceptation d'une lettre de change doit être signée et exprimée par le mot « accepté ».

(1) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome XI, page 135.

Cependant, Pardessus, Locré, pensent, au contraire, que ce mot « accepté » n'a rien de sacramentel à condition que les mots employés pour le remplacer n'aient rien d'équivoque, par exemple « je paierai », « je ferai honneur » (1).

Ainsi Balzac nous donne son opinion sur un point du droit discuté à son époque.

Il agit de même lorsqu'il nous dit que le mot « bon pour » doit être mis sur un billet à ordre qui est souscrit par une personne non commerçante.

En effet, disait une partie de la doctrine, le mot « bon pour » doit, d'après l'article 1326 du Code civil, précéder la signature de toutes les obligations civiles, et le billet à ordre souscrit par un non commerçant n'est pas comme la lettre de change un contrat commercial, il reste un contrat civil, aussi doit-il être soumis à la règle de l'article 1326 et contenir le mot « bon pour » précédant la signature; Balzac se range à cet avis (2).

D'autres auteurs déclaraient que le billet à ordre, même souscrit entre non commerçants, a une forme commerciale et n'a pas à se soumettre à l'article 1326.

Balzac poursuit la confection de la lettre de change acceptée par Esther; un endos en blanc, signé G. d'Estourny, rendit Carlos Herrera maître de la valeur qu'il avait créée.

Il avait été jugé que sous l'ordonnance de 1673 (3), un endossement en blanc équivalait à un ordre et transférait la propriété de l'effet à moins que cet effet ne fût réclamé par les créanciers du signataire en blanc ou qu'il ne fût

(1) PARDESSUS, *Cours de Droit commercial*, n° 366.

(2) DALLOZ, *V° Effets de Commerce*, n° 170.

(3) DALLOZ, *V° Effets de Commerce*, n° 470.

dans le cas d'être compensé par les redevables de ce signataire.

Plusieurs arrêts ont décidé, sous le Code de Commerce, que l'on devait considérer l'endossement en blanc comme translatif de propriété vis-à-vis de toute personne, par cela seul que le preneur établissait, par des moyens de preuve pris en dehors de la traite, qu'il avait réellement fourni la valeur, mais si le porteur ne faisait pas cette preuve, il ne pouvait poursuivre le paiement contre l'endosseur en son propre nom. (Req., 24 février 1806 ; Paris, 3 février 1817) (1).

Il a été jugé que les effets de commerce endossés en blanc sont comme les effets au porteur transmissibles par don manuel sans y apposer de signature (Requête, 21 août 1837) (2).

Carlos Herrera qui ne pouvait poursuivre Esther sans être suspecté, va trouver Cerizet, un agent d'affaires, et lui demande de prêter son nom pour réaliser l'opération. Cerizet est obligé d'accepter, car Carlos Herrera le menace de révéler certains de ses profits malhonnêtes.

« Georges d'Estourny, dit Carlos Herrera à Cerizet, m'a donné ces valeurs en disant qu'il pouvait y avoir quelque chance de les réaliser et comme je ne veux pas poursuivre en mon nom, il m'a dit que vous ne me refuseriez pas le vôtre. »

Cerizet, qui est le dépositaire de sommes importantes que G. d'Estourny lui a laissées (3), ne peut refuser d'ac-

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 471.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 474.

(3) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 138.

quitter les lettres de change (pour le compte de d'Estourny) et Carlos Herrera se charge du recouvrement contre Esther en obligeant Cerizet à déclarer que l'huissier poursuivant doit considérer le porteur de la lettre de change comme le possesseur des trois traites.

Carlos Herrera se rendit chez un huissier sur lequel il pouvait compter et le chargea d'obtenir des jugements définitifs contre Esther.

Esther fut représentée par un agréé au Tribunal de Commerce puisqu'il s'agissait d'une lettre de change, c'est-à-dire d'une dette commerciale. Un arrêt du 20 janvier 1835 de la Cour de Montpellier déclare, en effet, qu'une femme qui souscrit une lettre de change est justiciable des Tribunaux de Commerce quoiqu'elle ne soit pas marchande publique (1).

« Le jugement fut contradictoire et l'huissier, les actes de procédure sous enveloppe, vint saisir le mobilier de la rue Taitbout où logeait Esther. »

En effet, Esther, qui était le tiré ayant accepté cette lettre de change, devait subir l'action directe de la saisie sans qu'il y eût besoin de protêt, le porteur pouvant pratiquer une saisie conservatoire sur les effets mobiliers du tiré accepteur.

Esther se trouvait donc sous le coup de 300.000 fr. de dettes et susceptible de contrainte par corps. Je parlerai de ce dernier point en traitant de la contrainte par corps. Du reste, les dettes d'Esther, d'un total de 300.000 fr., étaient fausses.

« Ce vaudeville de fausses dettes se joue à Paris très souvent, dit Balzac, on rançonne ainsi des parents récal-

(1) Dalloz, Répertoire, V^e Effets de Commerce, n^o 155.

citrants, des passions qui lésineraient, mais qui devant une nécessité flagrante ou quelque prétendu déshonneur s'exécutent (1). »

Il est certain que les endossements en blanc facilitaient ces escroqueries.

Voici ce qu'en dit Dalloz :

« S'il faut reconnaître l'existence de l'usage signalé par la Cour d'Orléans et les décisions nombreuses qui ont validé des endossements en blanc, on ne peut méconnaître tout ce que cet usage présente souvent de dangereux et de compromettant. Sans doute, les cas de fraude seront facilement atteints par les Tribunaux lorsque la négociation aura lieu entre des commerçants, c'est-à-dire des personnes qui sont obligées d'inscrire sur des registres toutes leurs opérations (2). »

Mais, de ces abus, d'Aguesseau disait « qu'ils ne peuvent être mis en balance avec les avantages qui résultent pour le bien et la facilité du commerce, de l'usage des billets au porteur et des endossements en blanc sur les lettres de change ».

Balzac nous montrera ensuite comment Carlos Herrera fera payer les lettres de change par le baron de Nucingen, riche banquier qui aspirait aux faveurs d'Esther.

Lorsqu'on veut arrêter Esther, le baron est obligé de payer par intervention et Esther soustrait habilement les titres.

Le baron veut faire opposition, mais il renonce en apprenant qu'il y a un tiers porteur.

Ainsi Balzac se révèle très au courant des affaires com-

(1) *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 139.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Effets de Commerce, n^o 484.

merciales et des ruses des hommes d'affaires et des escrocs.

La finesse juridique de Balzac jointe à ses connaissances sûres lui ont permis de nous faire une relation exacte de la jurisprudence sur les lettres de change à son époque.

Balzac nous parlera encore de la lettre de change dans *La Cousine Bette* (1). La cousine Bette a donné 2.500 fr. au sculpteur polonais Steinbock, et s'est fait garantir ce prêt par une lettre de change qui met le pauvre garçon sous la dépendance complète de la vieille fille.

Voici encore, dans *L'Envers de l'histoire contemporaine* (2), trois lettres de change de mille francs qui sont hypothéquées par un traité sur la propriété d'un ouvrage dont l'auteur ne peut disposer qu'en remboursant les lettres.

Duvergier déclare qu'aucune disposition de la loi ne s'oppose à ce qu'une obligation notariée emportant hypothèque ne soit stipulée payable au porteur et transmissible par simple endossement (3). La jurisprudence est très divisée sur ce point et s'il y a des arrêts qui concluent dans le sens de Duvergier, d'autres déclarent que le besoin de fixité offre déjà suffisamment de moyens de ruine ; et que pour qu'une lettre de change soit transmissible par voie d'endossement, le cessionnaire doit, pour être saisi à l'égard des tiers, notifier son transport au débiteur (4).

Balzac ne prend pas part à cette discussion, mais il semble bien que la créance hypothécaire ait été facile-

(1) BALZAC, *La Cousine Bette*, tome X, page 62.

(2) BALZAC, *L'Envers de l'histoire contemporaine*, tome XII, page 712.

(3) DUVERGIER, *De la vente*, tome II, n° 212.

(4) Grenoble, 6 juillet 1818, Dalloz, Répertoire, V° Effets de Commerce, n° 374. En sens contraire, Requête, 21 février 1838, Aff. Curmer, Dalloz, Répertoire, n° 373.

ment transmissible à cette époque, puisque l'auteur de la Comédie humaine en parle comme d'une institution dangereuse et habituelle permettant des escroqueries.

Dans *Melmoth réconcilié* (1), Balzac nous dira quelques mots des circulations ; « ce sont, dit-il, des billets qui ne représentent ni marchandises, ni valeurs pécuniaires fournies et que le premier endosseur paye pour le complaisant souscripteur, espèce de faux toléré parce qu'il est impossible à constater et que, d'ailleurs, ce dol fantastique ne devient réel que par un non-paiement ».

On voit, par ces quelques mots, le pessimisme de Balzac vis-à-vis des souscripteurs et endosseurs d'effets de commerce.

De même, les endos en blanc, les lettres de change, les billets à domicile dont il conserve un souvenir pénible, puisqu'ils doivent lui rappeler ses dettes d'imprimeur, ne lui inspirent que la crainte d'être victime des escrocs et des usuriers. Nous voyons les pièges que renferment ces billets pour un homme non averti.

Balzac ne fait que nous rapporter, sur les circulations, l'opinion de son époque où l'on tolérait les faux, les chantages, que masquaient souvent les perfides lettres de change.

Aujourd'hui, grâce aux lois qui répriment ces délits, les lettres de change sont devenues un instrument de commerce beaucoup plus sûr.

(1) BALZAC, *Melmoth réconcilié*, tome XV, page 276.

CHAPITRE IV

La contrainte par corps

Balzac a été préoccupé par une institution aujourd'hui disparue, la contrainte par corps en matière civile et commerciale.

Peut-être est-ce à l'expérience malheureuse que Balzac faillit faire de cette institution lorsque des créanciers exigeants le poursuivaient, que nous devons la description exacte de l'incarcération des débiteurs et des causes de la contrainte par corps.

Brunetière nous dit : « Lorsque Balzac retracera les angoisses de David Séchard, il n'aura qu'à se souvenir de celles qu'il a subies quand il faisait, comme David, métier d'imprimeur. »

Balzac, célèbre écrivain dont toutes les œuvres furent écrites dans le but d'éteindre une dette toujours renaissante et même croissante a, sans nul doute, de nombreux points communs avec le génial inventeur d'Angoulême que ses créanciers arrachent à des travaux qui représentent toute sa fortune.

Balzac, qui échappa à cette loi très controversée, sur le point d'être singulièrement adoucie, a su s'élever à des critiques d'ordre général, montrer l'inutilité d'une telle institution qui, quoique d'origine très ancienne, n'était pas un gage sérieux pour les créanciers.

Il a été l'un des artisans de la disparition de cette loi barbare et nous l'a montrée déjà sur le déclin, arme des escrocs et des usuriers.

Il fallait, cependant, tout le courage et la force persuasive de Balzac pour s'attaquer à cette institution millénaire. Chez les peuples primitifs, en effet, la personne répondait avant les biens même, des engagements pris par le débiteur. L'insolvabilité était un crime, un acte d'impiété envers les dieux. En Égypte, le créancier n'avait de droit sur la personne du débiteur qu'après sa mort.

A Rome, sous les « Douze Tables », le débiteur insolvable appartenait aux créanciers qui pouvaient se partager son corps ou le réduire en esclavage (1).

Le droit barbare permettait au débiteur de se vendre au créancier.

Le christianisme avait adouci ces lois, mais l'emprisonnement du débiteur subsista jusqu'à la Révolution.

La Constituante supprima l'incarcération pour dettes, mais, peu après, la Convention rétablit le principe de la contrainte par corps, et le Code pénal conserva la contrainte par corps en matière commerciale et, en certains cas, en matière civile ; c'était un retour aux idées de l'Ancien Régime et on n'avait pas osé rompre avec les vieilles coutumes qui garantissaient la créance sur la personne du débiteur.

Il fallait donc à Balzac une grande confiance en lui et une sûreté d'arguments pour s'attaquer à cette institution que la Révolution elle-même avait respectée, une institution dont Montesquieu disait : « Dans les affaires qui dérivent des contrats civils ordinaires, la loi ne doit pas donner la contrainte par corps parce qu'elle fait plus de cas de la liberté d'un citoyen que de l'aisance d'un autre. Mais, dans les conventions qui dérivent du

(1) Cf. M. BAYLE-MOULLARD, page 16.

commerce, la loi doit faire plus cas de l'aisance publique que de la liberté du citoyen (1). »

Napoléon s'exprimait de la même manière :

« Il est impossible de confondre les engagements des commerçants avec ceux des autres citoyens ; le commerçant qui contracte une dette ne s'oblige pas seulement à en payer le montant, mais encore à la payer à un moment précis qui ne peut être reculé sous aucun prétexte. Les obligations des particuliers n'ont pas ce caractère de précision. La contrainte par corps est donc nécessaire dans le commerce pour assurer l'exactitude des paiements (2). »

Le principe de la contrainte par corps n'était donc encore guère discuté lorsque Balzac écrivit *les Illusions perdues* puisque, lors de la loi de 1832, parmi les voix éloquentes qui demandaient l'adoucissement de la contrainte par corps, aucune ne s'éleva pour s'attaquer au principe même de la loi.

« Nous avons tous regardé la contrainte par corps comme une institution utile à conserver, dit Parant, dans son rapport à la Chambre des Députés. Si la garantie de la contrainte par corps n'existait pas, il n'y aurait plus de frein aux spéculations hasardeuses, on favoriserait des négociants de mauvaise foi qui, pour jouir impunément des fonds d'autrui sans avoir à courir aucuns risques pour leur liberté, emploieraient successivement divers prête-nom (3). »

Ainsi Balzac, qui entreprit avec *les Illusions perdues*, *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, *la Cousine Bette*, de montrer l'inutilité de la contrainte par corps, fut un des premiers à s'attaquer à ce vieux principe.

(1) MONTESQUIEU, *L'Esprit des lois*, livre 2, chap. xv.

(2) Les Pandectes françaises, V^o Contrainte par corps, n^o 69.

(3) Les Pandectes françaises, V^o Contrainte par corps, n^o 34.

« C'était, dit-il, une entrave, plutôt qu'une aide efficace, au paiement des dettes puisque l'homme emprisonné, ruiné d'avance, n'ayant plus que son travail pour solder ses débiteurs, se voyait priver de tout moyen de gagner de l'argent. »

Balzac, d'idées généralement conservatrices, sut s'élever ici au rang des réformateurs du droit et ses critiques préparèrent la voie à la campagne qui entraîna la disparition de la contrainte par corps en 1867.

Dans *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, Balzac porte un jugement sévère sur la loi de la contrainte par corps : « c'est un reste des temps de barbarie qui joint à la stupidité le rare mérite d'être inutile en ce qu'elle n'atteint jamais les fripons (1). »

La loi de 1867 qui abolit cette institution ne fut pas plus sévère dans l'exposé de ses motifs.

« Quand on dépouille les registres d'écrou des maisons d'arrêt, on voit la contrainte par corps exercée par aucun commerçant qui se respecte; on constate que la presque totalité des incarcérations sont faites sur des poursuites d'usuriers, d'agents d'affaires, de petits escompteurs contre des hommes d'une position sociale qu'on a voulu exploiter et fréquemment contre des fabricants ou de pauvres ouvriers qui n'ont pour toutes ressources que leur travail (2). »

Dans les *Petits Bourgeois*, nous verrons en effet un usurier et un agent d'affaires menacer à chaque instant leur débiteur, La Peyrade, de la contrainte par corps à cause d'une fausse reconnaissance de dettes qu'ils lui ont fait

(1) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 135.

(2) Les *Pandectes françaises*, V^e Contrainte par corps, n^o 80.

souscrire. Ils ont ainsi une arme contre lui et peuvent l'empêcher de réaliser seul des projets dont les compères espèrent bien tirer un gain appréciable. C'est donc une voie d'exécution dangereuse que la contrainte par corps habilement maniée par des fripons ou par des escrocs pour cacher ou soutenir leurs entreprises malhonnêtes.

C'est cette même idée qui se dégage de *Splendeurs et Misères des Courtisanes* où nous retrouvons Esther, fille de mauvaise vie que l'abbé Carlos Herrera (autrement dit Vautrin, échappé du bagne) a tirée de la fange où elle vivait pour en faire l'instrument de la fortune de son ami Lucien de Rubempré.

Là, encore, la contrainte par corps, habilement dirigée contre Esther par le faux abbé, obligera le riche protecteur d'Esther à se montrer généreux et à payer de fausses dettes.

Balzac ajoute que « ce vaudeville de fausses dettes se joue très souvent à Paris ; il existe des sous-Gobseck qui, moyennant une prime, se prêtent à calembours (1)... On rançonne ainsi des parents récalcitrants, des passions qui lésineraient, mais qui, devant une nécessité flagrante ou quelque prétendu déshonneur, s'exécutent. »

Ainsi, dès cette époque, la contrainte par corps n'était plus pratiquée par des créanciers honnêtes, mais par des escrocs et elle aurait pu être supprimée sans dommage pour les honnêtes gens.

Dans les *Illusions perdues*, nous retrouverons cette idée que la contrainte par corps ne servait que des sentiments de vengeance, des chantages, des escroqueries, des rivalités malhonnêtes.

(1) BALZAC, *Splendeurs et Misères des courtisanes*, tome IX, page 139.

« La loi qui devait permettre au créancier honnête d'obtenir le paiement de sa créance, avait été déviée de son véritable but. Elle était devenue l'arme des usuiers et des agents d'affaires. »

La loi ne répondait donc plus aux aspirations morales qu'elle devait contenir ; elle était appelée à disparaître.

Mais, bien des années s'écouleront encore avant que le vœu de Balzac soit réalisé, car, après une courte inapplication lors de la République de 1848, la contrainte par corps régna jusqu'au 22 juillet 1867.

Du reste, la contrainte par corps fut déclarée « légitime en son principe ». Mais était-elle juste dans son application et conciliable avec la morale, ne frappait-elle pas avec la même rigueur la perversité, l'imprudence et le malheur (1) ? »

Balzac n'aurait pas désavoué cette phrase qui signait la condamnation d'une institution tant décriée et contre laquelle il n'avait cessé de protester.

Cependant, sa disparition eut une influence fâcheuse sur la loi de 1838 concernant la faillite.

Auparavant, le débiteur qui était gêné dans ses affaires avait grand intérêt à déposer son bilan afin d'échapper à la contrainte par corps et à obtenir une déclaration d'excusabilité qui le soustrayait à cette mesure de rigueur.

C'est peut-être à cause de cette utilité que la contrainte par corps résista si longtemps aux attaques de ses adversaires, dont Balzac fut un des premiers et des plus acharnés (2).

Nous avons une description de la contrainte par corps dans les *Illusions perdues*. Ce livre n'est-il qu'un souvenir

(1) Les Pandectes françaises, V^o Contrainte par corps, n^o 78.

(2) Cf. BÉDARRIDE, *Préambule du traité des faillites*, page 17.

des angoisses personnelles de Balzac aux prises avec les usuriers et les créanciers ?

Il dépeint, en tout cas, de façon fort exacte, cette institution.

« David Séchard, honnête imprimeur, délaissant ses presses pour travailler à une invention qui doit, pense-t-il, révolutionner l'industrie du papier, est en butte à la jalousie d'imprimeurs rivaux, les frères Cointet, installés comme lui à Poitiers et qui désirent la mort commerciale de l'inventeur et le secret de ses recherches.

« Lucien de Rubempré, beau-frère de David, qui souscrit faussement trois billets de mille francs chacun au nom de David, vient, sans le savoir, faire le jeu des Cointet. David, dont les affaires périclitent, ne peut faire face à ces échéances imprévues et Petit Claud, son avoué, payé par les Cointet, engage son confiant client dans une « procédure longue et coûteuse », que nous avons étudiée au chapitre de la lettre de change, et David, condamné par la Cour de Poitiers à payer le capital, les intérêts et les frais, est passible de la contrainte par corps.

« L'arrestation de David fut décidée et, cependant, son incarcération ne pouvait en rien permettre à ses créanciers d'être payés, puisqu'elle suspendait les savantes recherches de l'imprimeur ; elle n'était qu'une arme de vengeance pour le créancier et le déshonneur pour David. »

Balzac est d'accord avec la commission chargée d'examiner le projet qui est devenu la loi de 1867 abolissant la contrainte par corps pour déclarer :

« La contrainte par corps n'est point un élément de confiance nécessaire aux transactions commerciales. Quelle sûreté de plus peut y apporter le gage, pour ainsi dire matériel, d'un homme qui n'est grand et appréciable que

par son intelligence, son industrie et l'exercice et le développement de ses nobles facultés (1) ? »

La contrainte par corps n'avait donc qu'une influence néfaste en empêchant le débiteur incarcéré de se libérer de sa dette.

« Ce que le vendeur de marchandises ou le prêteur de fonds devraient rechercher, dit encore la Commission de 1867, c'est la valeur morale et intellectuelle de l'homme. »

David possédait à un haut degré cette valeur intellectuelle mais, sciemment, on lui interdisait de s'en servir dans le but de s'approprier ses recherches scientifiques.

Balzac décrit avec une telle vigueur et une émotion si poignante la lutte de l'honnête inventeur contre les imprimeurs rivaux, qu'on peut le croire inspiré par le souvenir de la lutte qu'il eut lui-même à soutenir lorsque, après avoir terminé son stage chez l'avoué, il se lança dans des entreprises commerciales.

Il s'était associé avec le libraire Urbain Carrel pour l'édition d'un Molière qui lui coûta près de dix mille francs. Pour compenser les pertes, il acheta une imprimerie, rue des Marais Saint-Germain. Au bout de deux ans, l'actif de la maison est de 67.000 fr. et le passif de 113.000 fr. Balzac prend un nouvel associé, l'imprimerie périclité, les commandes sont rares, la caisse est vide. Les associés se retirent dans l'été de 1828 au milieu d'angoisses où la crainte d'être incarcérés était pour une grande part.

Heureusement, la mère de Balzac vient au secours de son fils et peut éteindre une partie de la dette.

En mettant Balzac en prison, ses créanciers, comme ils

(1) Les Pandectes françaises, Répertoire, V^e Contrainte par corps, n^o 80.

l'avaient fait pour David, se seraient privés de leur gage le plus précieux : le génie de l'auteur de la *Comédie humaine*.

Balzac connaissait donc mieux que tout autre la stupidité d'une telle loi.

Sans ses dettes toujours renouvelées, toujours criantes, aurait-il écrit son œuvre immense et merveilleuse ?

Il fut poussé à travailler jour et nuit par le besoin d'argent. Il écrivait pour payer ses créanciers, parfois un nouveau roman était réalisé en quelques jours, d'autres fois, il travaillait tellement qu'il devait rester les pieds dans un bain de moutarde pour se décongestionner la tête.

Sa vie fut un éternel démêlé avec les créanciers, les usuriers, les recors.

Il nous décrit l'arrestation d'un débiteur telle qu'elle se pratiquait en province à cette époque :

« L'arrestation d'un débiteur en province est un fait exorbitant, anormal s'il en fut jamais. D'abord, chacun s'y connaît trop bien pour que personne emploie jamais un moyen si odieux. On doit se trouver, créancier et débiteur, face à face toute la vie », et Balzac ajoute que « lorsqu'un commerçant médite une vaste faillite, il part pour Paris qui offre des retraites sûres (1). »

En écrivant ces lignes, Balzac est en accord avec les registres d'érou consultés en 1867, qui montrèrent que la contrainte par corps n'était pas employée par les commerçants qui se respectent. C'étaient les usuriers qui avaient recours à ce procédé (2).

Or, en province, où le commerce est entre les mains

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 626.

(2) Les Pandectes françaises, V^o Contrainte par corps, n^o 80.

d'hommes probes et consciencieux, on voyait rarement l'arrestation d'un débiteur ; de cette carence, une seconde raison existait, dit Balzac, « c'est qu'en province, pour violer le domicile du débiteur lui-même, l'huissier doit se faire assister du Juge de Paix. Or, le Juge de Paix, qui tient sous sa puissance les huissiers, est à peu près maître d'accorder ou de refuser son concours ».

« A la louange des Juges de Paix, on doit dire que cette obligation leur pèse ; ils ne veulent pas servir des passions aveugles. »

Enfin, il est encore d'autres difficultés non moins graves qui tendent à atténuer « la cruauté inutile de la loi sur la contrainte par corps par l'action des mœurs qui changent souvent les lois au point de les annuler ». Et Balzac nous dit que s'il existe encore, en 1822, des gens sans foi ni loi pour servir d'espions, dans les petites villes, chacun se connaît trop pour se mettre aux gages d'un huissier. Aussi, pratiquement, l'arrestation d'un débiteur est chose rare.

Balzac nous montre donc cette institution, que l'on pourrait croire encore bien vivante à cette époque, déclinant déjà et n'ayant plus qu'un rôle très atténué en province.

« L'arrestation de David (1), poursuit Balzac, avait nécessité un grand déploiement de personnes. Il n'existe pas en province de gardes de commerce et l'huissier avait posté à proximité de la maison de l'imprimeur des espions chargés de savoir, une fois la contrainte par corps dénoncée, ce que ferait David pour y échapper et chez quels amis il se réfugierait.

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 629.

« David prévenu par son fidèle Kolb, se sauve à cheval dans la campagne, va demander à son père de le sauver, mais le vieillard refuse. Et David, qui a déjoué les espions, se réfugie chez une demoiselle Basine Clerget, à Angoulême.

« Mais un jour, David, trompé par des espions payés par les Cointet, sort de sa cachette et est conduit en prison (1). »

« La condition des contraignables par corps n'était guère confortable : une prison glaciale, un lit exécrable, pas de lumière, on vivait le régime des prévenus pour délit (2). »

Il fallait un permis du Procureur du Roi pour exempter le détenu du règlement qui ne concernait que les gens mis sous la main de la justice.

D'autres motifs encore rendaient nul l'exercice effectif de la contrainte par corps. Tous les débiteurs n'étaient pas légalement contraignables ; les femmes non commerçantes, les vieillards étaient exclus de cette voie d'exécution.

D'autre part, le créancier était obligé de consigner les frais d'arrestation et d'entretien du débiteur et souvent il reculait devant ces dépenses, le débiteur restant la plupart du temps insolvable.

Devant la pénible situation faite à des gens souvent plus malheureux que coupables, on comprend que l'on ait abandonné insensiblement le procédé de la contrainte si inhumain, venu des temps de barbarie et que longtemps avant la loi de 1867 les honnêtes gens avaient abandonné.

Balzac, dans *Splendeurs et Misères des Courtisanes*, nous

(1) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 690.

(2) BALZAC, *Les Illusions perdues*, tome VII, page 720.

présente Esther acceptant trois fausses lettres de change tirées sur elle d'une façon très habile (Cf. chapitre sur la lettre de change).

Carlos Herrera fera poursuivre Esther.

C'est par le Tribunal de commerce que l'affaire est jugée ; en effet, la jurisprudence et la doctrine sont à peu près unanimes sur ce point, le Tribunal de commerce est compétent pour connaître de tous les litiges ayant trait à la lettre de change qui est un effet de commerce, même lorsqu'elle n'est pas souscrite par des commerçants. (Cassation, 21 février 1814, affaire Rueff (1)).

Mais ce qui étonne dans le livre de Balzac, c'est qu'Esther soit condamnée par corps. « La contrainte par corps, une fois dénoncée, Esther fut ostensiblement sous le coup de 300.000 francs de dettes ».

Or, Esther n'était ni étrangère, ni marchande publique et l'article 113 du Code de Commerce avait voulu garantir d'une façon toute spéciale les femmes et les filles non commerçantes des conséquences commerciales qui résultent des lettres de change et notamment de la contrainte par corps.

L'article 113 déclare, en effet, que la signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques ne vaut à leur égard que comme simple promesse.

Du reste, presque toute la doctrine et la jurisprudence ont respecté l'esprit dans lequel l'article 113 du Code de Commerce a été conçu. Pardessus déclare qu'une faveur particulière est accordée aux personnes du sexe, pour les

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Compétence commerciale, n^o 172. Cf. Locré, Esprit du Code de Commerce, tome VIII, pages 210 et 510.

engagements de change qu'elles souscrivent, et que ceux-ci n'ont à leur égard que l'effet d'un engagement civil (1).

En cela, du reste, le Code n'a rien innové, déjà sous la législation de Justinien, les femmes et les filles ne peuvent être emprisonnées pour dettes civiles. Et si l'Ordonnance de Moulins déclare les femmes et les filles astreintes à la contrainte par corps en matière de dettes civiles, elle n'est qu'une dérogation aux principes de notre ancien droit qui protégeaient les femmes et les filles contre les conséquences de leurs dettes civiles et les affranchissaient de l'emprisonnement.

L'article 113 ne s'était pas heurté à des coutumes contraires, il avait respecté l'usage, il devait donc être facilement appliqué.

A peine trouve-t-on quelques arrêts qui, dans notre législation issue des Codes, condamnent par corps des femmes ayant souscrit ou accepté des lettres de change.

Un arrêt de l'An VI déclare qu'une lettre de change souscrite par le mari, approuvée et signée par la femme, même non marchande publique, doit être censée tirée par tous les deux et soumet la femme aussi bien que le mari à la contrainte par corps (2).

Un jugement du Tribunal de commerce de Paris avait condamné une dame Lemaire, ni étrangère, ni marchande publique, à la contrainte par corps pour avoir escompté des lettres de change tirées sur elle. Ce jugement fut du reste réformé par la Cour d'appel de Paris le 12 juillet 1825 (3).

(1) PARDESSUS, *Droit commercial*, tome II, n° 316, Cf. Locré. *Esprit du Code de Commerce*, tome II, page 40.

(2) Dalloz, *Répertoire*, V° *Effets de Commerce*, n° 155.

(3) Dalloz, *Répertoire*, V° *Acquiescement*, n° 204.

Dalloz déclare qu'à cette époque on avait tendance dans les tribunaux de commerce à étendre la contrainte par corps à toutes les dettes résultant d'actes de commerce, tandis que la Cour de Cassation avait une jurisprudence opposée (1).

Est-ce en se basant sur cette jurisprudence que Balzac a échafaudé toute l'intrigue de son roman qui repose sur la condamnation d'Esther à la contrainte par corps ?

Cela est fort plausible et l'auteur de la *Comédie humaine* nous rapporterait ainsi une tendance de la jurisprudence à un moment donné. Mais ne pourrait-on expliquer d'une autre façon cette condamnation d'Esther à la contrainte par corps ?

Ne pouvait-on penser qu'Esther, en souscrivant les trois lettres de change représentant une valeur globale de 300.000 francs, avait désiré prendre la profession de commerçante ?

Je sais qu'il existe des arrêts qui concluent en sens contraire et déclarent que le fait d'avoir souscrit plusieurs lettres de change ne peut donner la qualité de commerçante.

Cependant Dalloz ne déclare-t-il pas que c'est la volonté qui est principalement attributive de la qualité de commerçant (2), et Esther n'avait-elle pas manifesté une volonté non équivoque de s'attribuer cette qualité en souscrivant ces trois lettres de change ?

Un arrêt de la Cour de Paris de 1813 déclare qu'il suffit que le souscripteur d'un billet à ordre y ait pris la qualité de commerçant pour qu'il puisse être poursuivi com-

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Contrainte par corps, n^o 397.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Commerçant, n^o 84.

mercialement à raison de ce billet et condamné par corps à le payer (1).

Ne pouvait-on supposer aussi qu'Esther, en acceptant ces trois lettres de change qui sont en elles-mêmes des actes de commerce, avait montré une certaine habitude à faire des actes commerciaux ?

Dalloz déclare que, pour décider si la femme est commerçante, il faut considérer non seulement la nature des actes par elle faits, mais surtout leur multiplicité (2).

Or, dans l'affaire que nous décrit Balzac, il y a pluralité d'actes commerciaux, volonté d'Esther de faire du commerce ; toutes ces causes jointes à la tendance qu'avaient les Tribunaux de commerce d'étendre la contrainte par corps à toutes les dettes résultant d'actes de commerce, ont bien pu s'unir pour soumettre Esther à la contrainte par corps.

D'autant plus qu'Esther, ancienne fille publique, qu'on pouvait soupçonner d'être la complice d'un escroc, tel que G. d'Estourny, ne pouvait bénéficier de l'indulgence des juges ; pour elle un traitement de rigueur s'imposait.

Balzac nous a donc rapporté une application exacte des lois à un moment donné, et c'est un document précieux pour l'histoire de la contrainte par corps que livre aux juristes *Splendeurs et Misères des Courtisanes*.

Contre cette jurisprudence en désaccord avec l'esprit de la législation, il fallut que la loi du 17 avril 1832 intervînt pour faire respecter la législation des Codes par les Tribunaux.

(1) Paris, 28 juin 1813, Dalloz, Répertoire, V^o Commerçant, page 510, Cf. Troplong, Droit civil expliqué, tome XVIII, n^o 406.

(2) Dalloz, Répertoire, V^o Compétence commerciale, n^o 172.

Les règles de la contrainte par corps contre les étrangers nous sont données dans la *Cousine Belle* ; elles sont plus rigoureuses que celles établies à l'égard des nationaux. Les étrangers sont même décrétés en état d'arrestation provisoire sans jugement de condamnation.

« La loi partait de cette idée que l'étranger est un ennemi, elle l'immolait ou le faisait esclave lorsqu'elle ne le mettait pas à mort. » (BEAUMANOIR, *Coutumes de Champagne*, ch. XLV, art. 53.)

« Le droit moderne se contente de prendre des précautions pour préserver les nationaux contre les escroqueries de leurs créanciers étrangers », déclare Dalloz dans son répertoire de législation (1).

La Révolution avait aboli la contrainte par corps, le Code civil avait donné le même régime aux étrangers et aux nationaux ; or, Troplong déclare « que le Code civil avait été trop confiant, des scandales furent causés par des étrangers de mauvaise foi, on sentit la nécessité de revenir à de nouvelles mesures protectrices. »

Ainsi le droit fit un pas en arrière, on revenait aux idées de l'Ancien Régime, plus rigoureuses pour l'étranger, plus protectrices pour les nationaux.

La loi de 1807 fut votée ; c'était une mesure de sûreté dirigée contre le débiteur étranger qui, disait Troplong, peut, d'un moment à l'autre, disparaître sans laisser après lui aucune trace de son séjour en France (2). Cette loi avait laissé quelque incertitude à cause du Code civil, qui disait qu'on devait appliquer le même régime aux étrangers et aux nationaux ; cependant elle fut définitive-

(1) Dalloz, V^o Contrainte par corps, n^o 517.

(2) Dalloz, Répertoire de Jurisprudence, V^o Contrainte par corps, n^o 517.

vement applicable aux dettes tant civiles que commerciales contractées par les étrangers depuis l'arrêt de Bruxelles du 15 août 1828 (1).

Balzac nous montrera une application pratique de ce droit.

La cousine Bette, vieille fille méchante et jalouse, aime un sculpteur étranger et veut s'opposer à son mariage. Elle tire une lettre de change sur Steinbock et s'informe des formalités qu'il faut remplir pour avoir la mainmise sur lui.

Un avoué lui dit : « La seule sûreté que ce gaillard-là peut vous offrir, c'est sa liberté. »

« Et ce n'est pas une plaisanterie pour les étrangers ; un Français reste cinq ans en prison et après, il sort sans avoir payé ses dettes ; un étranger ne sort jamais de prison (2). »

Pardessus dit, en effet : « Nous avons dit que la détention quinquennale mettait fin à la contrainte par corps, mais on ne peut étendre cette mesure à l'étranger. Il s'agit à son égard, d'une mesure indispensable pour garantir le créancier français » (3). « Sa détention est perpétuelle », déclare Troplong (4).

La jurisprudence est, elle aussi, bien conforme à ce que nous dit Balzac.

Un arrêt déclare que les étrangers ne participant à notre droit que par concession et non par droit, n'offrent pas les mêmes garanties que les nationaux ; pour eux on en revient à l'application du droit naturel ; on peut les

(1) Dalloz, Répertoire de Jurisprudence, V^o Contrainte par corps, n^o 517.

(2) BALZAC, *La Cousine Bette*, tome X, page 62.

(3) PARDESSUS, *Droit commercial*, tome V, page 300.

(4) TROPLONG, *Droit civil expliqué*, tome XVIII, n^o 487.

lier pour les mettre en prison pour dettes et les garder jusqu'à leur libération.

La loi de 1807 ne fixe pas de limite à l'emprisonnement qui intervient au profit d'un Français contre un étranger non domicilié, toutes les fois qu'un jugement condamne à 150 francs au moins un étranger, soit civilement, soit commercialement.

Steinbock, recueilli par la cousine Bette, n'avait pas de domicile. Or, un arrêt de Bruxelles du 5 juillet 1837 déclare qu'on ne peut considérer comme domicilié en France, un étranger qui réside au domicile d'un négociant français où il est employé comme commis (1).

Cet arrêt ajoute que les formalités généralement prescrites pour les emprisonnements ne sont pas applicables à l'étranger incarcéré en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 16 septembre 1807. Mais on doit observer les dispositions générales sur l'exécution des actes ; — ainsi l'emprisonnement est nul s'il a été pratiqué au mois de novembre avant six heures du matin.

Cependant, la cousine Bette, pour avoir une arme contre Steinbock, a fait endosser sa lettre de change au nom du teneur de livres de l'agent d'affaires.

Celui-ci la fait protester ; il poursuit la cousine Bette et Steinbock, obtient un jugement qui prononce la contrainte par corps et signe une contre-lettre à la cousine Bette pour qu'elle n'ait rien à craindre de l'emprisonnement.

La vieille fille dit à son protégé de ne pas s'inquiéter de cette procédure destinée à donner des garanties à un

(1) Dalloz, Répertoire, V^o Contrainte par corps, n^o 530, et note 1.

usurier qui consent à leur avancer de l'argent. Lorsque Steinbock voudra se marier, la cousine Bette le fera mettre en prison.

Voici l'arrestation ; on respecte les dispositions générales sur l'exécution des actes.

« S'il peut ne se douter de rien, il sera coffré dès quatre heures du matin, dit le juge en consultant son almanach pour vérifier le lever du soleil, mais après-demain seulement, car on ne peut pas l'emprisonner sans l'avertir qu'on veut l'arrêter par un commandement avec dénonciation de contrainte par corps. »

Cette procédure est la même que pour les nationaux.

« Vous êtes arrêté (1), Monsieur, dit l'huissier à Steinbock le surlendemain, il faut nous suivre à la prison. Nous y avons mis les formes comme vous voyez, je n'ai point pris de gardes municipaux, il y a un fiacre en bas. »

Ainsi, dans des œuvres fort diverses, Balzac nous a fait une description complète et fidèle de cette institution ; nous y avons trouvé des applications pratiques à des cas précis et surtout une critique avisée d'une loi ne répondant plus aux besoins qui l'avaient créée et nous sentons, grâce à l'auteur de *La Comédie humaine*, la contrainte par corps en voie de disparaître.

(1) BALZAC, *Les Parents pauvres : la Cousine Bette*, tome X, page 118.

CONCLUSION

Dans ces pages, nous avons montré quel jugement exact et sûr, Balzac, historien du droit, a porté sur nos institutions juridiques.

C'était, cependant, un admirateur du passé, un partisan des lois de notre Ancien Régime, mais non un négateur de l'évolution.

Balzac avait étudié, compris le sens profond de nos vieilles coutumes qui s'adaptaient parfaitement aux exigences de leur époque ; mais il était trop psychologue, trop averti par les exemples que la vie lui avait offerts, pour ne pas accepter l'évolution de ces traditions et même réclamer leur adaptation plus rapide à un nouvel état social, en un mot, pour ne pas s'ériger en réformateur.

C'est ainsi que le droit d'aînesse, dont Balzac avait été dans sa jeunesse un partisan convaincu, avait été remplacé par les Majorats, puis, plus tard, par la famille souche et aujourd'hui par les substitutions à deux degrés, permises par nos Codes.

Ces diverses législations dérivent toutes de ce besoin qu'a l'homme de se voir perpétuer dans ses enfants, d'assurer la continuité de ses entreprises, de son patrimoine, et Balzac l'avait senti si profondément qu'il ne pouvait qu'être partisan de cette institution des Majorats qui répondait à cette tendance primordiale de l'homme.

Nos vieilles corporations, Balzac les fait revivre dans la Société qu'il fonde pour soutenir les intérêts des écrivains. Et, en cela, il a été aussi un précurseur de nos syndicats

qui, quoique d'aspect fort différent, obéissent à ce même besoin d'entraide et d'union qu'ont les hommes qui concourent à une même œuvre, à un même but, pour la défense de leurs intérêts.

Les enfants naturels, pour lesquels il réclame un adoucissement des lois, auraient été certainement traités avec autant de bienveillance, par notre droit coutumier que par notre Code civil, compte tenu des quarante années écoulées entre le moment où s'éteignit l'Ancien Régime et l'époque où Balzac réclame une réforme.

Le Code civil s'était montré trop sévère, trop incompréhensif de nos lois révolutionnaires qui, elles, étaient le signe d'une évolution, d'une réforme nécessaire.

Les législateurs de la Constituante et de la Convention s'étaient, sans doute, révélés trop brutaux, trop violents dans leur désir de tout bouleverser, mais on ne pouvait négliger leur œuvre, fruit d'une tendance nouvelle que la coutume aurait peu à peu satisfaite.

Balzac l'a compris ; aussi s'associe-t-il — à notre grande surprise, tant que nous n'avons pas compris les raisons profondes de l'écrivain — aux réformateurs les plus hardis.

C'est à sa compréhension parfaite de la vie des institutions, c'est aussi à sa connaissance de l'homme que nous devons la justesse des réformes préconisées par Balzac.

Nous sommes surpris, en dépit du siècle écoulé, de le trouver si jeune, si près de nous, de nos soucis, de nos revendications.

Nous aussi, nous voulons une justice indépendante, dépourvue de tout assujettissement au pouvoir et à la politique.

Et, cependant, la nature ambitieuse de l'homme fera qu'il existera toujours à côté des Popinot, hommes intègres

et sans ambition, des arrivistes comme Camusot qui se servent de tous les moyens pour obtenir un avancement dans la hiérarchie sociale qu'ils savent ne pouvoir gagner par leur seul mérite.

Nous désirons une justice égale pour tous et tenant compte du milieu dans lequel a vécu le délinquant, mais la justice humaine ne peut s'inquiéter de tous les facteurs, elle ne peut tous les connaître ; elle a été instituée dans un but de défense sociale et c'est pourquoi nous continuons de dire avec Balzac qu'elle est « plus dure pour le pauvre que pour le riche ». En effet, le riche délinquant est moralement plus coupable que le pauvre, mais devant la justice ils ne sont qu'égaux.

Nous voulons une police intègre et, cependant, si le recrutement ne se fait plus comme au temps de Balzac parmi les anciens forçats, nos policiers sont obligés de se mêler à la pègre, de vivre au sein de ce milieu corrompu des indicateurs et Balzac nous dit qu'« à force d'avoir approché le mal, il est difficile de rester un jeune homme pur » ; il faut une énergie peu commune pour résister aux tentations constantes.

Nous réclamons une justice sévère pour les parents indignes qui martyrisent leurs enfants. Balzac l'a fait avant nous, car il était soulevé du même esprit de révolte que nous, en présence d'une législation trop douce pour réprimer de semblables délits.

Il a désiré une loi des faillites mieux adaptée aux situations qu'elle doit réglementer. La loi révisée ne nous donne plus satisfaction ; mais disons avec Renouard que « la faillite étant toujours une très mauvaise affaire pour tout le monde, elle continuera, en dépit des efforts du législateur, d'être critiquée par ceux qui en sont les victimes. »

Le morcellement de la propriété par le paysan, tant déploré par Balzac, n'a-t-il pas été la cause du dépeuplement des campagnes abandonnées par ceux qui ne pouvaient plus vivre des revenus de quelques arpents de terre ?...

Ainsi Balzac, grâce à ses rares qualités d'observation et de perspicacité, grâce à son intelligence pénétrante et compréhensive, grâce aussi à une sensibilité sincère, a été vrai et a prévu l'évolution nécessaire de nos institutions sans jamais se tromper sur le sens des transformations qui ont eu lieu depuis près d'un siècle.

Cette prescience de l'évolution subie par nos institutions, basée sur la connaissance profonde des hommes de tous les milieux et de leurs secrètes tendances est, peut-être, un des aspects de Balzac juriste qui nous frappe le plus. Et c'est le grand mérite de Balzac, historien du droit, d'avoir su, à côté d'une description minutieuse et exacte de nos institutions, rester jeune par ses revendications, ses projets de réformes, ses enthousiasmes.

Vu :

Marc DESSERTAUX.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit :

A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 19 mai 1936.

Le Recteur : C. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- BALZAC. — *Les œuvres complètes de Honoré de Balzac*. Paris, 1891, in-8°, 24 volumes. Édition Calmann-Lévy.
- G. LÉVY. — *Correspondance de Honoré de Balzac : 1819-1850*. Paris, 1876, 2 volumes.
- Fernand ROUX. — *Balzac jurisconsulte et criminaliste*. Paris, Dujarric, 1906.
- André LE BRETON. — *Balzac, l'homme et l'œuvre*. Paris, A. Colin, 1905.
- Ferdinand BRUNETIÈRE. — *Honoré de Balzac. 1799-1850*. Paris, Nelson et Calmann, 1913.
- BEAUCHET. — *Histoire du Droit privé de la République athénienne*. Édition Chevalier-Maresq.
- Pierre VIARD. — *Histoire générale du Droit privé français, 1789-1830*. Édition les Presses universitaires de France.
- J.-P. Chrétien DE POLY. — *Essai sur la Puissance paternelle*. Adrien Egron, imprimeur, 1820.
- GAUDEMET. — *Revue trimestrielle du Droit civil*, année 1930, recueil Sirey, tome XXIX.
- M. DESSERTAUX. — *Recueil d'études sur les sources du Droit*. Librairie du Recueil Sirey.
- LOISEAU. — *Traité des enfants naturels*. Librairie Ant. Bavoux, Paris. Éditions de 1811.
- Édouard LABOULOYE. — *Histoire du Droit de la propriété foncière en Occident*, 1829.
- CHABOT DE L'ALLIER. — *Commentaire sur la loi des successions*, 5^e édition. Paris, chez Nève, 1818, 3 volumes.
- VAZEILLE. — *Résumé et Conférence des Commentaires du Code civil sur les successions, donations et testaments*. Riom, Thibaud-Landriot, imprimeur, 1837.
- LE PLAY. — *La Réforme sociale en France*. Ed. Alfred Mame et fils.
- Ed. BURKE. — *Réflexions sur la Révolution en France*.
- VALETTE. — *Mélange de Droit, de Législation et de Jurisprudence recueilli et publié par les soins de MM. Hérold et Lyon-Caen*, Paris, 1830.

- DURANTON. — *Cours de Droit français suivant le Code civil*, par M. Duranton. Thorel et Guilbert, éditeurs, 1844.
- TROPLONG. — *Droit civil expliqué suivant l'ordre des Articles du Code*. Charles Hingray, libraire-éditeur, 1847.
- Hélie FAUSTIN. — *Traité de l'Instruction criminelle*, 1845. Ch. Hingray, éditeur.
- JOSEPH CARNOT. — *Commentaires sur le Code pénal*. Paris, Nève, 1836.
- CHASSAN. — *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, 1857. Imprimerie Hoffmann.
- Ed. THALER. — *Traité général, théorique et pratique de Droit commercial*.
- J. PERCEROU. — *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires*, Paris, Arthur Rousseau, éditeur.
- LOCRÉ. — *Esprit du Code de Commerce*. A Paris, Imprimerie impériale, MDCCCVII, 10 volumes.
- BEDARRIDE. — *Traité des faillites et banqueroutes ou Commentaire de la loi du 28 mai 1838*. 2 vol., 1844. Makaire et Deleuil, libraires.
- Augustin-Ch. RENOUD. — *Traité des faillites et banqueroutes*. Ed. Guillaumin, 1842, 2 vol.
- J.-M. PARDESSUS. — *Cour de Droit commercial*, librairie Nève, 1821.
- DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence*, 44 vol. Édition : A Paris, au bureau de la Jurisprudence générale, 1858.
- DALLOZ. — *Répertoire pratique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence* 1926, 12 vol., 3 suppléments. Paris, librairie Dalloz.
- Code civil. — *Recueil des lois composant le Code civil avec les discours et opinion*, 9 vol. Edition à Paris, chez Rondonneau, An XII, 1804.
- Éd. : Fuzier-Hermann. — *Répertoire général alphabétique du Droit français*, publié sous direction de MM. Carpentier et Frèrejouan, 1887.
- Les Pandectes françaises. — *Répertoire de Doctrine, de Législation et de Jurisprudence*, commencé sous la direction de M. Rivière, continué par M. André Weiss, 1905. Librairie générale de droit et de Jurisprudence.
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts*.
- DALLOZ. — *Recueil périodique et critique de Jurisprudence, de Législation et de Doctrine*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	Pages	5
PREMIÈRE PARTIE. — LES HOMMES D'AFFAIRES ET LES HOMMES DE LOI CHEZ BALZAC		
DEUXIÈME PARTIE. — DROIT CIVIL		
CHAPITRE PREMIER — <i>L'interdiction</i>	51	
— II. — <i>La tutelle légale</i>	57	
— III. — <i>La reconnaissance des enfants naturels...</i>	60	
— IV. — <i>Les successions, les Majorats</i>	64	
— V. — <i>Les droits des enfants naturels.....</i>	79	
— VI. — <i>La propriété littéraire : la contrefaçon, le plagiat, les traductions, la collaboration</i>	94	
TROISIÈME PARTIE. — DROIT PÉNAL		
CHAPITRE PREMIER. — <i>La procédure criminelle ; les peines.</i>	119	
— II. — <i>Délits divers : Adultère, vol, escroquerie, chantage, plainte en faux en écriture civile, supposition de personnes, sévices sur mineurs</i>	130	
QUATRIÈME PARTIE. — DROIT COMMERCIAL		
CHAPITRE PREMIER. — <i>La faillite</i>	145	
— II. — <i>La réhabilitation</i>	171	
— III. — <i>Les lettres de change. Le billet à domicile</i>	176	
— IV. — <i>La contrainte par corps</i>	193	
CONCLUSION	212	
BIBLIOGRAPHIE.....	216	

